



N°2236-2011/APS/DFI/SAB

Date du : 28/11/2011

**RAPPORT**  
**A L'ASSEMBLEE DE PROVINCE**

**Objet** : budget primitif de la province Sud pour l'exercice 2012

**P.J.** : 1 délibération  
1 fascicule budgétaire  
des annexes

*Article I.*

*Article II.*

*(i)*



## Article III. PRESENTATION GENERALE

### Elément de débat d'orientation budgétaire

**Conformément au débat d'orientation budgétaire (DOB)** du 18 novembre dernier, malgré un effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement et des recettes favorable en 2011, les déséquilibres en prospective financière persistent.

En effet, cette prospective financière fait ressortir un besoin en ressources de fonctionnement d'un montant minimum de 3,4 milliards XPF à l'horizon 2014.

Dans cette hypothèse, le besoin d'emprunt de la collectivité resterait trop élevé annuellement car il oscillerait entre 4 à 5 milliards XPF par an contre 2 à 3 milliards XPF constatés sur la période rétrospective.

La collectivité doit assurer la poursuite de ses actions et de mettre en œuvre son plan de développement stratégique « Cap Sud 21 », tout en maintenant les ratios de solvabilité à un niveau raisonnable avec notamment :

- un taux d'épargne supérieur à 10% ;
- un taux d'endettement de 25% à 30% au maximum ce qui représente une moyenne de 3 milliards XPF d'emprunt par an.

Compte tenu de la croissance démographique en province Sud, il y a urgence à trouver de nouvelles ressources pérennes.

A défaut, il sera impératif de compléter la gestion maîtrisée des dépenses publiques par un plan de transfert ou de compensation de certaines charges relevant des secteurs de la santé, du social et de l'enseignement.

### Le contexte économique et financier

**En Nouvelle-Calédonie**, sur le premier semestre 2011, le tourisme affiche une légère hausse notamment avec les croisiéristes et le développement économique soutient l'emploi et les échanges commerciaux du territoire.

Quant à la production métallurgique, elle progresse, notamment depuis fin 2010, avec le lancement d'une production intermédiaire de nickel et de cobalt par la société Vale Nouvelle-Calédonie, dénommé NHC (Nickel Hydroxide Cake).

Ainsi, sur le premier semestre 2011, la bonne orientation des cours du nickel, conjuguée aux ventes sur le marché australien de cette production intermédiaire de nickel et de cobalt, permettent aux exportations de progresser en valeur.

Pour 2012, cette dynamique de l'économie du nickel permet d'afficher une croissance des dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie de l'ordre de 7,69% par rapport à 2011.

### Le contexte budgétaire 2012

Le contexte budgétaire de la province Sud reste extrêmement complexe et cela, malgré la croissance des dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie.

En effet, la pression démographique au sein de la province Sud demeure et s'accroît mécaniquement. La collectivité continue donc à contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'environ 75% de la population calédonienne totale pour moins de 50% de produits de recettes fiscales perçus.

Dans le cadre de l'élaboration de ce projet de budget primitif 2012, la politique volontariste de rationalisation et de maîtrise des dépenses publiques initiée en 2010 est poursuivie.

Mais cette maîtrise de nos dépenses ne suffira pas, à elle seule, à résorber le déficit structurel du budget provincial.

Une modification de la structure de financement des collectivités provinciales devient de plus en plus pressante et nécessaire. En effet, notre collectivité doit pouvoir disposer, sans attendre, de nouvelles ressources pérennes.

Cette condition devient impérative pour que la province Sud puisse poursuivre ses interventions en faveur des deux tiers de la population calédonienne, notamment celles les plus fragiles. A défaut, elle pourra difficilement assumer les besoins essentiels des populations qui y résident.

\* \* \*

Le présent projet de budget primitif 2012 propose une croissance réelle de 10% par rapport à 2011. Cette croissance est établie sur l'hypothèse d'une évolution des dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie de 7,69 % complétée d'une ressource externe d'emprunt à hauteur de 5,2 milliards XPF.

La structure du budget primitif 2012 se présente donc comme suit :

**Les ressources réelles en croissance :**

Hors emprunts, les ressources réelles affichent une croissance de 6,1% (+ 2,981 milliards XPF) conditionnée par l'évolution des dotations légales de la Nouvelle-Calédonie pour 1,3 milliard XPF et des recettes en provenance de l'Etat au titre des opérations contractualisées pour 1,4 milliard XPF.

Les ressources s'élèvent, en mouvements réels, à 51,769 milliards XPF dont 6,481 milliards XPF en section d'investissement et 45,287 milliards XPF en section de fonctionnement.

Les principaux postes sont les suivants :

- 33,6 milliards XPF de dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie, en hausse de 7,69 % par rapport au budget primitif 2011.
- 6,9 milliards XPF de dotations légales en provenance de l'Etat ;
- 4,7 milliards XPF au titre de la fiscalité ;
- 2,7 milliards XPF de participations de l'Etat au titre des opérations contractualisées ;
- 1,8 milliard XPF de dotations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie ;
- 1,1 milliard XPF de recettes de services ;
- 341 millions XPF de mouvements financiers ;
- 243 millions XPF de dotations spécifiques des communes et de l'Etat ;
- 208 millions XPF de participations et recouvrements.

Pour 2012, la ressource externe d'emprunt progresse de 73% passant ainsi de 3,0 milliards XPF à 5,2 milliards XPF.

**Les dépenses réelles en progression :**

Par rapport à 2011, les dépenses globales 2012 présentent une hausse de 10% soit + 5,181 milliards XPF. 56,96 milliards XPF sont consacrés aux dépenses 2012 avec :

- 43,68 milliards XPF alloués aux dépenses de fonctionnement, en hausse de 8,4% par rapport à 2011 soit + 3,4 milliards XPF ;
- 11,54 milliards XPF inscrits pour les investissements directs en hausse de 14,8% par rapport à 2011 soit + 1,5 milliard XPF ;

- 1,73 milliard XPF sont dévolus aux charges financières en hausse de 21,4% soit + 305 millions XPF.

La structure du budget primitif 2012 se présente donc comme suit :

RECETTES	BP 2012	BP 2011	Var. BP à BP	
Ressources réelles	51 768 921 688	48 787 536 445	2 981 385 243	6,1%
Emprunts	5 200 000 000	3 000 000 000	2 200 000 000	73,3%
	<b>56 968 921 688</b>	<b>51 787 536 445</b>	<b>5 181 385 243</b>	<b>10,0%</b>

DEPENSES	BP 2012	BP 2011	Var. BP à BP	
Investissements directs	11 546 358 096	10 057 976 143	1 488 381 953	14,8%
Dépenses de gestion	43 689 443 592	40 301 560 302	3 387 883 290	8,4%
Dette (capital et intérêts)	1 733 120 000	1 428 000 000	305 120 000	21,4%
	<b>56 968 921 688</b>	<b>51 787 536 445</b>	<b>5 181 385 243</b>	<b>10,0%</b>

<b>Equilibre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
------------------	----------	----------	--	--

*Le présent projet de budget primitif 2012 s'élève donc à 56,96 milliards XPF en mouvements réels et se décompose comme suit par section :*

- 12,63 milliards XPF en section d'investissement ;
- 44,33 milliards XPF en section de fonctionnement.

*En mouvements budgétaires, la croissance est portée à 3% avec des mouvements d'ordre à hauteur de 1,46 milliard XPF.*

*Conformément à délibération APS N° 11-2011 du 26 mai 2011, le présent projet de budget primitif 2012 est organisé sous le régime de l'instruction comptable M 52 avec un vote par fonction.*

Telles sont résumées les principales orientations du projet de budget que j'ai l'honneur de vous soumettre.

## Article IV. TITRE I - LES PROPOSITIONS DE CREDITS DE PAIEMENT

### Section IV.1 - LES RECETTES REELLES

- En mouvements réels, les ressources du budget primitif 2012 s'élèvent à 56,968 milliards XPF, en augmentation de 5,2 milliards XPF par rapport aux recettes du budget primitif 2011 (+10%).
- Cette variation s'explique principalement par :
- des ressources réelles directes hors emprunt en hausse de 2,9 milliards XPF soit +6,1% ;
- des emprunts qui passant de 3 milliards XPF en 2011 à 5,2 milliards XPF en 2012 soit +73%.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des ressources par critère :

C1 - Libellé	BP 2012		BP 2011		variation		Total BP 2012	Total BP 2011	Total var.
	INV	FONC	INV	FONC	INV	FONC			
21DNC DOTATIONS LEGALES NC	1 898 758 400	31 744 867 000	1 827 094 400	30 546 734 500	4%	4%	33 643 625 400	32 373 828 900	4%
22DET DOTATIONS LEGALES ETAT	1 058 371 869	5 844 295 051	1 042 034 846	5 832 033 405	2%	0%	6 902 666 920	6 874 068 251	0%
11EMP EMPRUNTS	5 200 000 000		3 000 000 000		73%		5 200 000 000	3 000 000 000	73%
18FIS FISCALITE		4 676 000 000		4 674 000 000		0%	4 676 000 000	4 674 000 000	0%
16OPC DOTATIONS - OPC	2 633 106 670	138 639 729	1 207 394 375	129 000 000	118%	7%	2 771 746 399	1 336 394 375	107%
14NC DOTATIONS NC	307 278 000	1 506 177 766	43 500 000	1 123 688 897	606%	34%	1 813 455 766	1 167 188 897	55%
20SCE RECETTES DES SCES	187 775 917	981 585 666	18 105 049	962 317 980	937%	2%	1 169 361 583	980 423 029	19%
10FIN MVTs FINANCIERS	170 000 000	171 200 000	123 000 000	171 200 000	38%	0%	341 200 000	294 200 000	16%
17COM DOTATIONS COMMUNES	156 207 824	66 000 000	0	84 050 000		-21%	222 207 824	84 050 000	164%
19REC RECOUV.& PARTC PATDNS D.V.	69 900 000	138 057 796	568 847 473	415 835 520	-88%	-67%	207 957 796	984 682 993	-79%
15ETA DOTATIONS ETAT	0	20 700 000	0	18 700 000		11%	20 700 000	18 700 000	11%
12RES RESULTAT	0	0	0	0			0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>11 681 398 680</b>	<b>45 287 523 008</b>	<b>7 829 976 143</b>	<b>43 957 560 302</b>	<b>49%</b>	<b>3%</b>	<b>56 968 921 688</b>	<b>51 787 536 445</b>	<b>10%</b>

### Article V. - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes directes comprennent l'ensemble des ressources réelles de la province hors emprunts. Pour 2012, elles s'élèvent à 6,481 milliards XPF répartis comme suit par provenance :

Critère 1	C1 - Libellé	BP 2012	BP 2011	var.	var. %
21DNC	DOTATIONS LEGALES NC	1 898 758 400	1 827 094 400	71 664 000	3,9%
22DET	DOTATIONS LEGALES ETAT	1 058 371 869	1 042 034 846	16 337 023	1,6%

16OPC	DOTATIONS - OPC	2 633 106 670	1 207 394 375	1 425 712 295	118,1%
14NC	DOTATIONS NC	307 278 000	43 500 000	263 778 000	606,4%
20SCE	RECETTES DES SCES	187 775 917	18 105 049	169 670 868	937,1%
10FIN	MVTS FINANCIERS	170 000 000	123 000 000	47 000 000	38,2%
17COM	DOTATIONS COMMUNES	156 207 824	0	156 207 824	.
19REC	RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	69 900 000	568 847 473	-498 947 473	-87,7%
15ETA	DOTATIONS ETAT	0	0	0	.
<b>Total général</b>		<b>6 481 398 680</b>	<b>4 829 976 143</b>	<b>1 651 422 537</b>	<b>34,2%</b>

(i) **LES DOTATIONS LEGALES**

Section V.2 **La Dotation Globale d'Équipement de la Nouvelle-Calédonie (DGE NC)**

La dotation globale d'équipement est définie par l'article 181-II de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente 4% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie puis est répartie entre les trois provinces dont 40% pour la province Sud.

Pour 2012, elle est fixée à **1,898 milliard XPF**.

Section V.3 **La Dotation Globale de Construction et d'Équipement des Collèges publics (DGCEC Etat)**

Cette dotation en provenance de l'Etat est fixée par l'article 181-IV de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle évolue en fonction du projet de loi de finances.

Pour 2012, le projet de loi de finances fixe une progression à 1,57% soit **1,058 milliard XPF**.

(i) **LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES**

Ces dotations représentent les participations de l'Etat et des communes dans le cadre :

- du contrat de développement (CD) des générations 2006-2010 et 2011-2015,
- du contrat de développement Province-État-Communes de l'intérieur (CPEC) 2006-2010,
- du contrat d'agglomération (CA) 2006-2010,
- du contrat de restructuration de l'habitat spontané (CRHS) 2011-2015.

Pour 2012, ces ressources s'élèvent à **2,63 milliards XPF** en section d'investissement.

Le financement par contrat, par génération et par programme se présente comme suit :

Libellé du programme	CA 06-10	CD			CPEC 06-10	CRHS 11-15	Total général
		06-10	11-15	Total CD			
RESEAU ROUTIER	570 000 000		504 062 090	<b>504 062 090</b>			<b>1 074 062 090</b>
HABITAT SOCIAL		139 705 759	645 010 743	<b>784 716 502</b>		182 684 835	<b>967 401 337</b>
EQUIPEMENT COMMUNAL	33 790 069				187 326 051		<b>221 116 120</b>
MEDICO-SOCIAL			179 850 750	<b>179 850 750</b>			<b>179 850 750</b>
ENSEIGNEMENT PRIVE			150 000 000	<b>150 000 000</b>			<b>150 000 000</b>
TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	18 375 115						<b>18 375 115</b>
INTERNATS			7 500 000	<b>7 500 000</b>			<b>7 500 000</b>
SANTE PUBLIQUE		7 450 000		<b>7 450 000</b>			<b>7 450 000</b>
ENVIRONNEMENT		5 376 258		<b>5 376 258</b>			<b>5 376 258</b>
PATRIMOINE		1 975 000		<b>1 975 000</b>			<b>1 975 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>622 165 184</b>	<b>154 507 017</b>	<b>1 486 423 583</b>	<b>1 640 930 600</b>	<b>187 326 051</b>	<b>182 684 835</b>	<b>2 633 106 670</b>

Section V.4 **Les réseaux routiers**

Les participations de l'Etat et de la Ville de Nouméa s'élève à **1,074 milliard XPF** et concernent les études et travaux sur les réseaux routiers comprenant :

- **906,1 millions XPF** pour les travaux d'amélioration de l'entrée de ville au titre des CD et CA dont 774,0 millions XPF de part Etat et 132,0 millions XPF de part commune,
- **168 millions XPF** pour des travaux sur la voie médiane au titre du CA dont 135 millions de part Etat et 33 millions XPF de part commune.

#### Section V.5 L'habitat social

Les participations de l'Etat sur CD s'élèvent à **967,4 millions XPF** comprenant :

- l'aide à l'habitat groupé pour 491,5 millions XPF,
- l'aide à l'habitat individuel pour 293,2 millions XPF,
- la restructuration de l'habitat spontané pour 182,7 millions XPF.

#### Section V.6 L'équipement communal

Les recettes s'élèvent à **221,1 millions XPF** en provenance de l'Etat et des communes comprenant les opérations suivantes dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à la province dans le cadre du CPEC et du CA :

- réalisation du complexe sportif de Waho 187,3 millions XPF,
- harmonisation des transports publics 33,8 millions XPF,

#### Section V.7 Le médico-social

Les participations de l'Etat au titre du CD 11-15 s'élèvent à **179,8 millions XPF** comprenant :

- l'acquisition du terrain d'assiette et le début des études du
- foyer de l'enfance à Koutio 125,2 millions XPF,
- le foyer pour personnes âgées 46,3 millions XPF,
- le foyer pour jeunes travailleurs 8,2 millions XPF.

#### Section V.8 L'enseignement privé

La participation de l'Etat aux travaux de mises aux normes et de rénovation des bâtiments de l'enseignement privé s'élève à **150 millions XPF** au titre du CD 11-15.

#### Section V.9 Le transport public terrestre

Les participations au titre de l'harmonisation des transports publics du CA 06-10 s'élèvent à **18,4 millions XPF** dont :

- part Etat 9,7 millions XPF,
- part commune 8,6 millions XPF.

#### Section V.10 Les internats d'excellence

Les participations de l'Etat au titre du CD 11-15, s'élèvent à **7,5 millions XPF** comprenant le début des études pour la construction d'un internat d'excellence au collège d'Auteuil.

#### Section V.11 La santé publique

Les participations de l'Etat au titre du CD 06-10, s'élèvent à **7,4 millions XPF** au titre de l'extension du CMS de Boulari.

#### Section V.12 Les sentiers de randonnée

Les participations de l'Etat au titre du CD 06-10, s'élèvent à **5,4 millions XPF** au titre de l'aménagement de sentiers de randonnée.

#### Section V.13 L'inventaire du patrimoine bâti et kanak

Les participations de l'Etat au titre du CD 06-10, s'élèvent à **1,9 million XPF** au titre de l'inventaire du patrimoine bâti et kanak.



(i) **LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE**

Une recette de **307,3 millions XPF** est inscrite en provenance de la Nouvelle-Calédonie, comprenant :

- 200 millions XPF pour l'équipement et l'aménagement informatique des collèges publics,
- 70 millions XPF pour la réalisation de travaux d'aménagement des cours d'eau,
- 30,3 millions XPF pour la réalisation d'études sur les zones inondables,
- 7 millions XPF pour la réhabilitation de sites miniers.

(ii) **LES RECETTES DES SERVICES**

Les recettes des services comprennent essentiellement des cessions de biens pour **187,8 millions XPF** décomposées comme suit :

- |   |                    |
|---|--------------------|
| • matériels et mobiliers                            | 103,0 millions XPF |
| • lots non bâtis en zone industrielle et artisanale | 38,9 millions XPF, |
| • vente de logements                                | 28,0 millions XPF, |
| • lots non bâtis hors zone industrielle             | 11,0 millions XPF, |
| • lots bâtis hors zone industrielle                 | 6,3 millions XPF,  |
| • lots non bâtis à caractère social                 | 387 500 XPF.       |

(iii) **LES MOUVEMENTS FINANCIERS**

Une recette de **170 millions XPF** est inscrite au titre des mouvements financiers :

- 100 millions XPF au titre du remboursement par Promosud des avances en compte courant d'associés, conformément à la convention n°216-06 du 12 mai 2008,
- 70 millions XPF au titre du remboursement des prêts accordés aux particuliers dans le cadre de l'accession au logement.

(iv) **LES DOTATIONS SPECIFIQUES DES COMMUNES**

Une recette de **156,2 millions XPF** est inscrite, comprenant :

- 87,7 millions XPF de complément hors contrat pour la réalisation de travaux d'aménagement de la voie médiane,
- 58,5 millions XPF pour la réalisation de travaux d'aménagement de la voirie de Logicoop,
- 10,0 millions XPF pour la mise en place d'équipements informatiques dans les écoles primaires.

•

(v) **LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES**

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent **69,9 millions XPF** répartis sur les programmes ci-après.

Section V.14 **L'environnement**

Les participations s'élèvent à **58,9 millions XPF** en provenance :

- de la société VALE NC à hauteur de 49,9 millions XPF au titre de la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB) établie sur la période 2009-2013 avec notamment :
  1. l'aménagement du parc de la Rivière Bleue 28,8 millions XPF
  2. l'aménagement des aires du Grand Sud

- (Netcha, Madeleine et Bois du Sud) 8,7 millions XPF,
- 1. les études liées à la convention de Ramsar sur les zones
  - humides 6,5 millions XPF,
- 1. l'aménagement du Cap N'Dua 3,0 millions XPF,
- 2. la mise en œuvre de la convention CCB et la mise en
  - place de groupe de travail 1,5 million XPF,
- 1. la signalétique du patrimoine mondial 1,4 million XPF,
- 
- de l'Agence pour l'Environnement et la Maitrise de l'Energie (ADEME) à hauteur de 9 millions XPF pour des études relatives aux déchets, au titre de l'accord cadre 2011-2015.

#### Section V.15 **Les travaux pour autres tiers**

Les participations s'élèvent à **11 millions XPF** en provenance de la société VALE NC au titre de la réhabilitation des sites dégradés prévue dans le cadre de la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB) établie sur la période 2009-2013.

#### Article VI. **- LA DETTE**

##### **(i) L'ENCOURS DE DETTE**

L'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2012 s'établit à 11,213 milliards XPF. Les emprunts à taux fixe représentent 54% de cet encours et 46% pour les emprunts en taux indexé ou structuré.

Cet encours est décomposé comme suit par établissement prêteur :

- |          |                     |
|----------|---------------------|
| 1. AFD   | 4,969 milliards XPF |
| 2. CDC   | 2,371 milliards XPF |
| 3. DEXIA | 1,528 milliard XPF  |
| 4. SGCB  | 1,500 milliard XPF  |
| 5. CENC  | 843 millions XPF    |

Pour mémoire, en 2011, 3,2 milliards XPF d'emprunts ont été mobilisés. La répartition de cette mobilisation par établissement prêteur se présente comme suit :

- Société Générale Calédonienne de Banque 1,5 milliard XPF,
- Agence Française de Développement 1,2 milliard XPF,
- DEXIA CLF Banque 0,5 milliard XPF.

A la clôture 2011, un report de 1,2 milliard XPF au titre des emprunts est prévu.

**(ii) L'EMPRUNT 2012**

Les investissements 2012 sont financés en partie par une ressource externe d'emprunt de **5,2 milliards XPF** contre 3,0 milliards XPF au budget primitif 2011 soit une progression de plus de 73% de la ressource externe d'emprunt.

En 2012, ces ressources externes d'emprunt représentent 45% des investissements directs. En 2011, les emprunts financent les investissements directs à hauteur de 34%.

**Article VII. - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

De BP à BP, les ressources globales de la section sont en hausse de 1,329 milliard XPF soit +3,0%. Cette tendance est essentiellement due à la hausse des dotations légales et spécifiques en provenance de la Nouvelle-Calédonie.

Les recettes directes du budget 2012 s'élèvent à 45,287 milliards XPF répartis comme suit :

Critère 1	C1 - Libellé	BP 2012	BP 2011	var.	var.%
21DNC	DOTATIONS LEGALES NC	31 744 867 000	30 546 734 500	1 198 132 500	3,9%
22DET	DOTATIONS LEGALES ETAT	5 844 295 051	5 832 033 405	12 261 646	0,2%
18FIS	FISCALITE	4 676 000 000	4 674 000 000	2 000 000	0,0%
14NC	DOTATIONS NC	1 506 177 766	1 123 688 897	382 488 869	34,0%
20SCE	RECETTES DES SCES	981 585 666	962 317 980	19 267 686	2,0%
10FIN	MVTS FINANCIERS	171 200 000	171 200 000	0	0,0%
16OPC	DOTATIONS - OPC	138 639 729	129 000 000	9 639 729	7,5%
19REC	RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	138 057 796	415 835 520	-277 777 724	-66,8%
17COM	DOTATIONS COMMUNES	66 000 000	84 050 000	-18 050 000	-21,5%
15ETA	DOTATIONS ETAT	20 700 000	18 700 000	2 000 000	10,7%
<b>Total général</b>		<b>45 287 523 008</b>	<b>43 957 560 302</b>	<b>1 329 962 706</b>	<b>3,0%</b>

**(i) LES DOTATIONS LEGALES**

**Section VII.2 La dotation globale de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie (DGF NC)**

La DGF NC est définie par l'article 181-I de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente au minimum 51,5% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie.

Depuis 2003, cette quote-part a été portée à 53,5%. La DGF NC est ensuite répartie entre les trois provinces à concurrence de 50% pour la province Sud, 32% pour la province Nord et 18% pour la province des Iles.

Pour 2012, elle est estimée à **31,745 milliards XPF**.

**Section VII.3 La dotation globale de fonctionnement de l'Etat (DGF Etat)**

Cette dotation est fixée par l'article 181-III de la loi organique modifiée n° 99-209. Son évolution annuelle suit celle des dotations attribuées par l'Etat aux collectivités locales de Métropole.

Pour 2012, il est proposé une inscription à hauteur de **5,844 milliards XPF** conformément au projet de loi de finances pour 2012 qui fixe une progression de 0,21%.

(i) **LA FISCALITE**

La fiscalité représente le second poste de recettes de la section. Elle est constituée de centimes additionnels aux impôts locaux et de taxes provinciales.

Pour 2012, le rendement reste stable et est estimé à **4,676 milliards XPF**. La légère progression provient principalement du fait d'un rendement en hausse constaté au titre du rôle 2011 sur les débits de boissons.

Libellé de l'opération	BP 2012	BP 2011	var.%
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 450 000 000	1 450 000 000	0%
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 450 000 000	1 450 000 000	0%
PATENTES	1 240 000 000	1 240 000 000	0%
CONTRIBUTION FONCIERE	280 000 000	280 000 000	0%
TAXES NUIITEES	200 000 000	200 000 000	0%
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	56 000 000	54 000 000	4%
<b>TOTAL</b>	<b>4 676 000 000</b>	<b>4 674 000 000</b>	<b>0%</b>

Section VII.4 **La taxe sur les communications téléphoniques**

Instaurée en 2003, cette taxe a été fixée par la délibération APS n° 15-2003 du 17 juillet 2003 à 5 XPF par minute, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2012, son rendement est prévu à **1,450 milliard XPF**, identique aux prévisions 2011.

Section VII.5 **Les centimes additionnels aux droits d'enregistrement**

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 20 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.

Pour 2012, les recettes sont estimées à **1,450 milliard XPF** identique aux prévisions 2011.

Section VII.6 **Les centimes additionnels aux patentes**

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990. Depuis 2010, ils sont passés de 15 à 30 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.

Pour 2012, son rendement est prévu à **1,240 milliard XPF**, soit un montant identique au rôle 2011 arrêté par la direction des services fiscaux de la Nouvelle-Calédonie.

Section VII.7 **Les centimes additionnels à la contribution foncière**

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 10 centimes. Depuis 2010, cette quote-part a été relevée à son maximum passant ainsi de 10 à 30 centimes.

Les recettes 2012 sont estimées à **280 millions XPF** soit un montant identique au rôle 2011 arrêté par la direction des services fiscaux de la Nouvelle-Calédonie.

Section VII.8 **La taxe à la nuitée des établissements hôteliers**

Fixée par délibération de l'assemblée de province n°4-2002 du 9 janvier 2002, la taxe à la nuitée varie en fonction de la catégorie de l'hôtel qui est déterminée par le nombre d'étoiles.

Pour 2012, la recette est estimée à un montant identique à 2011 soit **200 millions XPF**.

Section VII.9 **Les centimes additionnels aux licences et débit de boissons**

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 50 centimes soit le montant maximum autorisé par le congrès.

Les recettes 2012 sont estimées à **56 millions XPF** soit un montant identique au rôle 2011 arrêté par la direction des services fiscaux de la Nouvelle-Calédonie.

(i) **LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE**

Les dotations spécifiques versées par la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à **1,506 milliard XPF** répartis sur les programmes suivants :

Prog.	Libellé du programme	BP 2012	BP 2011	var.%
19	MEDICO-SOCIAL	1 004 000 000	528 000 000	90%
21	RESEAU ROUTIER	269 677 766	282 188 897	-4%
23	COURS D'EAU	70 000 000	100 000 000	-30%
31	EMPLOI	60 000 000	200 000 000	-70%
25	ENVIRONNEMENT	57 000 000	0	.
20	SANTE PUBLIQUE	32 000 000	0	.
16	JEUNESSE	13 500 000	13 500 000	0%
<b>TOTAL</b>		<b>1 506 177 766</b>	<b>1 123 688 897</b>	<b>34%</b>

Section VII.10 **Le secteur médico-social**

Les dotations de ce programme s'élèvent à **1,004 milliard XPF** comprenant :

- 523 millions XPF pour le remboursement des frais de placements des mineurs sous protection judiciaire dans les foyers et les familles d'accueil,
- 406 millions XPF au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie au dispositif de minimum vieillesse pour les personnes âgées sur la base d'une allocation maximale de 80 000 XPF par mois et par bénéficiaire sous condition de ressources, d'âge et de résidence, dont 49 000 XPF à la charge de la Nouvelle-Calédonie,
- 62 millions XPF pour les actions liées à la petite enfance, déléguées à la province par la Nouvelle-Calédonie,
- 12 millions XPF au titre de la délégation relative à l'organisation sociale et médico-sociale,
- 1 million XPF au titre du remboursement des frais d'enquêtes sociales.

Section VII.11 **Le réseau routier**

Les recettes s'élèvent à **269,7 millions XPF** comprenant :

- 253,8 millions XPF pour les frais d'entretien de la voirie territoriale, déléguée à la province par la Nouvelle-Calédonie. Un montant identique est inscrit en dépenses,
- 15,8 millions XPF pour la contribution pour déprédation de voirie.

Section VII.12 **L'entretien des cours d'eau**

**70 millions XPF** de recettes pour couvrir les dépenses effectuées par la province pour l'entretien des cours d'eau de la Nouvelle-Calédonie.

Section VII.13 **L'emploi**

Les recettes sont inscrites à hauteur de **60 millions XPF** pour la mise à disposition, auprès de la Nouvelle-Calédonie, de personnels du programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC).

Section VII.14 **L'environnement**

**57 millions XPF** sont versés par la Nouvelle-Calédonie au titre de la Taxe de soutien aux actions de lutte contre les Activités Polluantes (TAP) pour la gestion des déchets.

Section VII.15 **La santé publique**

**32 millions XPF** sont versés par la Nouvelle-Calédonie au titre de la santé scolaire suite à l'exercice par la Nouvelle-Calédonie de la compétence de l'enseignement du second degré public et de l'enseignement privé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Section VII.16 **La jeunesse**

13,5 millions XPF sont versés par la Nouvelle-Calédonie pour le contrôle des Centres de Vacances et de Loisirs (CVL), contrôle délégué à la province Sud par convention depuis 2007.

(i) **LES RECETTES DES SERVICES**

981,6 millions XPF de recettes des services sont proposées, répartis sur les programmes suivants :

Prog.	Libellé du programme	BP 2012	BP 2011	var. %
17	AIDE MEDICALE	450 000 000	450 000 000	0%
01	ADMINISTRATION	236 827 583	220 242 056	8%
20	SANTE PUBLIQUE	132 000 000	127 600 000	3%
11	INTERNATS	50 000 000	52 000 000	-4%
25	ENVIRONNEMENT	34 000 000	28 000 000	21%
21	RESEAU ROUTIER	25 000 000	25 000 000	0%
15	SPORTS	22 600 000	22 600 000	0%
16	JEUNESSE	20 000 000	20 000 000	0%
40	STATIONS PROVINCIALES	6 000 000	4 500 000	33%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	2 599 911	7 987 360	-67%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	2 558 172	2 388 564	7%
19	MEDICO-SOCIAL	0	2 000 000	-100%
<b>TOTAL</b>		<b>981 585 666</b>	<b>962 317 980</b>	<b>2%</b>

Section VII.17 **L'aide médicale**

Les recettes concernent le remboursement opéré par la CAFAT et les mutuelles au titre du tiers-payant assuré par la province Sud dans le cadre de l'aide médicale gratuite. Pour 2012, elles sont estimées à **450 millions XPF**.

Section VII.18 **L'administration**

Les recettes s'élèvent à **236,8 millions XPF** et concernent principalement :

- les locations d'immeubles provinciaux 113,3 millions XPF,
- les redevances d'occupation du domaine public maritime 75,4 millions XPF,
- les locations de terrains 22,0 millions XPF,
- les prestations du bureau de gestion agricole 15,2 millions XPF,
- la location des installations de KO WE KARA 6,0 millions XPF,
- le remboursement de tiers pour dégâts sur véhicules provinciaux 2,5 millions XPF,
- les prestations topographiques 2,0 millions XPF.

Section VII.19 **La santé publique**

Les recettes s'élèvent à **132 millions XPF** comprenant essentiellement :

- les remboursements par la CAFAT des consultations effectuées dans les
  - circonscriptions médicales 99,0 millions XPF,
  - dont :
    1. 51 millions XPF pour les consultations au bénéfice des ressortissants de l'aide médicale,
    2. 30 millions XPF au titre des vaccinations dans les CMS,
    3. 14 millions XPF au titre du dépistage anonyme et gratuit du VIH et de la tuberculose,
    4. 4 millions XPF au titre des consultations dans les CMS dans le cadre des longues maladies.
- la facturation des soins médicaux dispensés dans les structures
  - provinciales 33,0 millions XPF.

Section VII.20 **Les internats**

- Les recettes s'élèvent à **50 millions XPF** au titre des participations des parents d'élèves et des autres provinces aux frais de pensions et demi-pensions des enfants accueillis dans les internats provinciaux de Bourail et de La Foa.

Section VII.21 **L'environnement**

Les recettes s'élèvent à **34 millions XPF** comprenant essentiellement :

- les droits d'entrée, la vente de produits et les locations du parc zoologique et forestier « Michel CORBASSON » 16,0 millions XPF,
- les droits d'entrée du parc provincial de la Rivière Bleue 9,0 millions XPF,
- le remboursement des frais d'enquêtes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) 6,0 millions XPF,
- les droits d'entrée des sites du Grand Sud 3,0 millions XPF.

Section VII.22 **Le réseau routier**

Les recettes sont inscrites à hauteur de **25 millions XPF** comprenant :

- la facturation de la maîtrise d'ouvrage des travaux routiers effectuée par la province pour le compte de la Nouvelle-Calédonie et des communes 15,0 millions XPF,
- le remboursement par les assurances des dégâts occasionnés par les usagers sur la voirie provinciale 10,0 millions XPF.

Section VII.23 **Les sports**

Les recettes s'élèvent à **22,6 millions XPF** comprenant :

- les participations aux activités du Centre des Activités Nautiques (CAN) 20,0 millions XPF,
- les participations des tiers aux camps de vacances 2,0 millions XPF,
- la location des installations du PLGC 600 000 XPF.

Section VII.24 **La jeunesse**

- Les recettes s'élèvent à **20 millions XPF** au titre des participations aux frais de restauration et d'hébergement au centre d'accueil permanent de Poé.

Section VII.25 **Les autres postes de recettes**

Les autres postes de recettes s'élèvent à **11,1 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- ventes d'animaux et de produits agricoles dans les stations provinciales 6,0 millions XPF,
- locations des locaux et terrains sur les aérodromes de l'île des Pins et de Poé 2,6 millions XPF,
- locations des locaux de la gare routière de Montravel 2,5 millions XPF.

(i) **LES MOUVEMENTS FINANCIERS**

171,2 millions XPF de recettes décomposées comme suit :

- intérêts fixes et plafonnés de la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) 130,0 millions XPF,
- dividendes de la Société des Hôtels de Nouméa (SHN) 35,0 millions XPF,
- dividendes et jetons de présence de la SAVEXPRESS 6,2 millions XPF.

(ii) **LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES**

Les participations sur opérations contractualisées concernent le contrat de développement Etat/province Sud 2011-2015 et le contrat de restructuration de l'habitat spontané 2011-2015.

Pour 2012, les recettes se répartissent comme suit par programme :

Prog.	Libellé du programme	BP 2012	BP 2011	var.%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	52 500 000	75 000 000	-30%
33	INSERTION	30 000 000	30 000 000	0%
31	EMPLOI	22 500 000	24 000 000	-6%
11	INTERNATS	18 000 000	0	.
18	HABITAT SOCIAL	15 639 729		.
<b>TOTAL</b>		<b>138 639 729</b>	<b>129 000 000</b>	<b>7%</b>

Les participations de l'Etat, pour 138,6 millions XPF concernent les opérations suivantes :

- les actions de soutien scolaire 52,5 millions XPF,
- les chantiers de jeunes 30,0 millions XPF,
- le dispositif des PPIC au titre du soutien scolaire 22,5 millions XPF,
- la mise en place des internats d'excellence 18,0 millions XPF,
- la restructuration de l'habitat spontané (RHS) 15,6 millions XPF.

(iii) **LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES**

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent à 138,0 millions XPF répartis sur les programmes suivants :

Prog.	Libellé du programme	BP 2012	BP 2011	var.%
33	INSERTION	50 000 000	0	.
25	ENVIRONNEMENT	38 750 000	76 912 370	-50%
17	AIDE MEDICALE	15 000 000	22 224 334	-33%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	14 614 241	279 242 016	-95%
02	INSTITUTIONS	11 000 000	0	.
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	7 833 555	27 156 800	-71%
01	ADMINISTRATION	860 000	2 300 000	-63%
18	HABITAT SOCIAL	0	8 000 000	-100%
<b>TOTAL</b>		<b>138 057 796</b>	<b>415 835 520</b>	<b>-67%</b>

Section VII.26 **L'insertion**

Une recette de 50,0 millions XPF est inscrite au titre de la participation de la société VALE NC dans les opérations de chantiers de jeunes.

Section VII.27 **L'environnement et institutions**

Les participations s'élèvent à 49,7 millions XPF et comprennent notamment :



- 36,5 millions XPF en provenance de la société VALE NC au titre de la convention pour la conservation de la biodiversité (CCB) établie sur la période 2009-2013 avec notamment :
  1. les actions de communication sur la protection de
    - l'environnement inscrit sur le programme Institutions 11,0 millions XPF,
    1. un audit sur la mise en œuvre des opérations 6,0 millions XPF,
    2. l'étude des corridors écologiques du Grand Sud 5,0 millions XPF,
    3. une assistance à la mise en œuvre de la convention 4,0 millions XPF,
    4. l'inventaire des dugongs 4,0 millions XPF,
    5. l'inventaire sur les oiseaux marins 2,5 millions XPF,
    6. le recensement sur les espèces envahissantes dans les ilots 2,0 millions XPF,
    7. la cartographie, l'expérimentation et le suivi des zones
      - envahies par les fourmis électriques 2,0 millions XPF.
- 13,2 millions XPF en provenance de l'ADEME pour des études relatives aux déchets et au développement durable prévues dans le cadre de l'accord cadre 2011-2015.

Section VII.28 **L'aide médicale**

Une recette de **15 millions XPF** est inscrite pour le remboursement, par la Nouvelle-Calédonie, des soins pris en charge par la province Sud pour le compte des ressortissants de l'aide médicale de la Nouvelle-Calédonie.

Section VII.29 **Le transport public terrestre**

Une recette de **14,6 millions XPF** est inscrite au titre des pénalités 2010 dues par CARSUD pour non-réalisation de prestations en faveur des administrés, conformément à la délégation de service public.

Section VII.30 **Les infrastructures aériennes**

Une recette de **7,8 millions XPF** est inscrite pour le remboursement des charges d'eau et d'électricité par les locataires des locaux de l'aéroport de l'Ile des Pins.

Section VII.31 **Les autres secteurs**

Une recette de **860 000 XPF** est inscrite pour le remboursement des charges d'eau et d'électricité du domaine de Déva par la société d'économie mixte (SEM) MWE ARA.

**(i) LES RECETTES DES COMMUNES**

**66 millions XPF** de participations des communes au titre de l'opération « développement de l'Internet » (ODI) avec la location de matériel informatique pour les écoles primaires.

**(ii) LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT**

Article VIII. **20,7 millions XPF** de participations de l'Etat dont :

- 18,7 millions XPF au titre de la santé scolaire conformément à la convention du 6 décembre 2006 relative à la prise en charge de la santé scolaire par l'Etat en faveur des élèves de l'enseignement public et privé de la province Sud,
- 2 millions XPF au titre du programme de recensement des squats.

## Section VIII.1 – LES DEPENSES REELLES

- Les dépenses du budget primitif 2012 en mouvements réels s'élèvent **56,968 milliards XPF**, en augmentation de 5,181 milliards XPF par rapport au budget primitif 2011 (+10%).
- 
- Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des emplois par critères et section.

Critère 1 - Libellé	BP 2012		BP 2011		variation		Total BP 2012	Total BP 2011	Total var.
	INV	FONC	INV	FONC	INV	FONC			
01IPH INV PROVINCIAUX - HCD	5 685 271 351		4 506 373 769		26%		5 685 271 351	4 506 373 769	26%
02ITH INV POUR TIERS - HCD	684 843 720		378 063 439		81%		684 843 720	378 063 439	81%
03OPC INV - OPC	3 413 814 002		2 726 020 309		25%		3 413 814 002	2 726 020 309	25%
04PER PERSONNEL ET ELUS		19 933 700 000		19 389 115 000		3%	19 933 700 000	19 389 115 000	3%
05FON FONC DES SCES		1 842 317 800		1 831 417 600		1%	1 842 317 800	1 831 417 600	1%
06INT INTERVENTIONS - HCD		17 142 758 474		15 005 423 884		14%	17 142 758 474	15 005 423 884	14%
07SUB SUBVENTIONS - HCD	1 750 429 023	4 263 218 014	2 119 528 204	3 528 661 243	-17%	21%	6 013 647 037	5 648 189 447	6%
08OPC INTERVENTIONS - OPC		501 949 304		409 815 375		22%	501 949 304	409 815 375	22%
09PRO PROVISION			145 936 378	131 627 200	-100%	-100%		277 563 578	-100%
10FIN MVTS FINANCIERS	12 000 000	5 500 000	182 054 044	5 500 000	-93%	0%	17 500 000	187 554 044	-91%
11EMP EMPRUNTS	1 092 000 000	641 120 000	912 000 000	516 000 000	20%	24%	1 733 120 000	1 428 000 000	21%
>> <b>Mouvements réels</b>	<b>12 638 358 096</b>	<b>44 330 563 592</b>	<b>10 969 976 143</b>	<b>40 817 560 302</b>	<b>15%</b>	<b>9%</b>	<b>56 968 921 688</b>	<b>51 787 536 445</b>	<b>10%</b>
ORDRE	506 000 000	956 959 416	1 957 000 000	3 140 000 000	-74%	-70%	1 462 959 416	5 097 000 000	-71%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>13 144 358 096</b>	<b>45 287 523 008</b>	<b>12 926 976 143</b>	<b>43 957 560 302</b>	<b>2%</b>	<b>3%</b>	<b>58 431 881 104</b>	<b>56 884 536 445</b>	<b>3%</b>

Entre 2011 et 2012, on constate que :

- les investissements directs progressent de 1,488 milliard XPF (+14,8%) pour atteindre 11,546 milliards XPF. Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) de la collectivité permet de prévoir une consommation d'un volume de 14,0 milliards XPF en 2012 au titre des programmes d'investissements directs,
- les dépenses de fonctionnement augmentent de 3,388 milliards XPF (+8,4%) pour être fixées à 43,689 milliards XPF,

→ les charges financières affichent une croissance de 305 millions XPF (+21,4%).

En mouvements réels, la structure des dépenses 2012 se présente comme suit par grands postes :

TYPES	BP 2012		BP 2011		BP à BP	Var. BP à BP %
	INV	FONC	INV	FONC		
INVESTISSEMENTS DIRECTS	11 546 358 096	0	10 057 976 143	0	1 488 381 953	14,8%
DEPENSES DE GESTION		43 689 443 592		40 301 560 302	3 387 883 290	8,4%
CHARGES FINANCIERES	1 092 000 000	641 120 000	912 000 000	516 000 000	305 120 000	21,4%
	<b>12 638 358 096</b>	<b>44 330 563 592</b>	<b>10 969 976 143</b>	<b>40 817 560 302</b>		<b>10,0%</b>

## Article IX. – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs comprennent toutes les dépenses d'équipement à l'exception du remboursement en capital des emprunts.

Pour 2012, ces investissements directs sont en progression de 15% par rapport à 2011 soit + 1,488 milliard XPF et pour fixés à **11,546 milliards XPF**.

La répartition par programme se présente comme suit :

N° prog	Libellé du programme	BP 2012	BP 2011	var. %
01	ADMINISTRATION	1 945 992 396	1 561 354 044	25%
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	1 692 262 630	2 636 240 719	-36%
18	HABITAT SOCIAL	1 624 449 638	1 029 406 581	58%
07	COLLEGES PUBLICS	1 459 984 560	758 484 560	92%
21	RESEAU ROUTIER	1 288 400 000	784 392 800	64%
25	ENVIRONNEMENT	854 658 175	782 390 758	9%
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	512 000 000	678 000 000	-24%
27	ZIZA-ZAC	455 100 000	29 000 000	1469%
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	284 933 618	20 000 000	1325%
19	MEDICO-SOCIAL	281 801 000	37 000 000	662%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	200 000 000	222 511 296	-10%
20	SANTE PUBLIQUE	183 350 000	392 600 000	-53%
38	TOURISME	143 972 770	75 000 000	92%
13	PATRIMOINE	134 019 819	144 971 629	-8%
15	SPORTS	133 365 490	367 142 378	-64%

26	URBANISME	95 428 000	55 000 000	74%
11	INTERNATS	90 000 000	86 000 000	5%
40	STATIONS PROVINCIALES	63 200 000	33 600 000	88%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	31 190 000	73 000 000	-57%
29	AMENAGEMENT RURAL	29 600 000	25 000 000	18%
35	PECHE ET AQUACULTURE	27 200 000	10 000 000	172%
37	AGRICULTURE	8 000 000	6 800 000	18%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	5 000 000	3 250 000	54%
16	JEUNESSE	2 450 000	0	.
05	PROVISION		145 936 378	-100%
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER		64 600 000	-100%
32	PARTICIPATIONS FINANCIERES		7 000 000	-100%
24	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE		8 670 000	-100%
142	CREAT° ARTISTIQUE & CULTURELLE		20 625 000	-100%
<b>TOTAL</b>		<b>11 546 358 096</b>	<b>10 057 976 143</b>	<b>15%</b>

La répartition des propositions des crédits par type de financement se présente comme suit :

Financ.	HCD	CD	CPEC	CA	CRHS	CI	TPSLN	PCI	TOTAL
HCD	8 132 544 094								8 132 544 094
OPC		2 341 806 697	415 975 000	344 533 305	200 000 000	81 000 000	21 999 000	8 500 000	3 413 814 002
<b>TOTAL</b>	<b>8 132 544 094</b>	<b>2 341 806 697</b>	<b>415 975 000</b>	<b>344 533 305</b>	<b>200 000 000</b>	<b>81 000 000</b>	<b>21 999 000</b>	<b>8 500 000</b>	<b>11 546 358 096</b>

HCD : opérations hors contrat

OPC : opérations sous contrats comprenant les contrats suivants :

- CD : Contrat de Développement
- CPEC : Contrat de Développement Communes-Province Sud-Etat
- CA : Contrat d'Agglomération
- CRHS : Convention pour la Restructuration de l'Habitat Spontané
- CI : Contrat de Développement Inter-collectivités
- TPSLN : Contrat Commune de Thio-Province Sud-Société Le Nickel
- PCI : Programmes des Communes de l'Intérieur

### (i) L'EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION

Les crédits affectés à ce programme s'élèvent à **1,946 milliard XPF** pour des opérations relatives à l'équipement de la collectivité.

#### 1) L'immeuble de l'Artillerie

**1,061 milliard XPF** pour le centre administratif de la province Sud à l'Artillerie comprenant notamment :

- la poursuite des travaux de construction 778,0 millions XPF
- l'installation des réseaux informatiques 144,0 millions XPF,
- l'acquisition de matériel et de mobilier 103,2 millions XPF,
- l'acquisition de matériel informatique 36,0 millions XPF.

#### 2) L'équipement informatique

**217,5 millions XPF** comprenant notamment :

- l'acquisition de micro-ordinateurs, de licences bureautiques et de
  - matériels périphériques 105,5 millions XPF,
  - Ces crédits comprennent notamment une enveloppe de 44,0 millions XPF

- pour l'équipement des collèges publics, financée par une participation de la Nouvelle-Calédonie d'un montant identique.
- l'acquisition, l'évolution ou l'adaptation de logiciels 80,0 millions XPF,
- le matériel et les logiciels nécessaires au fonctionnement et à la surveillance des réseaux. 32,0 millions XPF.

### 3) Le parc automobile

**200 millions XPF** de crédits sur une nouvelle autorisation de programme 01-2012-4 de 755,0 millions XPF pour l'acquisition de véhicules.

### 4) Les bâtiments provinciaux

**70 millions XPF** de crédits dont :

- travaux de réparations et gros entretien des bâtiments provinciaux 27,8 millions XPF,
- réaménagement des bâtiments de Port-Laguerre 20,0 millions XPF,
- réaménagement des bâtiments de la direction de l'équipement 20,0 millions XPF,
- des travaux de sécurité et de prévention incendie de l'immeuble Gallieni I 2,2 millions XPF.

### 5) L'hôtel de province

**65 millions XPF** de crédits pour des travaux de rénovation et d'amélioration dont 15,0 millions XPF pour la réfection des halls d'accueil et d'honneur.

### 6) Les logements provinciaux

**63 millions XPF** de crédits dont 61,0 millions XPF pour des études et des travaux relatifs à la construction et à la rénovation des logements provinciaux et 2,0 millions XPF pour l'acquisition de matériels et mobiliers.

### 7) L'hélicoptère

**39 millions XPF** de crédits pour l'entretien et les réparations dont 22,0 millions XPF dans le cadre des travaux qui seront à opérer lors de la grande visite obligatoire à l'issue de 20 ans de fonctionnement. Ces travaux sont basés sur les recommandations des constructeurs Eurocopter et Turboméca.

### 8) La coopération régionale

**30 millions XPF** de crédits pour une subvention à l'Agence de Développement de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) au titre de la participation provinciale à la construction d'équipements sportifs dans l'île d'Espiritu Santo au Vanuatu.

### 9) La base « Patrimoine immobilier »

**20 millions XPF** de crédits pour des travaux de levés d'intérieur des bâtiments et logements provinciaux destinés à la constitution d'une base de données sur le patrimoine immobilier de la collectivité.

#### 10) Les autres opérations d'investissement

**50,7 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- la constitution d'un fonds documentaire numérique des actes de la direction  
• du patrimoine et des moyens 13,5 millions XPF,
- l'acquisition de matériels et mobiliers pour les directions provinciales 10,0 millions XPF,
- les études relatives à la sécurité sur le bâtiment Les manguiers 10,0 millions XPF,
- l'achèvement des travaux de réfection de l'immeuble de l'habitat 6,7 millions XPF,
- l'acquisition de données géographiques numériques 5,5 millions XPF,
- l'achèvement des travaux du bâtiment de l'aide légale 5,0 millions XPF.

### (ii) L'EQUIPEMENT DES COMMUNES

La contribution provinciale aux programmes d'investissement des communes s'élèvent à **1,692 milliard XPF**.

Ces crédits se répartissent en subventions directes pour 1,205 milliard XPF et en travaux sous maîtrise d'ouvrage délégué pour 487,2 millions XPF.

#### A. LE PROGRAMME DES SUBVENTIONS

Le tableau ci-dessous présente le détail par fonction, sous-fonction et financement.

Fonct °-sous.fonct °	Opération pour tiers	HCD	CA	CPEC	TPSLN	PCI	TOTAL
AUTRES-78		207 179 000					207 179 000
GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS-71		77 425 000	30 315 396	14 950 000			122 690 396
PRODUCTION ET MAITRISE DE L'ENERGIE-72		113 000 000					113 000 000
GESTION DE L'EAU-73		3 550 000	25 300 000	71 162 500	3 000 000		103 012 500
URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS-76		24 750 000	7 325 000				32 075 000
<b>Fonction 7- AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>425 904 000</b>	<b>62 940 396</b>	<b>86 112 500</b>	<b>3 000 000</b>		<b>577 956 896</b>
SPORTS-32		87 764 642	133 348 742	525 000			221 638 384
CULTURE-31		92 146 131	77 485 994	600 000			170 232 125
AUTRES-38					5 000 000		5 000 000
<b>Fonction 3- CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>		<b>179 910 773</b>	<b>210 834 736</b>	<b>1 125 000</b>	<b>5 000 000</b>		<b>396 870 509</b>
INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRES-81		70 500 000	19 429 000	41 437 500	13 999 000	8 500 000	153 865 500
INFRASTRUCTURES, TRANSPORT ET ACTIVITES NAVALS, FLUMAUX-83		25 000 000					25 000 000
<b>Fonction 8- TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>95 500 000</b>	<b>19 429 000</b>	<b>41 437 500</b>	<b>13 999 000</b>	<b>8 500 000</b>	<b>178 865 500</b>
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE-21			30 870 000				30 870 000
<b>Fonction 2- ENSEIGNEMENT</b>			<b>30 870 000</b>				<b>30 870 000</b>
INCENDIE ET SECOURS-13			19 359 173				19 359 173
POLICE-11			1 100 000				1 100 000
<b>Fonction 1- SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>			<b>20 459 173</b>				<b>20 459 173</b>
<b>TOTAL</b>		<b>701 314 773</b>	<b>344 533 305</b>	<b>128 675 000</b>	<b>21 999 000</b>	<b>8 500 000</b>	<b>1 205 022 078</b>

Les générations concernées sont les suivantes :

- au titre de la génération 2006-2010 : CA et CPEC,
- au titre de la génération 2008-2013 : CTPSLN,
- au titre de la génération 2011-2015 : CA, CPEC, PCI.

L'instruction comptable M52 introduit la notion de fonction et de sous-fonction qui remplace les sous-chapitres utilisés avec l'instruction comptable M51.

Ces fonctions et sous-fonctions permettent de donner une vision par secteur et par type d'investissements qui sont déclinés ci-après :

#### 1) L'aménagement et environnement

**577,9 millions XPF** de crédits de paiement décomposés comme suit :

- une enveloppe forfaitaire qui sera répartie en fonction de l'état

• d'avancement des dossiers présentés par les communes XPF	207,2 millions
• la gestion des déchets et la lutte contre les pollutions	122,7 millions XPF
• comprenant :	
1. les travaux d'assainissement	81,1 millions XPF,
2. la construction et la réhabilitation des décharges	41,6 millions XPF,
•	
• la production et la maîtrise de l'énergie	113,0 millions XPF
• pour la réalisation de travaux d'électrification, dont 98,0 millions XPF	
• pour la desserte du secteur de Déva,	
•	
• la gestion de l'eau	103,0 millions XPF
• pour la réalisation de travaux d'adduction d'eau potable	
• notamment dans les communes de l'intérieur,	
•	
• l'urbanisme, le logement et les espaces publics	32,1 millions XPF
• comprenant notamment :	
1. les travaux de confortement du parc Leko au Mont-Dore	17,0 millions XPF,
2. l'élaboration des plans d'urbanisme directeurs	7,7 millions XPF,
3. les opérations du contrat d'agglomération 11-15	7,3 millions XPF.

## 2) La culture, jeunesse, sports et loisirs

**396,9 millions XPF** de crédits de paiement décomposés comme suit :

• les équipements sportifs	221,1 millions XPF
• comprenant notamment :	
1. le solde des opérations du CA 2006-2010	111,3 millions XPF,
2. des aménagements sportifs et de loisirs dans les communes	
• de l'intérieur	87,7 millions XPF,
1. les opérations du CA 2011-2015	22,0 millions XPF,
• les équipements culturels	170,2 millions XPF
• comprenant notamment :	
1. le musée de la seconde guerre mondiale à Nouméa	77,0 millions XPF,
2. les opérations du CA 2011-2015	51,8 millions XPF
3. les opérations du CA 2006-2010	25,7 millions XPF,
•	
• les autres équipements	5,0 millions XPF
• pour la réalisation du musée de la mine à Thio.	

## 3) Le transport et les communications

**178,9 millions XPF** de crédits de paiement décomposés comme suit :

• les infrastructures et transport terrestres	153,9 millions XPF
• comprenant notamment :	
1. les travaux de voirie du CPEC 2011-2015	41,4 millions XPF,
2. l'harmonisation des transports publics	35,0 millions XPF
• pour le solde de l'opération d'acquisition de la billettique,	
1. les opérations des CA 2006-2010 et 2011-2015	19,4 millions XPF,

2. divers travaux de voirie 18,0 millions XPF,

3. les études relatives à l'aménagement du carrefour  
 • Berthelot au titre de l'accès à Nouméa Centre 17,5 millions XPF,

1. les opérations du contrat TPSLN 14,0 millions XPF.

- les infrastructures, transports et activités navals 25,0 millions XPF
- pour la réalisation d'une rampe de mise à l'eau au Mont-Dore.

#### 4 ) **Les autres participations**

51,3 millions XPF de crédits de paiement répartis dans les secteurs suivants

- l'enseignement primaire 30,9 millions XPF
  - au titre des équipements scolaires du CA 2011-2015,
- la sécurité et l'ordre public 20,4 millions XPF
  - au titre des opérations des CA 2006-2010 et 2011-2015.

### **B. LE PROGRAMME DES MAITRISES D'OUVRAGE DELEGUEES (fonction administration générale)**

Pour 2012, les crédits proposés pour les opérations en faveur des communes, réalisées sous maîtrise d'ouvrage déléguée, s'élèvent ainsi à **487,2 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

Opérations pour tiers	Commune	Secteur	Dépenses	Recettes (PM)
COMPLEXE SPORTIF DE WAHO	YATE	sports	287 300 000	187 326 051
RTE DES ARTIFICES-ACCES IMMEUBLE ADMINISTRATIF PSUD	NOUMEA	voirie	65 000 000	0
ROUTES COMMUNALES DU GRAND SUD	YATE	voirie	56 500 000	0
INTERNET A L'ECOLE	toutes communes	enseignement	45 000 000	10 000 000
FORT DE TEREMBA	MOINDOU	patrimoine	15 440 552	0
PROTECTION DU PATRIMOINE BATI DE L'ILE DES PINS	ILE DES PINS	patrimoine	10 000 000	0
PISTE D'EDUCATION ROUTIERE	YATE	voirie	8 000 000	0
<b>TOTAL</b>			<b>487 240 552</b>	<b>197 326 051</b>

- Les recettes relatives au complexe sportif de Waho proviennent de l'Etat et de la commune de Yaté au titre du CPEC 2006-2010 et celles relatives à l'opération Internet à l'école proviennent des communes.

### *(iii)* **L'HABITAT SOCIAL**

Les dépenses de ce programme s'établissent à **1,624 milliard XPF** en hausse de 595 millions XPF (+58%), répartis comme suit par opération et financement :

Libellé de l'opération	CD			HCD	CRHS	Total général
	06-10	11-15	total CD			
AIDE A L'HABITAT GROUPE	276 134 958	512 038 740	<b>788 173 698</b>	10 275 940		<b>798 449 638</b>
AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL		391 000 000	<b>391 000 000</b>	235 000 000		<b>626 000 000</b>
RESTRUCTURATION DE L'HABITAT SPONTANE					200 000 000	<b>200 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>276 134 958</b>	<b>903 038 740</b>	<b>1 179 173 698</b>	<b>245 275 940</b>	<b>200 000 000</b>	<b>1 624 449 638</b>



### 1) L'aide à l'habitat groupé

**798,4 millions XPF** pour le financement des aides à la pierre attribuées aux opérateurs sociaux tels que la SEM AGGLO, la Société Immobilière de Calédonie (SIC) et le Fonds Calédonien de l'Habitat (FCH) pour la réalisation de logements aidés et très aidés.

### 2) L'aide à l'habitat individuel

**626 millions XPF** de crédits destinés aux actions suivantes :

- l'accession à la propriété des classes moyennes 285,0 millions XPF,
- la construction de logements neufs par la SECAL 191,0 millions XPF,
- la réhabilitation de logement insalubre en collaboration avec l'Office
  - Pour l'Amélioration des Logements (OPAL) 150,0 millions XPF.

### 3) La restructuration de l'habitat spontané

**200 millions XPF** de crédits pour des études et des travaux relatifs à la restructuration de l'habitat spontané.

- 
- 
- 

#### *(iv)* LES COLLEGES PUBLICS

Pour 2012, le programme de construction, de rénovation et d'équipements des collèges s'élève à **1,460 milliard XPF**.

#### 1) Le collège de Dumbéa sur Mer

**525 millions XPF** de crédits pour des études et travaux de construction d'un collège de 600 à 650 élèves avec demi-pension, avec une livraison prévue pour la rentrée 2014.

#### 2) Le collège FAYARD

**330 millions XPF** de crédits pour la poursuite de l'extension de l'établissement avec la création de salles de sciences, de technologie, d'études et de bâtiments administratifs.

#### 3) L'entretien, la rénovation et l'équipement des collèges

**233,5 millions XPF** de crédits sont inscrits pour divers travaux et équipements dans les différents collèges, comprenant notamment :

- travaux d'aménagement, de rénovation et de réhabilitation 100,0 millions XPF,
- des travaux de sécurité et d'hygiène 70,0 millions XPF,
- le renouvellement des équipements 43,0 millions XPF,
- des travaux dans les logements de fonction 18,0 millions XPF.

#### 4) Le collège de Rivière-Salée

**87 millions XPF** de crédits dont 82,0 millions XPF pour la poursuite des travaux de rénovation des salles de sciences et 5,0 millions XPF pour l'achèvement des travaux d'extension et de rénovation des salles de technologie.

#### 5) La dotation d'équipement aux collèges publics

**85,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- une dotation d'équipement 62,5 millions XPF,

- une dotation pour des travaux d'entretien, de consolidation et d'équipement à répartir entre les établissements XPF, 19,0 millions
- une dotation aux collèges de Boulari et Bourail 4,0 millions XPF.

#### 6) Le collège Baudoux

**42 millions XPF** de crédits dont 34 millions XPF pour la rénovation des salles de sciences et 8,0 millions XPF pour la rénovation des bâtiments C et D.

#### 7) Le collège de Koutio

**38 millions XPF** de crédits pour l'installation de salles modulaires préfabriquées.

#### 8) Le collège de Dumbéa sur Mer II

Le développement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Dumbéa-sur-Mer nécessite la construction d'un second collège de six cents élèves avec demi-pension.

En référence au dernier collège en construction (Dumbéa-sur-Mer I), le coût de ce nouveau collège dénommé Collège de Dumbéa sur Mer II, est estimé à 2,5 milliards XPF avec une livraison prévue pour la rentrée 2016.

Dans le cadre du budget primitif 2012, il est proposé d'approuver le lancement de la construction de ce nouvel établissement ainsi que l'ouverture d'une autorisation de programme à hauteur de 2,5 milliards XPF.

Des premiers crédits d'études sont également proposés à hauteur de **37,0 millions XPF**.

#### 9) Les autres opérations d'investissement

**82 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- la poursuite des travaux de désamiantage au collège de Magenta (tranche 5) 30,0 millions XPF,
- les travaux de câblage informatique au collège des Portes de Fer 18,0 millions XPF,
- l'achèvement de la construction d'un préau et de la rénovation des bâtiments administratifs du collège MARIOTTI XPF, 12,0 millions
- diverses études concernant :
  1. la construction d'un collège 300 à Yaté 7,0 millions XPF,
  2. l'extension du collège de Thio 6,0 millions XPF,
  3. l'agrandissement des vestiaires EPS du collège de La Foa 3,0 millions XPF,
  4. la rénovation des salles de sciences du collège de Bourail 3,0 millions XPF,
  5. la rénovation des salles de technologie du collège de Païta 3,0 millions XPF.

- 
- 
- 

### (v) LES RESEAUX ROUTIERS

Les opérations sur la voirie provinciale s'élèvent à **1,288 milliard XPF**, dont 678,6 millions XPF sur CD 2011-2015 et répartis comme suit par opérations et source de financement.

Libellé de l'opération	CD	HCD	Total général
ENTREE DE VILLE - ACCESS & SECURIS.BASSIN VIE & EMPL ACT°1	645 000 000	263 000 000	<b>908 000 000</b>
RP10 - ROUTE DE PETCHIKARA		80 000 000	<b>80 000 000</b>
RP1 - ROUTE DU SUD		79 000 000	<b>79 000 000</b>
DESSERTES DES QUARTIERS DE DUCOS		55 000 000	<b>55 000 000</b>
DESSERTES DU SUD RP3 - AMELIO ACCES SECU BASIN VIE EMPLOI ACT°2	33 582 787	417 213	<b>34 000 000</b>
EQUI.EXPLOIT ET SECU ROUTIERE		30 000 000	<b>30 000 000</b>
TERRAINS - RESEAU ROUTIER		25 000 000	<b>25 000 000</b>

REPRISE D'OUVRAGE D'ASSAINISSEMENT		17 000 000	17 000 000
RP2-ROUTE DE LA CORNICHE		12 900 000	12 900 000
REPRISE D'OUVRAGE D'ART		12 000 000	12 000 000
RP17 – YATE		12 000 000	12 000 000
VOIE MEDIANE		10 000 000	10 000 000
RP5 - ROUTE DU COL D'AMIEU		10 000 000	10 000 000
ETUDES SUR RESEAU ROUTIER		2 500 000	2 500 000
RP18 - ROUTE DE SARRAMEA		1 000 000	1 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>678 582 787</b>	<b>609 817 213</b>	<b>1 288 400 000</b>

### 1) L'amélioration et la sécurisation en entrée de ville

**908 millions XPF** de crédits, dont 645,0 millions XPF sur CD 2011-2015, comprenant :

- les travaux de réalisation de l'échangeur de Ko Wé Kara 900,0 millions XPF,
- les études pour le réaménagement du carrefour Rabot 5,0 millions XPF,

### 2) La route provinciale n°10 – route de Petchikara

- **80 millions XPF** de crédits pour les travaux d'élargissement du col.

### 3) La route provinciale n°1 – route du Sud

- **79 millions XPF** de crédits d'études et de travaux comprenant :

- l'aménagement de la traversée de Boulari en boulevard urbain et la réalisation d'un ouvrage cadre 69,0 millions XPF,
- la réfection de la voirie à la rivière des pirogues suite à un glissement de terrain 10,0 millions XPF.

### 4) La desserte des quartiers de Ducos

- **55 millions XPF** de crédits pour la réfection des voies et réseaux de Logicoop.

### 5) L'amélioration de la desserte du sud

- **34 millions XPF** de crédits dont 25,0 millions XPF de travaux pour la réfection de la RP3 et 9,0 millions XPF d'études.

### 6) Les équipements d'exploitation et de sécurité routière

- **30 millions XPF** de crédits pour la réparation des garde-corps sur l'échangeur de Ducos Voie Express 1 et la mise en conformité de la signalisation verticale sur la Voie Express 1.

### 7) Les autres opérations

- **102,4 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'acquisition de terrains pour la voirie routière 25,0 millions XPF,
- la reprise d'ouvrage d'assainissement 17,0 millions XPF,
- la sécurisation du cheminement piétonnier sur la RP2 – Route de la corniche 12,9 millions XPF,
- la reprise d'ouvrage d'art 12,0 millions XPF,
- l'achèvement des travaux de réfection de la RP17 – Route de Yaté 12,0 millions XPF,
- l'éclairage public de la voie médiane 10,0 millions XPF,

- la sécurisation de la RP5 – route du col d’Amieu 10,0 millions XPF,
- diverses études sur le réseau routier 2,5 millions XPF,
- une étude relative à l’amiante environnementale sur la RP18 – route de
  - Sarraméa 1,0 million

*(vi)* **L’ENVIRONNEMENT**

Les investissements relatifs à l’environnement s’élèvent à **854,7 millions XPF** répartis comme suit par opération et financement.

Libellé de l'opération	HCD	CCB	CCA	CI	CD	Total général
AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	420 500 000					420 500 000
PLAN D'IMPULSION PZF	142 500 000					142 500 000
SENTIERS DE RANDONNÉE	56 875 860				10 533 779	67 409 639
GESTION DES DECHETS	20 563 135		23 812 468	11 000 000		55 375 603
PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	21 200 000	28 800 000				50 000 000
SURVEILLANCE DES MILIEUX NATURELS	7 000 000	27 000 000				34 000 000
RESERVE CAP N'DUA	18 000 000	15 492 933				33 492 933
AIRES AMENAGEES DU GRAND SUD	7 950 000	8 700 000				16 650 000
AIRES D'INTERETS MAJEURS	8 600 000	1 400 000				10 000 000
CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE		7 000 000				7 000 000
AIRES AMENAGEES DU GRAND NOUMEA	4 200 000					4 200 000
CONSEIL DE L'FAUJ	4 000 000					4 000 000
SUIVI PROJETS INDUSTRI & MINIERES GD SUD		3 000 000				3 000 000
PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	2 900 000					2 900 000
PROG NC - OPERATIONS D'ASSAINISSEMENT	2 430 000					2 430 000
AIRES AMENAGEES DU NORD	1 200 000					1 200 000
<b>TOTAL</b>	<b>717 918 995</b>	<b>91 392 933</b>	<b>23 812 468</b>	<b>11 000 000</b>	<b>10 533 779</b>	<b>854 658 175</b>

**Article X. L'aménagement du domaine de Déva**

**420,5 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la pose de la conduite d’eau brute pour les besoins d’irrigation 240,0 millions XPF,
- les travaux de voirie et de réseaux 115,5 millions XPF,
  - dont :
    1. 60,0 millions XPF pour la seconde tranche de la route,
    2. 45,0 millions XPF pour les réseaux internes,
    3. 10,5 millions XPF pour la finalisation d’études électricité
- la construction de bureaux et d’écurie pour l’accueil du Peloton de
  - Surveillance et d’Intervention à Cheval (PSIC) de la gendarmerie nationale 50,0 millions XPF,
- les études et les travaux pour la réalisation d’un village kanak 15,0 millions XPF.

**Article XI. Le plan d’impulsion du parc zoologique et forestier**

**142,5 millions XPF** de crédits destinés à :

- l’achèvement des études et travaux de mise en valeur des lacs 109,0 millions XPF,
- la poursuite de la rénovation des réseaux et des volières 33,5 millions XPF.

**Article XII. Les sentiers de randonnées**

**67,4 millions XPF** de crédits dont 10,5 millions XPF sur CD 2006-2010 destinés à :

- l’achèvement du 3<sup>ème</sup> tronçon du sentier de Grande Randonnée 45,7 millions XPF,

- la poursuite de la réalisation du sentier de découverte
- de la mangrove (Ouano) 21,7 millions XPF.

**Article XIII. La gestion des déchets**

**Article XIV. 55,4 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- la réalisation d'études diverses 23,8 millions XPF
  - concernant :
    1. les déchets organiques 10,0 millions XPF,
    2. le financement de la filière « déchets d'emballages » 8,0 millions XPF,
    3. les déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics 5,8 millions XPF,
- Les études relatives aux déchets organiques, à la filière « déchets d'emballages, aux déchets du secteur BTP et aux dépotoirs et dépôts sauvages sont financées à 50% par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).
- - la réhabilitation des dépotoirs sauvages 18,7 millions XPF,
  - une étude pour la construction d'un centre de tri des déchets
    - d'emballages sur Ducos au titre du projet CDI 2011-2015 11,0 millions XPF.

**Article XV. Le parc provincial de la rivière bleue**

**50 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- l'aménagement du parc , 27,8 millions XPF,
  - dont 24 millions XPF pour la restauration du plateau des pistes et 3,8 millions XPF pour l'arboretum de Ouénarou, financés en totalité par VALE Nouvelle-Calédonie au titre de la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB),
- l'aménagement des aires d'accueil 12,0 millions XPF,
- des études pour la reconstruction d'un ouvrage de franchissement 5,0 millions XPF,
- des études pour la réalisation d'un sentier découverte 1,5 million XPF.

**Article XVI. La surveillance des milieux naturels**

**34 millions XPF** de crédits comprenant :

- l'acquisition d'un bateau de surveillance pour le Grand Sud 27,0 millions XPF
  - financée en totalité par VALE Nouvelle-Calédonie,
- l'acquisition d'équipements pour la surveillance des réserves 5,0 millions XPF,
- le gros entretien des bateaux de surveillance 2,0 millions XPF.

**Article XVII. La réserve du cap N'Dua**

**33,5 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- l'achèvement des travaux des parkings et du balisage des routes 15,0 millions XPF,
- la création de l'observatoire 10,0 millions XPF,
- les études de faisabilité pour la réalisation d'un wharf à l'anse Majic 3,0 millions XPF,
- la construction d'un abri pour la surveillance des baleines au phare 3,0 millions XPF.

- La création de l'observatoire et les études relatives au wharf sont financées en totalité par VALE Nouvelle-Calédonie.

**Article XVIII. Les aires aménagées du Grand Sud**

**16,6 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- l'aménagement des sites de la Madeleine et de Netcha 5,0 millions XPF,
- la valorisation des sites protégés de Netcha et des Bois du Sud 4,0 millions XPF,
- la réalisation d'un sentier pédagogique des Bois du Sud 3,1 millions XPF,
- la réalisation d'un sentier botanique aux chutes de la Madeleine 1,6 millions XPF.
- 
- La valorisation des sites protégés et la réalisation de sentiers pédagogiques et botaniques sont financées en totalité par VALE Nouvelle-Calédonie.
- 
- 

**Article XIX. Les aires d'intérêts majeurs**

**10 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- les balisages et les mouillages 3,0 millions XPF,
- la pose de panneaux concernant le patrimoine mondial 2,4 millions XPF
- avec une participation de VALE NC de 1,4 millions XPF,
- la pose de signalisation maritime 2,0 millions XPF,
- l'acquisition de matériel 1,0 million XPF.
- 
- 

**Article XX. Les autres opérations**

**24,7 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- la conservation et la gestion de la biodiversité 7,0 millions XPF
  - pour des études dans le cadre du projet RAMSAR,
- les aires aménagées du Grand Nouméa 4,2 millions XPF
  - pour l'acquisition de panneaux, la rénovation de faré
  - et l'achat de plants de reboisement,
- le conseil de l'eau 4,0 millions XPF
  - pour des études sur les bassins versants de la Néra, de La Foa et de Dumbéa,
- la mise en œuvre de la convention pour la conservation de la biodiversité 3,0 millions XPF,
- des études et travaux au parc zoologique et forestier 2,9 millions XPF,
- le solde de la participation provinciale à l'étude pour la création de
  - l'organisme partenarial d'assainissement 2,4 millions XPF,
- les aires aménagées du nord 1,2 million XPF
  - pour l'acquisition de panneaux, de tables et de toilettes sèches pour l'îlot
  - Ténia.

**(i) LE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT**

Les crédits relatifs aux aides à l'investissement s'élèvent à **512 millions XPF**.

Dans le cadre du Code des Aides Financières à l'Investissement (CAFI), les crédits inscrits à hauteur de 500 millions XPF se répartissent par secteur de la façon suivante :

- Secteur rural 230 millions XPF,
- Secteur économie 200 millions XPF,
  - comprenant :
    1. le commerce et l'artisanat 85,9 millions XPF,
    2. le tourisme 82,0 millions XPF,

- |                       |                    |
|-----------------------|--------------------|
| 3. l'industrie et BTP | 32,1 millions XPF, |
| • Secteur maritime    | 70 millions XPF.   |

Au titre des fonds de développement et de soutien, une enveloppe de 12,0 millions XPF sont proposées pour le fonds de prêts d'honneur.

**(ii) LES ZONES INDUSTRIELLES, ARTISANALES ET D'AMENAGEMENT CONCERTE**

Les crédits relatifs aux zones industriels et artisanales s'élèvent **455,1 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- la zone d'aménagement concerté PANDA 375,0 millions XPF
  - au titre des versements à opérer pour la subvention d'équilibre globale
  - de 750 millions XPF, conformément au traité de concession
  - contractualisé avec la SECAL,
- les travaux d'extension de la zone VI du lotissement industriel de Ducos 80,1 millions XPF.

**(iii) LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES**

Ce programme regroupe l'ensemble des investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrage provinciale réalisée pour le compte de personnes de droit publics ou privés.

Ce programme 46 – « travaux pour autre tiers » regroupe toutes les opérations réalisées en faveur de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou de tiers privés.

Il exclut les investissements en faveur des communes qui sont rattachés au programme 45 – « investissement communaux ».

Le traitement comptable de ces opérations est identique à celui du programme 45 – « investissement communaux ». Ainsi, chaque opérations est présentée en dépenses et en recettes ce qui permet de présenter les participations de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou des tiers pour l'opération concernée.

A l'achèvement des travaux, le bilan de l'opération doit être équilibré.

Cet équilibre se fait généralement par une subvention d'investissement qui représente ainsi la contribution provinciale définitive.

Pour 2012, les crédits proposés pour s'élèvent ainsi à **284,9 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

Opérations pour tiers	Secteur	Dépenses	Recettes (PM)
PROG NC-ENTRETIEN COURS D'EAU NC/APICAN	cours d'eau	82 000 000	70 000 000
ECOLE D'ARTS DE NOUVELLE-CALEDONIE	culture	70 000 000	
REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	environnement	34 600 000	11 000 000
IMMEUBLE FLIZZ	pat rimoine	25 000 000	
REHABILITATION DES RETENUES COLLINAIRES	agriculture	20 000 000	
EQUIPEMENTS SPORTIFS - TRIBUS	sports	16 000 000	
PAT-ARCHEO-RESTAUR-FONHWARY	pat rimoine	15 000 000	
REHABILITATION DES SITES MINIERS	environnement	7 000 000	7 000 000
CHAPELLE DE OUARA	pat rimoine	11 075 358	
RENOVATION DU FOYER N'GEA	social	2 000 000	
ENSEIGNEMENT PRIVE-TRAVAUX & EQUIPEMENTS	enseignement	1 774 500	
SITE D'ESCALADE DE TEREKA	sports	367 000	
TOPONYMIE KANAK	pat rimoine	1 16 760	
<b>TOTAL</b>		<b>284 933 618</b>	<b>88 000 000</b>

Article XXI. **Le programme calédonien**

**82 millions XPF** de crédits pour les travaux d'aménagement des cours d'eau financés, dont 70,0 millions XPF financés par la Nouvelle-Calédonie et par l'Agence de Prévention et d'Indemnisation des Calamités Naturelles (APICAN).

Article XXII. **L'école d'art de Nouvelle-Calédonie**

**70 millions XPF** de crédits au titre du projet de CDI 11-15 pour les études relatives à la création de l'école d'art de Nouvelle-Calédonie.

Article XXIII. **La réhabilitation des sites dégradés**

**34,6 millions XPF** de crédits comprenant 14,6 millions XPF pour des études et le partenariat avec l'Office National des Forêts (ONF) et 20,0 millions XPF de travaux de réhabilitation et de reverdissement des sites sur les zones de la Coulée et de Dumbéa.

Article XXIV. **L'immeuble FLIZZ**

**25 millions XPF** de crédits pour des études et des travaux pour le diagnostic technique et la consolidation des anciennes citernes de la caserne BONNIER.

Article XXV. **La réhabilitation des retenues collinaires**

**20 millions XPF** de crédits pour l'aménagement et le renforcement des retenues collinaires impactés par des remontées salines.

Article XXVI. **Les équipements sportifs en tribus**

**16 millions XPF** de crédits pour la réalisation d'une aire de sport et de loisirs à la tribu de Ouinané sur la commune de Boulouparis.

Article XXVII. **La restauration du site de Fonwhary**

**15 millions XPF** de crédits d'études et de travaux pour la mise en valeur du site archéologique et traditionnel kanak de Méémeu à Fonwhary sur la commune de Sarraméa.

Article XXVIII. **Les autres opérations**

**22,3 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

- la poursuite des travaux de rénovation de la chapelle d'Ouara 11,1 millions XPF,
- la réhabilitation des sites miniers 7,0 millions XPF,
- la poursuite des travaux d'urgence de rénovation et de réaménagement
  - du foyer pour personnes âgées de N'Géa 2,0 millions XPF
- la réalisation d'une aire de jeux dans une école maternelle privée
- sur la commune de l'Ile des Pins 1,8 million XPF.



(i) **LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL**

Les crédits affectés au secteur médico-social s'élèvent à **281,8 millions XPF**, financés à plus de 85% sur CD 2011-2015.

Le tableau ci-dessous présente le détail des opérations par type de financement :

Libellé de l'opération	CD	HCD	Total général
FOYER DE L'ENFANCE	167 000 000		<b>167 000 000</b>
FOYER POUR PERSONNES AGEES	61 791 000		<b>61 791 000</b>
REFECTION DES STRUCTURES D'ASSOCIATION		20 000 000	<b>20 000 000</b>
FOYER AUTISME		12 000 000	<b>12 000 000</b>
FOYER POUR JEUNES TRAVAILLEURS	11 010 000		<b>11 010 000</b>
FOYERS		10 000 000	<b>10 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>239 801 000</b>	<b>42 000 000</b>	<b>281 801 000</b>

Article XXIX. **Le foyer de l'enfance**

**167 millions XPF** de crédits dont 157 millions XPF pour l'acquisition du terrain du futur foyer de l'enfance à Dumbéa sur mer et 10 millions XPF pour les études de conception prévue dans le cadre du CD 2011-2015.

Article XXX. **Le foyer pour personnes âgées**

**61,8 millions XPF** de crédits pour la réhabilitation, par la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC), du foyer pour personnes âgées de N'Géa prévue dans le cadre du CD 2011-2015.

Article XXXI. **La réfection des structures d'association**

**20 millions XPF** de crédits au titre de la participation provinciale à l'agrandissement des locaux de l'Association de Réintégration des Anciens Prisonniers dans une Société Accueillante (RAPSA).

Article XXXII. **Les autres opérations**

**33 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

- les études de conception pour la construction d'un foyer
  - pour les personnes autistes 12 millions XPF,
- la participation à la construction d'un foyer pour jeunes travailleurs
  - financée dans le cadre du CD 2011-2015 11 millions XPF,
- la réalisation de travaux et l'acquisition de matériel et mobiliers dans les
  - foyers provinciaux 10 millions XPF.

(i) **L'ENSEIGNEMENT PRIVE**

**200 millions XPF** de crédits pour la participation aux travaux de mise aux normes et de rénovation des établissements des directions de l'enseignement privé, financées sur le CD 2011-2015.

(ii) **LA SANTE PUBLIQUE**

Les crédits relatifs à la santé publique s'élèvent à **183,3 millions XPF**, dont 14,9 millions XPF sur CD 2006-2010, et répartis sur les opérations suivantes :

Libellé de l'opération	HCD	CD	Total général
CMS DE BOULARI	85 700 000	14 900 000	<b>100 600 000</b>
EQUIPEMENTS MEDICAUX	25 000 000		<b>25 000 000</b>
CENTRES DE SOINS	19 300 000		<b>19 300 000</b>
FOYER ENFANCE DU MONT TE	18 450 000		<b>18 450 000</b>
CMS DE YATE	12 000 000		<b>12 000 000</b>
CMS UNIA	4 000 000		<b>4 000 000</b>
CMS THIO	3 000 000		<b>3 000 000</b>
CMS LA FOA	1 000 000		<b>1 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>168 450 000</b>	<b>14 900 000</b>	<b>183 350 000</b>

Article XXXIII. **Le centre médico-social de Boulari**

**100,6 millions XPF** de crédits dont 14,9 millions XPF financés au titre du CD 2006-2010.

Ces crédits comprennent 92,6 millions XPF pour les travaux d'extension du centre et 8 millions XPF pour l'achat de mobilier et de matériel médical.

Article XXXIV. **Les équipements médicaux**

**25,0 millions XPF** de crédits pour l'acquisition et le renouvellement du matériel médical des centres médicaux.

Article XXXV. **Les centres de soins**

**19,3 millions XPF** de crédits dont 13 millions XPF pour des études préalables à des travaux de rénovation dans l'ensemble des centres médicaux et 6,3 millions XPF pour l'acquisition de matériels et de mobilier.

Article XXXVI. **Le foyer à l'enfance du Mont-Té**

**18,4 millions XPF** de crédits pour le solde des travaux de désamiantage et de démolition du bâtiment.

Article XXXVII. **Le centre médico-social de Yaté**

**12 millions XPF** de crédits pour les études et le concours d'architectes préalables à la construction de la structure.

Article XXXVIII. **Les autres opérations**

**8 millions XPF** de crédits pour des travaux de rénovation dans les centres médico-sociaux d'Unia (4 millions XPF), de Thio (3 millions XPF) et de La Foa (1 million XPF).

(i) **LE TOURISME**

**144 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- le golf de Tina 73,9 millions XPF
  - comprenant notamment :
    1. la réfection de la piste de kart 40,0 millions XPF,
    2. les travaux d'assainissement 13,9 millions XPF,
    3. la réfection du système d'irrigation du golf 8,0 millions XPF,
    4. la rénovation du club house 6,0 millions XPF,
    5. une avance en compte courant pour l'acquisition de
      - matériel 6,0 millions XPF.
- 
- la signalisation touristique et directionnelle du Grand Sud 25 millions XPF,
- l'îlot Amédée 25 millions XPF,
  - comprenant notamment :
    1. l'acquisition et l'installation d'un osmoseur et d'une
      - pompe 15 millions XPF,
    1. divers travaux de rénovation des bâtiments 10 millions XPF,
    -
- les études relatives à l'aménagement de l'accueil touristique de la baie
  - de Kuto à l'Ile des pins 20 millions XPF.
  -

### *(ii)* LE PATRIMOINE

Les crédits relatifs au patrimoine s'élèvent à **134 millions XPF** dont 7,1 millions XPF sur CD 2006-2010.

L'enveloppe 2012 se répartit sur les opérations suivantes :

- la restauration du château Hagen 31,0 millions XPF,
- la réhabilitation de l'ancien réfectoire des malades de l'anse N' du 30,0 millions XPF,
- l'aménagement de la boulangerie de Nouville 20,0 millions XPF,
- les investissements muséographiques de la boulangerie de Nouville 19,5 millions XPF,
- la participation à la conservation et à la sauvegarde du patrimoine 13,0 millions XPF
  - dont 10 millions XPF pour le réaménagement du musée de l'histoire maritime,
- la toponymie kanak 8,3 millions XPF,
  - dont 7,1 millions XPF financés sur CD 2006-2010
- les travaux et les équipements de Ko Wé Kara 6,0 millions XPF,
- les travaux de restauration du CHS de Nouville 5,2 millions XPF,
- l'acquisition d'objets et œuvres d'art 1,0 million XPF.
- 

### *(iii)* LES SPORTS

**133,4 millions XPF** de crédits sont proposés et répartis sur les opérations suivantes :

- le Centre des Activités Nautiques (CAN) 73,3 millions XPF,
  - comprenant :
    1. l'achèvement des travaux d'extension 51,5 millions XPF,
    2. l'acquisition de matériel 15,0 millions XPF,
    3. divers travaux d'entretien des bâtiments 6,8 millions XPF,
- 
- la réalisation de la seconde tranche des travaux des boucles de Déva 34,3 millions XPF,

- la réalisation des études préliminaires du centre équestre de Déva 12,0 millions XPF,
- le stade PLGC 8,0 millions XPF,
  - comprenant :
    1. la rénovation des infrastructures 6,9 millions XPF,
    2. l'acquisition de matériel 1,0 million XPF,
- le solde de la participation provinciale au projet de village des jeux 3,6 millions XPF,
- le remplacement de panneaux de signalisation aux boucles de Netcha 1,1 million XPF,
- le remplacement des ouvrages et équipements endommagés
- sur les sentiers de randonnées 1,0 million XPF.

*(iv)* **LES AUTRES PROGRAMMES**

Les autres postes d'investissement représentent une enveloppe globale de **352,1 millions XPF** dont la répartition par programme et par source de financement est présentée dans le tableau ci-après.

Libellé du programme	HCD	CD 11-15	Total général
URBANISME	95 428 000		<b>95 428 000</b>
INTERNATS	80 000 000	10 000 000	<b>90 000 000</b>
STATIONS PROVINCIALES	63 200 000		<b>63 200 000</b>
INFRASTRUCTURE AERIENNE	31 190 000		<b>31 190 000</b>
AMENAGEMENT RURAL	29 600 000		<b>29 600 000</b>
PECHE ET AQUACULTURE	27 200 000		<b>27 200 000</b>
AGRICULTURE	8 000 000		<b>8 000 000</b>
TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	5 000 000		<b>5 000 000</b>
JEUNESSE	2 450 000		<b>2 450 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>342 068 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>352 068 000</b>

**Article XXXIX. L'urbanisme**

**95,4 millions XPF** de crédits comprenant :

- le stockage des déchets inertes par endigage de la baie de Koutio 53,0 millions XPF,
- les études sur les zones inondables 30,3 millions XPF,
- des études relatives au schéma d'équipements publics
- et de mise en valeur du littoral 10,0 millions XPF,
- diverses études d'aménagement 2,1 millions XPF.
  - dont 2,0 millions XPF pour la finalisation du plan d'urbanisme directeur (PUD) de Païta.

**Article XL. Les internats**

**90 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'entretien, la rénovation et l'équipement des internats 50,0 millions XPF,
  - comprenant :
    1. la peinture des bâtiments, la pose de volets-stores, le

- remplacement des persiennes et la pose de volets roulants 40,0 millions XPF,
- 1. la réalisation de travaux d'hygiène et de sécurité 5,0 millions XPF,
- 2. le renouvellement des matériels et mobiliers 5,0 millions XPF,
- les travaux d'extension de l'internat de La Foa 30,0 millions XPF,
- les études pour la construction d'un internat d'excellence au collège
  - d'Auteuil, financés sur CD 2011-2015 10,0 millions XPF.
  -

**Article XLI. Les stations provinciales**

**63,2 millions XPF** de crédits comprenant :

- la station zootechnique de Port-Laguerre 30,2 millions XPF,
  - dont 25,2 millions XPF pour la poursuite du programme d'équipement
  - et 5,0 millions XPF pour l'achat du cheptel bovin de receveuses,
- la station maraîchère et horticole de Saint-Louis 25,0 millions XPF,
  - pour l'extension de la bio-fabrique d'auxiliaires des cultures,
- les travaux de réfection du réseau de distribution d'eau potable du site de
  - Port-Laguerre 8,0 millions XPF.

**Article XLII. Les infrastructures aériennes**

**31,2 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'aéroport de l'Île des Pins 27,2 millions XPF,
  - 1. la poursuite de la construction d'une clôture aux normes
    - normes OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) 18,0 millions XPF,
  - 1. les études pour la réfection du balisage lumineux 5,0 millions XPF,
  - 2. l'équipement en matériels et logiciels 4,2 millions XPF,
  -
- l'aérodrome de Ouatom 4,0 millions XPF
  - pour l'acquisition d'un tracteur.

**Article XLIII. L'aménagement rural**

**29,6 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'hydraulique agricole 27,8 millions XPF,
  - dont 15,0 millions XPF pour la participation aux travaux de recherche
  - d'eau et 12,8 millions XPF pour la poursuite de l'étude du biseau salé sur
  - la zone littorale de la côte ouest,
- le contrôle des retenues collinaires de la Tamoa et de la Ouaménié 1,8 millions XPF.
- 
- 

**Article XLIV. La pêche et l'aquaculture**

**27,2 millions XPF** de crédits dont 24,8 millions XPF pour la poursuite du réaménagement de la station aquacole de Saint-Vincent et 2,4 millions XPF pour la poursuite du programme d'installation de dispositifs de concentration de poisson (DCP).

Article XLV. **Les autres programmes**

Article XLVI. **15,4 millions XPF** de crédits pour :

- l'agriculture 8,0 millions XPF,  
dont 5 millions XPF pour l'équipement des marchés broussards et  
3 millions XPF pour l'acquisition de matériels techniques spécifiques,
- les transports publics terrestres 5,0 millions XPF,  
pour des études pour la sécurité de la gare de Montravel,
- la jeunesse 2,4 millions XPF.  
pour l'aménagement et l'équipement du Centre d'Accueil Permanent (CAP)  
de Poë

Article XLVII. **- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Entre 2011 et 2012, les dépenses de gestion affichent une progression de 3,513 milliards XPF (+8,6%) décomposés comme suit :

- ➔ + 544,6 millions XPF au titre des rémunérations et charges afférentes liées aux dispositions réglementaires,
- ➔ + 2,964 milliards XPF au titre des interventions et subventions,
- ➔ + 125,1 millions XPF au titre des charges financières liées à la dette.

La structure de la section de fonctionnement se présente comme suit par grands postes :

Postes	BP 2012	%	BP 2011	%	var.%
Rémunérations et charges afférentes	19 933 700 000	45%	19 389 115 000	48%	2,8%
Fonctionnement des services	1 842 317 800	4%	1 831 417 600	4%	0,6%
Interventions directes et subventions	21 913 425 792	49%	18 949 400 502	46%	15,6%
Charges financières	641 120 000	1%	516 000 000	1%	24,2%
Provision	0	0%	131 627 200	0%	-100,0%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>44 330 563 592</b>	<b>100%</b>	<b>40 817 560 302</b>	<b>100%</b>	<b>8,6%</b>

Article XLVIII. **A - LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS**

(i) **LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES**

L'enveloppe relative au personnel provincial et aux élus s'élève à **19,934 milliards XPF**, en progression de 544,6 millions XPF (+3%) par rapport au budget primitif 2011.

Article XLIX. **La rémunération des agents et les dépenses annexes**

Article L. **19,453 milliards XPF** de crédits concernant notamment :

- les rémunérations et les charges sociales des agents titulaires 18,6 milliards XPF,
  - et non titulaires
  - Ce poste progresse de 620 millions XPF par rapport à 2011 soit une augmentation de 3% contre +4% en 2011.

Les crédits proposés permettent le financement des dépenses suivantes :

1. l'évolution de carrière du personnel permanent au titre du
  - Glissement Vieillesse Technicité (GVT), 350 millions XPF,
1. la mise en œuvre en année pleine du nouveau dispositif
  - de rémunération des anciens agents de la convention

- collective, 120 millions XPF,
- 1. la modification probable du plafond de cotisation au
  - RUAMM, 100 millions XPF,
  - 1. les mesures liées à la validation des services précaires
    - et des cotisations aux organismes de retraite métropolitains 50 millions XPF.
    -
  - les remplaçants d'instituteurs, 360 millions XPF,
  - les remplaçants divers, 224 millions XPF,
  - la formation du personnel provincial, 180 millions XPF,
    - comprenant :
      - 1. la cotisation à l'Institut de Formation à l'Administration
        - Publique (IFAP), 131 millions XPF,
      - 1. les formations spécifiques hors IFAP, 30 millions XPF,
      - 2. les indemnités de formation, les frais de transports et
        - d'hébergement 19 millions XPF,
- les frais communs relatifs au personnel permanent, 88,7 millions XPF.
  - dont 36 millions XPF de frais de transport de personnes et
  - de bagages et 19 millions XPF pour le fonds d'insertion professionnelle
  - des handicapés.

La collectivité doit maintenir son plan de maîtrise des dépenses. Il n'y aura donc aucune création de poste sur l'exercice 2012 comme cela est le cas depuis 2009.

L'instruction comptable M52 opère une répartition par fonction des crédits relatifs à la rémunération des agents provinciaux.

La répartition par fonction, chapitre et direction de la rémunération des agents titulaires, des remplaçants et des autres dépenses de personnels se présente comme suit :

FONCTION	Chapitres	Directions	Masse salariale	Remplaçants	Autr.dépenses Personnel	BP 2012	%
0-ADMINISTRATION GENERALE	930-940-941	DJA-DFI-DPM-DRH-DSI	2 133 380 000	224 000 000	268 700 000	2 626 080 000	13%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 492 460 000	360 000 000		9 852 460 000	51%
3-CULTURE JEUNESSE SPORTS LOISIRS	933	DC-DJS	566 680 000			566 680 000	3%
4-SANTE	934	DASS	2 954 450 000			2 954 450 000	15%
5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	935	DL	223 890 000			223 890 000	1%
7-AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT	937	DENV	683 780 000			683 780 000	4%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	1 069 110 000			1 069 110 000	5%
9-ECONOMIE	939	DDR-DEFE	1 476 250 000			1 476 250 000	8%
<b>TOTAL</b>			<b>18 600 000 000</b>	<b>584 000 000</b>	<b>268 700 000</b>	<b>19 452 700 000</b>	<b>100%</b>

Les crédits relatifs aux remplaçants d'instituteurs et les divers remplaçants sont affectés respectivement à la fonction 2-Enseignement et à la fonction 0-Administration générale.

Article LI. **Les indemnités des élus et les dépenses annexes**

Article LII. **481,0 millions XPF** de crédits concernant notamment :

- les indemnités et les charges sociales des élus, 450 millions XPF,
- les frais de transport et les indemnités liés aux missions, 29 millions XPF,
- la formation des élus. 20 millions XPF.

(i) **LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES**

Les crédits relatifs au fonctionnement courant de la collectivité s'élèvent à **1,842 milliard XPF**, en reconduction des ouvertures 2011.

La répartition par postes de dépenses est la suivante :

OPERATION	BP 2012	%	BP 2011	%	var.%
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	831 707 000	45%	783 167 200	43%	6%
ADMINISTRATION GENERALE	398 205 800	22%	371 472 800	20%	7%
PARC AUTOMOBILE	256 260 000	14%	306 707 600	17%	-16%
CENTIMES ADDITIONNELS	125 500 000	7%	133 400 000	7%	-6%
LOGEMENTS	79 345 000	4%	79 370 000	4%	0%
TELECOMM. - LIGNES SPECIALISEES	37 000 000	2%	34 500 000	2%	7%
HELICOPTERE	22 250 000	1%	21 000 000	1%	6%
TITRES ANNULES	20 000 000	1%	20 000 000	1%	0%
ADMISSION EN NON-VALEUR	20 000 000	1%	20 000 000	1%	0%
AUTRES POSTES	52 050 000	3%	61 800 000	3%	-16%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 842 317 800</b>	<b>100%</b>	<b>1 831 417 600</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>

La répartition des dépenses par fonction M52, chapitre et direction se présente comme suit :

FONCTION	Chapitre	Directions	BP 2012	répartition
0-ADMINISTRATION GENERALE	930-940-941	D.JA-DFI-DPM-DRH-DSI	1 289 342 000	70%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	63 675 000	3%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DJS	47 385 000	3%
4-SANTE	934	DASS	214 610 000	12%
5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	935	DL	14 865 800	1%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DFNV	30 030 000	2%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	70 500 000	4%
9-ECONOMIE	939	DDR-DEFE	111 910 000	6%
<b>TOTAL</b>			<b>1 842 317 800</b>	<b>100%</b>

Article LIII. **L'entretien du patrimoine**

Article LIV. **831,7 millions XPF** de crédits concernant principalement :

- les locations de bâtiments 190,0 millions XPF,
- les dépenses d'électricité, 119,1 millions XPF,
- la protection du personnel provincial 75,0 millions XPF,
- les travaux d'entretien des bâtiments 67,8 millions XPF
- la maintenance des logiciels 57,5 millions XPF,
- les frais de nettoyage des locaux 57,1 millions XPF,
- les locations mobilières 56,3 millions XPF,
- la surveillance des bâtiments provinciaux 38,0 millions XPF.

Article LV. **L'administration générale**

Article LVI. **398,2 millions XPF** de crédits concernant principalement :

- les frais de postes et télécommunications 105,6 millions XPF,
- les frais de voyages et de déplacements 95,4 millions XPF,
- les fournitures de bureau 32,7 millions XPF,
- les transports collectifs du personnel 19,5 millions XPF,
- l'acquisition de petit matériel et mobilier 18,4 millions XPF,
- les prestations de services 17,2 millions XPF,
- les honoraires 15,1 millions XPF.

Article LVII. **Le parc automobile**

Article LVIII. **256,3 millions XPF** concernant principalement :

- les locations en longue durée 150,0 millions XPF,



- le carburant 61,3 millions XPF,
- l'entretien des véhicules en location longue durée 17,1 millions XPF,
- l'entretien des véhicules provinciaux 15,9 millions XPF.

Article LIX. **Les centimes additionnels**

Article LX. **125,5 millions XPF** de crédits pour les frais de collectes des centimes additionnels à reverser à la Nouvelle-Calédonie.

Article LXI. **Les logements**

Article LXII. **79,3 millions XPF** de crédits dont 60 millions XPF pour les locations et les charges et 12,3 millions XPF pour les travaux d'entretien.

Article LXIII.

Article LXIV. **Les lignes spécialisées**

Article LXV. **37 millions XPF** de crédits pour les liaisons informatiques spécialisées et l'accès à Internet.

Article LXVI. **L'hélicoptère**

Article LXVII. **22,2 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement de l'hélicoptère dont 7,6 millions XPF pour les primes d'assurances, 5 millions XPF pour l'entretien, 3,5 millions XPF pour la location d'un hangar et 3 millions XPF pour le carburant.

Article LXVIII. **Les titres annulés**

Article LXIX. **20 millions XPF** de crédits pour l'annulation de titres émis à tort.

Article LXX.

Article LXXI. **Les admissions en non-valeur**

Article LXXII. **20 millions XPF** de crédits pour l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables.

Article LXXIII.

Article LXXIV. La répartition par fonction, chapitre et directions de l'ensemble des dépenses communes se présente comme suit :

FONCTION	Chapitres	Directions	Masse salariale	Remplaçants	Institutions (Eus)	Autr.dépenses Personnel	Fonc. des services	BP 2012	%
0-ADMINISTRATION GENERALE	930-940-941	DJA-DFI-DPM-DRH-DSI	2 133 380 000	224 000 000	481 000 000	268 700 000	1 289 342 000	4 396 422 000	20%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 492 460 000	360 000 000			63 675 000	9 916 135 000	46%
3-CULTURE JEUNESSE SPORTS LOISIRS	933	DC-DJS	566 680 000				47 385 000	614 065 000	3%
4-SANTE	934	DASS	2 954 450 000				214 610 000	3 169 060 000	15%
5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	935	DL	223 890 000				14 865 800	238 755 800	1%
7-AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT	937	DENV	683 780 000				30 030 000	713 810 000	3%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	1 069 110 000				70 500 000	1 139 610 000	5%
9-ECONOMIE	939	DDR-DEFE	1 476 250 000				111 910 000	1 588 160 000	7%
<b>TOTAL</b>			<b>18 600 000 000</b>	<b>584 000 000</b>	<b>481 000 000</b>	<b>268 700 000</b>	<b>1 842 317 800</b>	<b>21 776 017 800</b>	<b>100%</b>

**Article LXXV. B – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS**

Les dépenses d'interventions et de subventions s'élèvent à **21,913 milliards XPF**. Ces dépenses se répartissent sur les postes suivants :

POSTES	BP 2012	%	BP 2011	%	var.% de BP à BP
INTERVENTIONS SUR CD et HORS CD	17 644 707 778	81%	15 415 239 259	81%	14%
SUBVENTIONS HORS CONTRAT	4 263 218 014	19%	3 528 661 243	19%	21%
MOUVEMENTS FINANCIERS	5 500 000	0%	5 500 000	0%	0%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>21 913 425 792</b>	<b>100%</b>	<b>18 949 400 502</b>	<b>100%</b>	<b>16%</b>

Ces dépenses se répartissent sur les fonctions et programmes suivants :

Prog.	Libellé du programme	BP 2012	%	BP 2011	%	var.2012-2011
17	AIDE MEDICALE	6 193 000 000	59%	5 289 708 256	63%	17%
19	MEDICO-SOCIAL	3 393 502 400	33%	2 754 259 594	33%	23%
18	HABITAT SOCIAL	506 315 000	5%	119 450 000	1%	324%
20	SANTE PUBLIQUE	292 850 000	3%	230 029 810	3%	27%
42	MISSION CONDITION FEMININE	29 000 000	0%	29 000 000	0%	0%
<b>Fonction 4/ 5- SANTE. PROTECTION ET ACTION SOCIALE</b>		<b>10 414 667 400</b>	<b>100%</b>	<b>8 422 447 660</b>	<b>100%</b>	<b>24%</b>
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 409 850 000	37%	1 427 250 000	38%	-1%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 201 800 000	32%	1 162 021 000	31%	3%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	465 220 000	12%	427 620 000	11%	9%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	303 750 000	8%	351 550 000	9%	-14%
07	COLLEGES PUBLICS	263 000 000	7%	263 000 000	7%	0%
11	INTERNATS	133 204 000	4%	136 204 000	4%	-2%
<b>Fonction 2- ENSEIGNEMENT</b>		<b>3 776 824 000</b>	<b>100%</b>	<b>3 767 645 000</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>
38	TOURISME	887 644 000	24%	694 460 000	23%	28%
31	EMPLOI	846 000 000	23%	837 900 000	27%	1%
33	INSERTION	639 080 054	18%	489 500 000	16%	31%
37	AGRICULTURE	535 965 000	15%	450 370 000	15%	19%
36	FORMATION	291 875 000	8%	219 700 000	7%	33%
39	EXPANSION GENERALE	277 113 246	8%	258 513 246	8%	7%
35	PECHE ET AQUACULTURE	139 250 000	4%	83 035 000	3%	68%
40	STATIONS PROVINCIALES	17 250 000	0%	17 250 000	1%	0%
32	PARTICIPATIONS FINANCIERES	5 500 000	0%	5 500 000	0%	0%
<b>Fonction 6/ 9-ECONOMIE. TRAVAIL. EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		<b>3 639 677 300</b>	<b>100%</b>	<b>3 056 228 246</b>	<b>100%</b>	<b>19%</b>
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	714 836 250	49%	986 442 016	65%	-28%
21	RESEAU ROUTIER	655 000 000	45%	455 000 000	30%	44%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	65 090 000	5%	63 710 000	4%	2%
24	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	10 000 000	1%	10 000 000	1%	0%
<b>Fonction 8- TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>1 444 926 250</b>	<b>100%</b>	<b>1 515 152 016</b>	<b>100%</b>	<b>-5%</b>
25	ENVIRONNEMENT	805 560 720	65%	710 263 125	68%	13%
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	191 500 000	15%	64 700 000	6%	196%
26	URBANISME	175 395 000	14%	174 810 000	17%	0%
23	COURS D'EAU	70 000 000	6%	100 000 000	10%	-30%
<b>Fonction 7- AMENAGEMENT. ENVIRONNEMENT</b>		<b>1 242 455 720</b>	<b>100%</b>	<b>1 049 773 125</b>	<b>100%</b>	<b>18%</b>
14	CULTURE	288 050 000	34%	267 672 250	38%	8%
15	SPORTS	247 205 000	29%	197 632 535	28%	25%
16	JEUNESSE	230 192 314	27%	193 809 670	27%	19%
13	PATRIMOINE	88 502 000	10%	54 200 000	8%	63%
<b>Fonction 3- CULTURE. JEUNESSE ET SPORTS. LOISIRS</b>		<b>853 949 314</b>	<b>100%</b>	<b>713 314 455</b>	<b>100%</b>	<b>20%</b>
02	INSTITUTIONS	275 150 000	51%	255 340 000	60%	8%
01	ADMINISTRATION	265 775 808	49%	169 500 000	40%	57%
<b>Fonction 0- ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>540 925 808</b>	<b>100%</b>	<b>424 840 000</b>	<b>100%</b>	<b>27%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>21 913 425 792</b>	<b>-</b>	<b>18 949 400 502</b>	<b>-</b>	<b>16%</b>

(i) **LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE**

Pour 2012, **10,415 milliards XPF** de crédits sont prévus sur ce programme. Les crédits 2012 sont répartis sur les programmes et opérations suivantes.

**Article LXXVI. L'aide médicale**

Les dépenses d'aide médicale s'élève à **6,193 milliards XPF** pour l'exercice 2012, en progression de 903,3 millions XPF (+17%) par rapport à 2011. Les principales augmentations portent sur les dépenses suivantes :

- les liquidations sous mandat CAFAT..... + 710 millions XPF (+24%), <sup>(1)</sup>
- le financement des centres hospitaliers .....+ 112 millions XPF (+6%),
- les soins externes du CHT..... + 95 millions XPF (+76%).

Pour 2012, les crédits proposés se répartissent sur les postes suivants :

- les liquidations sous mandat CAFAT 3,7 milliards XPF,
- les dotations globales de financement des centres hospitaliers 2,120 milliards XPF,
- les avances à la CAFAT pour les soins externes du CHT 220 millions XPF,
- les frais de gestion CAFAT 120 millions XPF,
- les liquidations province Sud pour les soins externes du CHS, 33 millions XPF.

<sup>(1)</sup> Pour mémoire, le budget supplémentaire 2011 a permis d'ajuster la dotation 2011 à 3,54 milliards XPF, ramenant la croissance 2012 à +4,5%.

**Article LXXVII. Le secteur médico-social**

**3,393 milliards XPF** de crédits, soit une progression de 639,2 millions XPF (+23%) par rapport à 2011.

Ces crédits se répartissent sur les opérations suivantes :

**a) L'aide aux personnes handicapées :**

**Article LXXVIII. 1,172 milliard XPF** de crédits dont 1,165 milliards XPF au titre du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Union pour le handicap ».

La loi de pays n° 2009-2 du 7 janvier 2009 porte création d'un régime d'aides en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes en perte d'autonomie.

Ce régime comprend :

- une allocation personnalisée, réservée aux personnes adultes en situation de handicap,
- une aide à l'hébergement,
- une aide à l'accueil de jour,
- une aide à l'accompagnement de vie,
- une aide aux familles pour frais supplémentaires,
- une aide au transport.

**Article LXXIX.**

En application de l'article 30 de la loi de pays n° 2009-2 du 7 janvier 2009, le financement de ces aides est assuré par une contribution des provinces.

**Article LXXX.** L'augmentation de 724,8 millions XPF se justifie principalement par la mise en œuvre de cette contribution.

**Article LXXXI.** Elle suppose un transfert des crédits de subventions alloués à ce secteur et qui est à inclure désormais à la contribution globale en faveur de la Nouvelle Calédonie.

Pour 2012, la contribution de la province Sud est prévue à hauteur de 1,165 milliard XPF, conformément à la convention signée entre la province Sud et la Nouvelle-Calédonie.

En contrepartie, la collectivité ne verse plus d'aides directes aux personnes handicapées, à l'exception du dispositif SOCIATEL pour un montant de 7 millions XPF.

a) **L'aide aux personnes âgées :**

Article LXXXII. **879 millions XPF** de crédits, soit une augmentation de 196,0 millions XPF (+29%) par rapport à 2011, répartis sur les principales actions suivantes :

- les allocations principales et tierce personne 665 millions XPF,
- les frais de placement 142 millions XPF,
- les aides à domicile 27 millions XPF,
- les aides complémentaires à l'hébergement 23 millions XPF.

Ces crédits tiennent compte des modifications envisagées pour la création du dispositif de minimum vieillesse. Ce dispositif se traduirait par le versement d'une allocation mensuelle maximale de 80 000 XPF par mois et par bénéficiaire sous condition de ressources, d'âge et de résidence.

a) **L'aide aux enfants assistés :**

Article LXXXIII. **550 millions XPF** de crédits en hausse de 56,15 millions XPF (+11%)

Article LXXXIV. comprenant notamment :

- les frais d'hébergement versés à l'ASEANC 219,0 millions XPF,
- la rémunération et les charges sociales des familles d'accueil 144,6 millions XPF,
- les frais de placement familial 78,0 millions XPF,
- les mesures éducatives mises en place par l'ASEANC et l'APEJ 64,9 millions XPF,
- les frais de transport 15,0 millions XPF.

a) **Les subventions :**

Article LXXXV. **506,3 millions XPF** de crédits, en diminution de 347,1 millions XPF (-41%),

Article LXXXVI. comprenant les principaux bénéficiaires suivants :

- le foyer Béthanie – Les manguiers 70,0 millions XPF,
- l'association l'Accueil 67,6 millions XPF,
- l'ASAMAD 49,5 millions XPF,
- l'association gestionnaire Les Manguiers 34,0 millions XPF,
- l'association Abri-partage 29,0 millions XPF,
- l'instance de coordination gérontologique 26,0 millions XPF,
- l'association ACSMS – Le refuge 21,5 millions XPF,
- l'association Pass citoyen pour le dispositif de la carte Sénior 21,0 millions XPF,
- l'Observatoire de Prévention sur la Santé (OPASS) 20,5 millions XPF,
- le Centre Hospitalier Territorial pour le Dispositif d'Actions
  - Médico-sociales Précoces (DAMPS) 20,0 millions XPF,
- l'association Valentin Haüy – groupe NC 20,0 millions XPF,
- l'association de réintégration des anciens prisonniers 17,0 millions XPF,
- l'association « Les bois noirs » 13,5 millions XPF.

a) **L'aide à la famille :**

Article LXXXVII. **175,7 millions XPF** de crédits, en hausse de 7,4 millions XPF (+4%)

Article LXXXVIII. comprenant notamment :

- les aides à l'entrée et au maintien dans les logements 75,0 millions XPF,
- les aides de première nécessité 45,0 millions XPF,
- les frais de transport 19,0 millions XPF,
- les aides diverses à l'insertion 12,5 millions XPF,
- les allocations maternelles 5,0 millions XPF.

Article LXXXIX.

a) **Les autres opérations :**

Article XC. **110,3 millions XPF** de crédits, en hausse de 1,8 millions XPF (+2%)

Article XCI. répartis sur les opérations suivantes :

- les vacances 50,5 millions XPF,
- les frais de fonctionnement des foyers provinciaux 35,2 millions XPF,
- les actions de développement social urbain du CA 2011-2015 23,1 millions XPF,
- les frais de fonctionnement du centre d'accueil « La case verte » 1,5 million XPF.

Article XCII. **L'habitat social**

**506,3 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article XCIII. **436,4 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- le Fonds Social de l'Habitat (FSH) au titre de l'aide au logement 352,7 millions XPF,
- la Maison de l'Habitat 51,0 millions XPF,
- les associations de résidents 16,0 millions XPF,
- des subventions destinée à soutenir diverses associations
- œuvrant en faveur des plus démunis en matière d'habitat 16,0 millions XPF.

a) **Les autres opérations :**

Article XCIV. **69,9 millions XPF** de crédits pour les principales opérations suivantes :

- les aides au logement 36,0 millions XPF,
- les frais de gestion relatifs aux aides individuelles à l'habitat, 29,0 millions XPF,
- la mission de coordination de la résorption de l'habitat insalubre
  - réalisée par le Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN)
  - dans le cadre du CA 11-15 3,0 millions XPF.

Article XCV. **La santé publique**

**292,8 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'achat de produits de produits pharmaceutiques et de vaccins destinés
  - aux centres médico-sociaux 100,0 millions XPF,
- les vacances et les charges sociales afférentes 68,4 millions XPF,
- le fonctionnement des centres médico-sociaux 36,3 millions XPF,
  - dont 11,5 millions XPF pour les honoraires médicaux et 10,2 millions XPF pour les frais de bouche,
- les subventions, 25,2 millions XPF,
  - dont 8,7 millions XPF pour l'association d'Aide Volontaire aux Evacués Calédoniens (AVEC) et 8,5 millions XPF pour l'Agence Sanitaire de Nouvelle-Calédonie au titre du programme addictologie,
- les frais de transport et de destruction des déchets infectieux et la blanchisserie des vêtements des structures de Nouméa et du Grand Nouméa 15,9 millions XPF,
- la participation au fonds autonome de compensation des dépistages au titre de la santé publique 15,0 millions XPF,

- le fonctionnement du Centre Médical Polyvalent (CMP) 12,8 millions XPF,
- dont 12,1 millions XPF pour des honoraires médicaux
- l'éducation sanitaire 11,9 millions XPF.
  - pour la campagne bucco-dentaire et les interventions de prévention
  - dans les écoles et les tribus.

Article XCVI. **La mission à la condition féminine :**

Article XCVII. **29 millions XPF** de crédits comprenant :

- le fonctionnement de la Maison de la Femme, la promotion de
  - l'autonomie des femmes et les actions de sensibilisation et de
  - prévention auprès des publics cibles 25,0 millions XPF,
- une enveloppe de crédits de subventions destinée à soutenir les
  - associations de femmes 4,0 millions XPF.

(i) **L'ENSEIGNEMENT**

**3,776 milliards XPF** prévus en 2012, répartis sur les programmes et opérations suivantes.

Article XCVIII. **Les allocations d'enseignement**

**1,409 milliard XPF** de crédits pour les bourses et allocations d'enseignement répartis sur les opérations suivantes :

Opérations	BP 2012	BP 2011	variation	var. %
Bourses demi-pension	530 000 000	543 000 000	-13 000 000	-2%
Bourses pension	80 000 000	83 000 000	-3 000 000	-4%
Bourses externat	24 000 000	36 000 000	-12 000 000	-33%
Bourses internat demi-pension	21 000 000	22 000 000	-1 000 000	-5%
Bourses internat pension	14 000 000	15 000 000	-1 000 000	-7%
<b>TOTAL BOURSES</b>	<b>669 000 000</b>	<b>699 000 000</b>	<b>-30 000 000</b>	<b>-4%</b>
Gratuité - demi-pension	397 000 000	376 000 000	21 000 000	6%
Gratuité - pension	43 000 000	44 000 000	-1 000 000	-2%
<b>TOTAL REPAS GRATUITS</b>	<b>440 000 000</b>	<b>420 000 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>5%</b>
Allocations spéciale rentrée scolaire	170 000 000	174 000 000	-4 000 000	-2%
Frais de transport	105 850 000	109 250 000	-3 400 000	-3%
Manuels scolaires	25 000 000	25 000 000	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>1 409 850 000</b>	<b>1 427 250 000</b>	<b>-17 400 000</b>	<b>-1%</b>

Article XCIX. **L'enseignement privé**

- **1,202 milliard XPF** de crédits.
- Ces crédits sont destinés au fonctionnement des structures de l'enseignement privé, en application des conventions en vigueur.
- Ces crédits se répartissent aux profits des bénéficiaires suivants :
  - Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC) 1,166 milliard XPF,
  - Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE) 27,7 millions XPF,
  - Fédération de l'Enseignement Libre Protestante (FELP). 8,0 millions XPF.

### Article C. L'enseignement supérieur

- **465,2 millions XPF** de crédits.
- Ces crédits concernent principalement les opérations suivantes :
  - les bourses pour les études hors de la Nouvelle-Calédonie, 310,5 millions XPF,
  - les allocations de rentrée 30,0 millions XPF,
  - les frais de transports 26,0 millions XPF,
  - les prix d'encouragement à la recherche 20,0 millions XPF,
  - l'accompagnement social et le suivi pédagogique des étudiants en
    - Métropole 12,5 millions XPF,
  - la protection sociale des étudiants 12,0 millions XPF,
  - l'aide aux logements 10,0 millions XPF,
  - les bourses pour les études en Nouvelle-Calédonie 10,0 millions XPF,
  - les subventions dont 6,5 MF pour la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris 6,8 millions XPF,
  - la prise en charge des intérêts des prêts contractés par les étudiants 6,5 millions XPF.
  - les prix d'excellence. 6,0 millions XPF.
  - 
  -

### Article CI. La vie scolaire et éducative

- **303,7 millions XPF** de crédits qui concernent principalement les opérations suivantes :
  - la location et la maintenance de matériel informatique dans les écoles primaires
    - dans le cadre de l'opération « Développement de l'Internet » (ODI) 166,0 millions XPF,
  - les actions de soutien scolaire 70,0 millions XPF,
  - financées sur le CD 2011-2015,
  - les subventions, 42,0 millions XPF,
    - dont 20,6 millions XPF pour le soutien scolaire et 17,0 millions XPF
    - pour les projets d'actions éducatives,
  - les frais communs 21,3 millions XPF
    - dont 10 millions XPF pour les sorties scolaires et 6 millions de prix
    - pour les bacheliers ayant obtenu une mention,
  - les actions éducatives dans les écoles primaires avec les dispositifs d'écoles prioritaires, de maîtres surnuméraires et les langues kanak 3,6 millions XPF.
  - 
  -

### Article CII. Les collèges publics

- **263 millions XPF** pour la participation aux charges de fonctionnement des collèges publics.
- 
- 

### Article CIII. Les internats

- **133,2 millions XPF** de crédits pour les postes suivants :
  - l'alimentation 61,0 millions XPF,
  - la gestion générale des internats de Bourail et La Foa 45,2 millions XPF,
    - dont 10,5 millions XPF pour l'électricité,
  - les actions directes au titre du dispositif des internats d'excellence
    - sur CD 2011-2015 24,0 millions XPF,
  - les subventions 3,0 millions XPF.
  - 
  - 
  -

(i) **L'ECONOMIE, LE TRAVAIL, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**3,639 milliards XPF** prévus en 2012, répartis sur les programmes et opérations suivantes.

Article CIV. **Le tourisme**

- **887,6 millions XPF** de crédits prévus en 2012.
- Les crédits sont répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CV. **783 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- le GIE Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud 600,0 millions XPF,
- l'office du tourisme de Nouméa et de la province Sud 118,0 millions XPF,
- les points I d'information touristique 34,5 millions XPF,
- la couveuse d'activités 10,0 millions XPF.

a) **Les autres interventions en matière touristique :**

Article CVI. **104,6 millions XPF** de crédits pour les principales actions suivantes :

- la participation au fonctionnement de l'Aquarium des lagons 66,6 millions XPF,
- diverses études 18,4 millions XPF,
  - dont 4,5 millions XPF pour structurer la filière randonnée pédestre et créer
  - un label de qualité des activités de pleine nature et 4,5 millions XPF pour
  - le diagnostic et les préconisations en matière d'assainissement des
  - établissements hôteliers de l'Ile des pins,
- le classement, la labellisation et l'accompagnement des hôtels, gîtes
  - et campings 18,0 millions

XPF.

Article CVII. **L'emploi**

- **846,0 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- le Programme Provincial d'Insertion Citoyenne (PPIC) 690,0 millions XPF,
- les contrats provinciaux d'aide à l'emploi 62,0 millions XPF,
- le dispositif de soutien scolaire 33,0 millions XPF,
  - dont 30,0 millions XPF sur CD 2011-2015,
- les contrats d'emploi en faveur des personnes handicapées 20,0 millions XPF,
- le dispositif du service civique 10,0 millions XPF,
- l'aide à la mobilité 8,0 millions XPF,
- le dispositif de mise en situation de travail des demandeurs d'emploi 7,0 millions XPF,
- les aides au transport 6,0 millions XPF,
- les indemnités des stagiaires travaillant dans les services de la collectivité 5,0 millions XPF,
- la formation des agents recrutés dans le cadre du PPIC 5,0 millions XPF.

Article CVIII. **L'insertion**

- **639,1 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CIX. **271,2 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- la Mission d'Insertion des Jeunes (MIJ) 222,0 millions XPF,
  - dont 200 millions XPF pour le fonctionnement et 22,0 millions XPF
- pour les actions d'insertion,
- l'association ACTIVE 39,2 millions XPF,
  - dont 26 millions XPF pour les chantiers d'insertion et 13,2 millions



- XPF pour les actions diverses,
- l'association l'Accueil pour la réinsertion des personnes sans domicile fixe par le travail de produits agricoles 10,0 millions XPF.
- 
- a) **Les chantiers de jeunes :**  
**140 millions XPF** pour la réalisation de chantiers de jeunes dont 50 millions XPF financés par VALE Nouvelle-Calédonie et 40,0 millions XPF sur CD 2011-2015.
- b) **Les actions d'insertion du contrat d'agglomération 2011-2015 :**  
**115,9 millions XPF** pour la participation provinciale aux actions menées par les communes de l'agglomération dans le cadre du développement social urbain sur CA 2011-2015.
- c) **Les stages d'insertion :**  
**85 millions XPF** pour les stages d'insertion au titre des programmes SAFIR, PILOT et Job d'été.
- d) **Les autres opérations :**  
**27 millions XPF** de crédits comprenant :
  - les frais communs 25 millions XPF,
    - pour l'organisation de sessions collectives d'insertion et la mise en place
    - d'ateliers facilitant l'insertion professionnelle
  - les actions de prévention de la délinquance et de maintien de la sécurité et de la tranquillité publique sur CPEC 2011-2015 2 millions XPF.

**Article CX. L'agriculture**

- **535,9 millions XPF** de crédits prévus en 2012.
- Les crédits sont répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

**Article CXI. 388,7 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- la Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie (CANC) 96,0 millions XPF,
- l'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA) 93,5 millions XPF,
- l'Association Interprovinciale des Centres Agricoles (AICA) 89,0 millions XPF,
- l'aide à l'organisation des courses hippiques 21,5 millions XPF,
- la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) 10,0 millions XPF,
- les éleveurs bovins pour l'aide à la création de pâturages améliorés 10,0 millions XPF.

- 
- 
- 
- 
- 
- 

a) **L'Institut Agronomique Calédonien (IAC) :**

**Article CXII. 75 millions XPF** pour son fonctionnement, au titre du projet de CDI 2011-2015.

**Article CXIII.**

a) **Les autres opérations :**

**Article CXIV. 72,2 millions XPF** de crédits répartis comme suit :

- la protection sociale des exploitants agricoles 25,0 millions XPF,
- les frais communs relatifs à l'agriculture 21,7 millions XPF,
  - dont 20,0 millions XPF pour l'aide aux soins vétérinaires des animaux de rente,
- diverses études dans le domaine agricole 20,5 millions XPF,

- la promotion des marchés broussards 5,0 millions XPF.

Article CXV. **La formation**

- **291,9 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :
  - les subventions 144,7 millions XPF,
    - dont 132 millions XPF pour l'Ecole de la deuxième chance,
  - l'organisation de stages de formation 130,0 millions XPF,
  - les frais communs 14,3 millions XPF,
    - pour des actions de formation en faveur des professionnels du tourisme
    - ainsi que des PME dans le cadre des appels d'offres de grands chantiers calédoniens,
  - le pilotage et l'évaluation de politiques publiques dans le cadre du
    - volet intercommunal du CA 2011-2015 2,9 millions XPF.

Article CXVI. **L'expansion générale**

- **277,1 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes.

a) **Les subventions :**

Article CXVII. **259 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris 90,0 millions XPF,
- les radios associatives 55,0 millions XPF,
- l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) 35,0 millions XPF,
- l'association Nouméa centre-ville 15,3 millions XPF,
- l'Agence de Développement de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) 13,7 millions XPF,
- l'association Nouvelle-Calédonie Initiative (NCI) pour le soutien à la
  - plate-forme d'initiative locale (PFIL) 12,0 millions XPF.

a) **Les autres interventions :**

Article CXVIII. **18,1 millions XPF** de crédits pour les principales actions suivantes :

- la participation à la SAEM Promosud au titre de l'organisation des
  - Master HEC 10,0 millions XPF,
- la participation à la tenue de deux cycles annuels de formation de chefs
  - d'entreprises et de cadres dirigeants assurés par des enseignants d'HEC Paris 6,5 millions XPF.

Article CXIX. **La pêche et l'aquaculture**

- **139,2 millions XPF** de crédits prévus en 2012. Ces crédits sont répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CXX. **65,2 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- l'aide à l'exploitation des pêcheurs professionnels 20,0 millions XPF,
- l'ERPA, 15,0 millions XPF,
- l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) 12,0 millions XPF,
- les aquaculteurs producteurs de juvéniles d'holothuries 10,0 millions XPF.

a) **La technopole ADECAL :**

52,5 millions XPF de crédits allouées à l'ADECAL au titre de la participation provinciale au fonctionnement d'une technopole regroupant le centre calédonien de transfert en aquaculture marine, le centre technique de l'aquaculture, la ferme de Poum et le programme ZONECO.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet de CDI 2011-2015.

b) **Les études :**

Article CXXI. 21,5 millions XPF de crédits dont 20,0 millions XPF d'études relatives à l'appui technique assuré par l'institut vietnamien RIA3 pour les filières crabes de palétuviers, picots rayés, holothuries et langoustes.

Article CXXII. **Le fonctionnement des stations provinciales**

• 17,2 millions XPF comprenant :

- la station zootechnique de Port-Laguerre 10,1 millions XPF,
- la pépinière de Port-Laguerre 4,1 millions XPF,
- la station maraîchère et horticole de Saint-Louis. 3,0 millions XPF,

Article CXXIII. **Les participations financières**

- 5,5 millions XPF au titre du paiement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) au taux de 13,25% sur les dividendes et jetons de présence versés par la SAVEXPRESS et la SHN.

(i) **LES TRANSPORTS ET COMMUNICATION**

1,445 milliard XPF répartis sur les programmes et opérations suivantes.

Article CXXIV. **Le transport public terrestre**

- 714,8 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les transports publics suburbains :**

Article CXXV. 692 millions XPF de crédits pour le fonctionnement du réseau de transport publics géré par le Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) et comprenant notamment :

- la compensation du déficit d'exploitation du réseau de transports
- suburbains exploité par CARSUD 642 millions XPF,
- la prise en charge de frais de personnel 30 millions XPF,
- la compensation financière du GIE KARUIA pour l'utilisation des arrêts
  - de bus suburbains par CARSUD 10 millions XPF,
- les frais d'entretien et de réparation des arrêts bus 10 millions XPF.

a) **Les autres opérations :**

Article CXXVI. 22,8 millions XPF de crédits comprenant :

- la mise en place de l'Autorité Organisatrice des Transports dans le
  - cadre du volet intercommunal du CA 2011-2015 11,0 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien de la gare routière de Montravel 8,4 millions XPF,
- la participation provinciale au Syndicat Mixte des Transports Interurbains (SMTI) 3,4 millions XPF.

Article CXXVII. Le réseau routier

- **655 millions XPF** de crédits comprenant :
  - l'entretien du réseau provincial 400 millions XPF,
  - l'entretien du réseau territorial, délégué par convention et financé
    - en intégralité par la Nouvelle-Calédonie 235 millions XPF,
  - la réparation de la voirie suite aux accidents 20 millions XPF.
  - 
  -

Article CXXVIII. Les infrastructures aériennes

- **65,1 millions XPF** de crédits comprenant :
  - la gestion et le fonctionnement de l'aéroport de l'Ile des pins 58,4 millions XPF,
  - le fonctionnement de l'aérodrome de Poé 4,1 millions XPF,
  - le fonctionnement de l'aérodrome de Ouatom 2,6 millions XPF.

Article CXXIX. Les infrastructures portuaires

- **10 millions XPF** de crédits pour l'entretien des wharfs et des ouvrages maritimes.

Article CXXX.

Article CXXXI.

Article CXXXII.

*(i)* **L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT**

**1,242 milliard XPF** prévus en 2012, répartis sur les programmes et opérations suivantes.

- 
- Article CXXXIII. L'environnement :
- **805,6 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) Les subventions :

Article CXXXIV. **248,8 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- le Syndicat Mixte des Grandes Fougères 81,0 millions XPF,
- le SIVM Sud 50,0 millions XPF,
  - comprenant :
    1. la gestion du centre de tri 30,0 millions XPF
    2. le traitement des déchets dangereux 20,0 millions XPF
      - financés par une participation de la Nouvelle-Calédonie
      - au titre de la taxe de soutien aux actions de lutte contre
      - les pollutions (TAP),
- l'Association Interprovinciale de Gestion des Centres Agricoles 21,0 millions XPF,
- pour le fonctionnement du Centre de Régulation des Gros Gibiers (CREGG)
- le Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa 20,0 millions XPF,
  - pour le traitement des déchets dangereux financé par la TAP,
- la fédération de la chasse et de la faune sauvage, 15,0 millions XPF,
- la Chambre d'Agriculture pour la collecte et le traitement
  - des produits phytosanitaires périmés, 15,0 millions XPF,
- l'association SCAL' AIR 9,5 millions XPF,
- le Centre d'Initiation à l'Environnement (CIE) 8,7 millions XPF.
- 

a) Le domaine de Déva :

Article CXXXV. **185,8 millions XPF** dont 179,8 millions XPF au titre du marché de prestation avec la SEM MWE ARA comprenant les trois principales actions suivantes :

- la coordination générale du projet et des aménagements, la régulation des

- gros gibiers, la surveillance et le filtrage de l'accès principal du domaine,
- la gestion administrative et financière ainsi que les relations
- avec les prestataires 159,6 millions

XPF,

- la gestion et l'entretien des espaces ouverts et des équipements provinciaux 12,1 millions XPF,
- l'accueil et l'information des visiteurs et la gestion de la maison de Déva 8,0 millions XPF.

•  
a) **Le suivi des projets industriels et miniers du Grand Sud :**

Article CXXXVI. **83,4 millions XPF** de crédits comprenant les principales actions suivantes :

- le suivi environnemental des projets industriels et miniers 61,0 millions XPF,
- la mise en œuvre de la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB) et l'étude des corridors écologiques du Grand Sud, financés en totalité par VALE Nouvelle-Calédonie 22,4 millions XPF.

a) **La surveillance des milieux naturels :**

Article CXXXVII. **43,2 millions XPF** de crédits comprenant les principaux postes suivants :

- le contrôle des espèces envahissantes 13,0 millions XPF,
- le carburant des unités de surveillance 8,0 millions XPF,
- l'entretien et la réparation du matériel et des bateaux 6,0 millions XPF,
- l'alimentation des équipes de surveillance 3,0 millions XPF,
- l'identification des cerfs sauvages capturés et la réalisation d'une expertise sur la chasse 3,0 millions XPF.

a) **Le parc provincial de la rivière-bleue :**

Article CXXXVIII. **38 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du parc dont 15,0 millions XPF pour l'entretien de la voirie et des terrains.

a) **Les actions de conservation et de gestion de la biodiversité :**

Article CXXXIX. **31,6 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- des études sur les espèces protégées 12,0 millions XPF,
- des études sur les espèces envahissantes 5,4 millions XPF,
- une étude sur le tricot rayé 3,6 millions XPF.

•  
a) **Le parc zoologique et forestier :**

Article CXL. **30,4 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du parc dont 8,5 millions XPF pour l'entretien et les réparations, 8,0 millions XPF pour l'alimentation des animaux et 5,5 millions XPF pour l'eau et l'assainissement.

a) **La gestion et l'entretien des aires aménagées du Grand Sud :**

Article CXLI. **25,6 millions XPF** pour la gestion et l'entretien des aires de Netcha, de la Madeleine et des Bois du Sud.

a) **La conservation des espaces naturels**

Article CXLII. **25,4 millions XPF** dans le cadre du projet de CDI 2011-2015 comprenant 19,3 millions XPF pour le programme Forêt sèche et 6,1 millions XPF pour le programme UNESCO.

a) **La gestion des déchets :**

Article CXLIII. **24,7 millions XPF** dont 12,7 millions XPF pour le traitement des déchets dangereux au pyralène, 7,0 millions XPF pour une campagne d'information sur les éco gestes et sur la démarche « Chantier vert » financée à 50% par l'ADEME.

a) **La gestion des aires aménagées du Grand Nouméa :**

**17 millions XPF** dont 12,4 millions XPF pour l'entretien des îlots, des mouillages et des balisages et 2,8 millions XPF pour une étude sur l'avifaune.

b) **La préservation des espèces emblématiques :**

Article CXLIV. **16,8 millions XPF** comprenant notamment

- des études sur le cagou 5,4 millions XPF,
- l'inventaire des dugongs 5,4 millions XPF,
- l'inventaire des oiseaux du grand lagon sud 3,7 millions XPF.

• Les deux dernières actions qui s'élèvent à 9,1 millions XPF sont financées en totalité par VALE Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB).

Article CXLV.

a) **Les installations classées :**

**11,9 millions XPF** pour le suivi et la surveillance des installations classées dont 10,6 millions XPF pour les prestations de la Direction des Mines et de l'Energie.

b) **Les autres opérations :**

- **22,9 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :
- les aires d'intérêts majeurs 9,0 millions XPF,
- les frais d'enquêtes relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) 6,0 millions XPF,
- la promotion de la marque « ENVOL » dans le cadre des actions relatives au développement durable, financée à 50% par l'ADEME 2,0 millions XPF,
- la réhabilitation des sites dégradés 2,0 millions XPF,
- l'actualisation du code de l'environnement et la rédaction d'un guide de la réglementation environnementale 1,2 million XPF,
- les actions de sensibilisation à l'environnement 1,0 million XPF,
- divers actions relatives à la gestion de la ressource en eau, de la réhabilitation des sites miniers et des aires aménagées Nord 1,7 millions XPF.

Article CXLVI. **Le développement forestier**

- **191,5 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CXLVII. **186,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- le fonctionnement de l'opérateur forestier 170,0 millions XPF,
  - dont 70,0 millions XPF pour la rémunération des agents détachés,
- l'aide à l'entretien des plantations forestières sur terres coutumières à l'Ile des Pins 9,5 millions XPF,

- l'ERPA pour l'aide au transport des bois bruts transformés 7,0 millions XPF.

a) **Le reboisement :**

Article CXLVIII. **5 millions XPF** pour l'achat de plants forestiers destinés au reverdissement des sites dégradés.

Article CXLIX. **L'urbanisme :**

- **175,4 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :
  - les subventions 152,0 millions XPF,
    - dont 150 millions XPF au titre de l'accompagnement de la province pour la gestion des infrastructures communales,
  - diverses études relatives aux aménagements urbains 10,3 millions XPF,
    - dont 5,3 millions XPF concernant les plans d'urbanisme directeur des communes,
  - les actions du volet intercommunal du CA 2011-2015 9,2 millions XPF,
    - dont 7,1 millions XPF pour la mission d'observatoire urbain réalisée par le SIGN et 2,1 millions XPF pour le projet de renouvellement urbain,
  - la réalisation d'une étude relative à la réglementation urbanistique 3,8 millions XPF.

Article CL. **Les cours d'eau**

- **70 millions XPF** pour l'entretien des cours d'eau dont 50 millions XPF pour le compte de l'APICAN et 20 millions XPF pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.
- Cette dépense est financée par une recette équivalente de l'APICAN et de la Nouvelle-Calédonie.

(i) **LA CULTURE, LA JEUNESSE, LES SPORTS ET LES LOISIRS**

**853,9 millions XPF** de crédits prévus en 2012, répartis sur les programmes et opérations suivantes :

Article CLI. **La culture**

- **288 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CLII. **212,8 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- le conservatoire de musique de Nouvelle-Calédonie 40 millions XPF,
- la bibliothèque Bernheim 40 millions XPF,
- l'aide à la production audiovisuelle et cinématographique 30 millions XPF,
- le théâtre de l'île 20 millions XPF,
- divers subventions non affectées en faveur des associations œuvrant dans le domaine culturel 12 millions XPF,
- l'Agence de Développement de la culture Kanak 10 millions XPF.

a) **La création et la diffusion de la musique :**

Article CLIII. **13 millions XPF** de crédits pour les principales actions suivantes :

- le festival « Les voix du sud » 4,7 millions XPF,
- la participation à la fête de la musique 3,0 millions XPF,
- l'aide à la création musicale 2,1 millions XPF,
- l'organisation d'une manifestation musicale hors du Grand Nouméa 2,0 millions XPF.

a) **La création et la diffusion audiovisuelle :**

Article CLIV. **12,4 millions XPF** pour les opérations audiovisuelles dont 4,6 millions XPF pour l'opération « Collège au cinéma », 4,3 millions XPF pour l'opération « Je VO cinéma » et 2,7 millions XPF pour l'opération « Cinébrousse ».

Article CLV.

a) **La formation artistique :**

Article CLVI. **11,3 millions XPF** dont 10,3 millions XPF pour les bourses d'enseignement artistique et 1,0 millions XPF pour une formation dans le domaine de la danse.

a) **Les autres opérations :**

Article CLVII. **38,5 millions XPF** de crédits pour les opérations suivantes :

- les animations culturelles diverses 9,2 millions XPF
  - dont 3,5 millions XPF pour l'achat de tickets de concerts
  - en faveur des plus démunis
- la création et la diffusion des cultures urbaines 8,5 millions XPF,
- le fonctionnement du bureau d'accueil de tournage 6,4 millions XPF,
- les actions en faveur des publics spécifiques 4,7 millions XPF,
- la création et la diffusion du livre et de la lecture 3,9 millions XPF,
- la création et la diffusion des arts plastiques 3,0 millions XPF,
- l'éducation artistique et culturelle 2,7 millions XPF.

Article CLVIII. **Les sports**

- **247,2 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CLIX. **149,5 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires et actions suivants :

- le soutien aux associations et clubs sportifs 70,0 millions XPF,
- l'aide à l'organisation de grandes manifestations sportives 18,2 millions XPF,
- les aides exceptionnelles aux associations et clubs sportifs 12,0 millions XPF,
- les aides aux sportifs 10,0 millions XPF.

a) **Les sentiers de randonnées :**

Article CLX. **23,3 millions XPF** pour la gestion et l'entretien des sentiers de randonnées.



a) **Les actions en faveur de la pratique du sport :**

Article CLXI. **18,4 millions XPF** dont 6,7 millions XPF pour la vacation et les charges sociales des animateurs sportifs

Article CLXII. et 3,1 millions XPF pour les frais de transport.

Article CLXIII.

a) **Les actions du contrat d'agglomération 2011-2015 :**

Article CLXIV. **17,9 millions XPF** pour les actions de prévention et d'intégration par la pratique sportive.

Article CLXV.

a) **Le centre des activités nautiques (CAN) :**

Article CLXVI. **17,7 millions XPF** pour le fonctionnement du centre et l'entretien du matériel.

Article CLXVII.

a) **Les autres opérations :**

Article CLXVIII. **20,3 millions XPF** pour l'entretien des sites sportifs suivants :

- les boucles de Déva 10,0 millions XPF,
- les boucles de Netcha 7,0 millions XPF,
- le site d'escalade de Téréka 3,3 millions XPF.

Article CLXIX. **La jeunesse**

- **230,2 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CLXX. **165,3 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires et actions suivants :

- l'aide aux associations pour l'organisation de centres de vacances et de loisirs et d'actions de formation 63,0 millions XPF,
- les aides aux vacances pour les enfants boursiers 40,0 millions XPF,
- l'association Pass Citoyen pour le dispositif Carte Jeunes 30,0 millions XPF,
- l'aide aux associations œuvrant en faveur de la jeunesse 23,7 millions XPF.

a) **Les autres opérations :**

Article CLXXI. **64,9 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- le fonctionnement du centre d'accueil permanent (CAP) de Poé 51,5 millions XPF,
  - dont 17,5 millions XPF pour l'alimentation, 17 millions XPF pour le gardiennage, la restauration et 7 millions XPF pour l'entretien et le nettoyage des bâtiments,
- les actions globalisées pour la jeunesse 4,5 millions XPF,
- la politique de la jeunesse 4,5 millions XPF,
- l'organisation du carrefour vacances. 4,4 millions XPF.

Article CLXXII. **Le patrimoine**

- **88,5 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

a) **Les subventions :**

Article CLXXIII. **69 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- l'institut d'archéologie de Nouvelle-Calédonie et du pacifique 22,5 millions XPF,
- l'association Marguerite 15,0 millions XPF,
- le musée de l'histoire maritime 10,0 millions XPF,
- l'académie des langues kanak 6,0 millions XPF,
- la participation au fonctionnement et aux actions de diverses associations œuvrant pour la sauvegarde du patrimoine 5,5 millions XPF.

•  
•  
•  
•  
a) **Les autres opérations :**

Article CLXXIV. **19,5 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- la valorisation du patrimoine bâti et la sensibilisation à sa sauvegarde 5,0 millions XPF,
- la réalisation d'une exposition sur le 70<sup>ème</sup> anniversaire de l'arrivée des  
• Américains en Nouvelle-Calédonie et l'achèvement des archives orales 4,5 millions XPF,
- la réalisation d'expositions temporaires relatives à la conservation et à  
• la sauvegarde du patrimoine 4,0 millions XPF,
- la gestion des collections provinciales 3,7 millions XPF,
- la valorisation du patrimoine muséographique et la sensibilisation à sa  
• sauvegarde 2,3 millions XPF.

(i) **L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS**

**540,9 millions XPF** répartis sur opérations suivantes.

Article CLXXV. **La communication et l'information**

Article CLXXVI. Avec la nouvelle instruction comptable M52 et pour une plus grande transparence, les actions de communication et d'information antérieurement répartis sur les différents programmes sont désormais regroupées au sein du programme 02 – « Institutions », opération « Communication-Information » du chapitre 930 – « Administration générale ».

Cette présentation globalisée des actions de communications et d'informations permettent une meilleure lisibilité budgétaire ainsi qu'une souplesse dans la gestion des crédits.

Pour l'exercice 2012, les crédits relatifs à la communication s'élèvent à **238,1 millions XPF** répartis sur les principales actions suivantes :

- la réalisation des magazines Horizon Sud et Tazar 31,0 millions XPF,
- les dispositifs en faveur des populations défavorisées 30,0 millions XPF,
- la jeunesse et l'éducation 28,5 millions XPF,
- l'organisation de journées et de salon 10,8 millions XPF,
- les dispositifs relatifs à l'habitat 8,0 millions XPF.
- l'animation du site internet provincial, du site des jeunes et de l'intranet 6,5 millions XPF,
- la réalisation de l'agenda provincial 6,0 millions XPF,
- le développement de l'e-administration 6,0 millions XPF,
- l'amélioration des conditions de déplacement 5,0 millions XPF,
- la sylviculture 5,0 millions XPF.

Article CLXXVII. **Les subventions**

- **143,7 millions XPF** de crédits comprenant notamment :
  - la participation aux missions de protection des personnes et de  
• surveillance des bâtiments 115,0 millions XPF,
  - les subventions au titre des relations publiques 12,0 millions XPF,

- l'amicale des personnels de la province Sud 8,0 millions XPF,
- les subventions aux communes pour la gestion des débits de boissons 5,7 millions XPF.

Article CLXXVIII. **Les relations publiques**

- 25 millions XPF de crédits pour diverses actions relevant des relations publiques.

Article CLXXIX. **Les autres opérations :**

Article CLXXX. **32,8 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- la coopération régionale 20,0 millions XPF,
- l'entretien des terrains provinciaux non bâtis 7,1 millions XPF,
- l'entretien et la gestion du domaine public maritime 5,7 millions XPF.

Article CLXXXI. **– LES CHARGES FINANCIERES**

(i) **LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS**

Les remboursements en capital s'élèvent pour 2012 à **1,092 milliard XPF** contre 912 millions XPF en 2011 soit une progression de +180,0 millions XPF (+20%).

Cette progression s'explique pour partie par la mobilisation d'emprunts sur l'exercice 2011 pour un montant total de 3,2 milliards XPF auprès des établissements suivants :

- Société Générale Calédonienne de Banque 1,5 milliard XPF,
- Agence Française de Développement 1,2 milliard XPF,
- DEXIA CLF Banque 0,5 milliard XPF.

Les remboursements de la dette en place représentent 972 millions XPF.

Le solde, soit 120 millions XPF, concernent la dette à mobiliser en 2012 dont 2,4 milliards XPF auprès de l'Agence Française de Développement (AFD).

Les intérêts des emprunts s'élèvent à **566,1 millions XPF** pour l'exercice 2012 contre 453 millions XPF en 2011, soit une hausse de 25%.

Sur cette enveloppe, 456,1 millions XPF concernent les intérêts de la dette mobilisée à ce jour dont 81 millions XPF au titre des intérêts courus non échus de l'exercice 2012.

Le solde soit 110 millions XPF correspond au règlement des intérêts sur les mobilisations 2012.

La répartition des crédits entre dette en place et à mobiliser se présente comme suit :

	CAPITAL	INTERÊTS	ANNULTE
<b>DETTE EN PLACE</b>	<b>972 000 000</b>	<b>456 120 000</b>	<b>1 428 120 000</b>
AFD	582 000 000	168 000 000	750 000 000
CDC	102 000 000	62 000 000	164 000 000
CENC	81 000 000	32 000 000	113 000 000
DEXIA CLF	107 000 000	52 120 000	159 120 000
SGCB	100 000 000	31 000 000	131 000 000
intérêts courus non échus	0	81 000 000	81 000 000
provision pour variation de taux	0	30 000 000	30 000 000
<i>variation 2011-2012</i>	<i>60 000 000</i>	<i>3 120 000</i>	<i>63 120 000</i>
<b>MOBILISATION 2012</b>	<b>120 000 000</b>	<b>110 000 000</b>	<b>230 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 092 000 000</b>	<b>566 120 000</b>	<b>1 658 120 000</b>

## **(ii) LA LIGNE DE TRESORERIE**

Les intérêts prévus au titre de la ligne de trésorerie souscrite auprès de la SGCB s'élèvent à **75 millions XPF**, contre 63 millions XPF en 2011 soit une hausse de 19%.

Cette progression s'explique par le relèvement de la marge bancaire au titre de la ligne de trésorerie à 4,3 milliards XPF et par un risque de tendance à la hausse des taux sur l'année 2012.

## **Section CLXXXI.2 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE**

### **(i) LES AMORTISSEMENTS**

La dotation aux amortissements 2012 est estimée à 3,8 milliards XPF.

Faute de dégager un autofinancement suffisant, une première fraction de **956,9 millions XPF** est proposée pour l'amortissement des subventions d'équipements versées et des frais d'études et de recherches en faveur de tiers.

Budgétairement, la contrepartie de la dotation aux amortissements qui est constaté en recettes sur la section d'investissement se caractérise par une dépense sur la section de fonctionnement. Cette proposition apparait donc comme suit :

- **en recette** de la section d'investissement, au chapitre 926 « transfert entre les sections » ;
- **en dépense** de la section de fonctionnement, au chapitre 946 « transfert entre les sections ».

### **(ii) LES RECLASSEMENTS COMPTABLES**

**506 millions XPF** sont prévus au titre des reclassements comptables suivants :

- les avances opérées dans le cadre des aides individuelles habitat social 500 millions XPF
  - reclassées :
- en subventions à hauteur de 350 millions XPF
- en prêts à hauteur de 150 millions XPF,
  - l'avance opérée en faveur de la SEM de Tina 6 millions XPF
  - reclassée en immobilisations corporelles.
  -

## **Section CLXXXI.3 – L'AUTOFINANCEMENT**

L'autofinancement constitue la part des recettes de fonctionnement disponible pour financer les investissements directs.

En conséquence, ce solde comprend, à minima, les dotations aux amortissements qui constituent l'autofinancement obligatoire.

Au budget primitif 2012, la province Sud a dégagé **956,9 millions XPF d'épargne** soit un niveau d'épargne de 2,11%.

La collectivité ne couvre que partiellement l'autofinancement obligatoire qui s'élève à 3,8 milliards XPF. Cet autofinancement sera donc réajusté dans le cadre des prochaines décisions modificatives.

La structure de financement du budget primitif 2012 se présente comme suit :

RECETTES	BP 2012		BP 2011		Var. BP à BP %
	INV	FONC	INV	FONC	
RESSOURCES REELLES	6 481 398 680	45 287 523 008	4 829 976 143	43 957 560 302	6%
EMPRUNTS	5 200 000 000		3 000 000 000		73%
AUTOFINANCEMENT	956 959 416	-956 959 416	3 140 000 000	-3 140 000 000	-70%
<b>TOTAL</b>	<b>12 638 358 096</b>	<b>44 330 563 592</b>	<b>10 969 976 143</b>	<b>40 817 560 302</b>	<b>10%</b>

DEPENSES	BP 2012		BP 2011		Var. BP à BP %
	INV	FONC	INV	FONC	
INVESTISSEMENTS DIRECTS	11 546 358 096		10 057 976 143		15%
DEPENSES DE GESTION		43 689 443 592		40 301 560 302	8%
EMPRUNTS	1 092 000 000	641 120 000	912 000 000	516 000 000	21%
<b>TOTAL</b>	<b>12 638 358 096</b>	<b>44 330 563 592</b>	<b>10 969 976 143</b>	<b>40 817 560 302</b>	<b>10%</b>

## Article CLXXXII. TITRE II – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES

Par délibération N° 63-2010/APS du 21 décembre 2010, l'assemblée de province s'est dotée d'un règlement budgétaire et financier valable pour la durée de la mandature.

Ce règlement budgétaire et financier fixe les règles de gestion applicables à la province Sud pour la gestion pluriannuelle et financière des crédits avec notamment les modalités de vote, d'affectation, d'engagement et de caducité des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE).

Dans son titre V, ce règlement budgétaire et financier précise, qu'à chaque session budgétaire, un état récapitulatif des autorisations de programmes et d'engagement est joint en annexe des rapports de présentation des documents budgétaires (budget primitif, budget supplémentaire et décision modificative).

Cette annexe présente les évolutions proposées en matière d'engagements pluriannuels. Elle présente donc les ouvertures, les ajustements et les clôtures d'AP et d'AE.

A ce titre, les ouvertures, ajustements et clôtures d'autorisations de programmes et d'engagement dans le cadre du budget primitif 2012 se présentent comme suit par programme :

### (i) LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

#### → Les ouvertures

PROG.	N° AP	Libellé de l'AP	DIR	CHAPITRE	Ouv. AP - BP 2012
	01-2012-2	CARTOGRAPHIE	DPM	900	15 000 000
	01-2012-3	FONDS DOCUMENTAIRES	DPM	900	40 500 000
	01-2012-4	EQUIPEMENTS GLOBALES DE LA COLLECTIVITE	DPM	900	755 000 000
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>810 500 000</b>
	07-2012-1	COLLEGE DE DUMBEA SUR MER 2	DES	902	2 500 000 000
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>2 500 000 000</b>
	15-2012-1	CENTRE EQUESTRE DE DEVA	DJS	903	12 000 000
	15-2012-2	SENTIERS DE RANDONNEES	DJS	903	1 000 000
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>					<b>13 000 000</b>
	19-2012-1	FOYER POUR JEUNES TRAVAILLEURS ET POUR PERSONNES AGEES	DL	905	238 700 000
	19-2012-2	FOYER DE L'ENFANCE ET MAISON DE SANTE DE KOUTIO	DASS	905	709 000 000
	19-2012-3	FOYER DE L'ENFANCE ET MAISON DE SANTE DE KOUTIO	DPM	905	170 000 000
<b>PROGRAMME 19 - MEDICO-SOCIAL</b>					<b>1 117 700 000</b>
	20-2012-1	CENTRES MEDICO-SOCIAUX	DPM	904	108 000 000
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>					<b>108 000 000</b>
	21-2012-1	TRAVAUX SUR VOIRIE AVANT RETROCESSION	DEPS	908	210 000 000
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>					<b>210 000 000</b>
	25-2012-1	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DPM	907	160 000 000
	25-2012-2	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DC	907	150 000 000
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>					<b>310 000 000</b>
	26-2012-1	SCHEMA D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	DEPS	907	30 000 000
<b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>					<b>30 000 000</b>
	27-2012-1	ZAC DE DUMBEA SUR MER	DEPS	907	90 000 000
<b>PROGRAMME 27 - ZIZA-ZAC</b>					<b>90 000 000</b>
	38-2012-1	DESTINATION GRAND SUD	DFFE	909	65 000 000
<b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>					<b>65 000 000</b>
	45-2012-1	SECURITE ET ORDRE PUBLIC - CONTRIBUTIONS	DEPS	901	82 529 173
	45-2012-2	CULTURE JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS - CONTRIBUTIONS	DEPS	903	15 000 000
	45-2012-3	TRANSPORT ET COMMUNICATION - CONTRIBUTIONS	DEPS	908	1 229 295 359
	45-2012-4	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT - CONTRIBUTIONS	DEPS	907	684 667 587
	45-2012-5	ECONOMIE - CONTRIBUTIONS	DEPS	909	85 749 958
	45-2012-6	CS-ROUTE DE FEBRIS	DEPS	924032	100 000 000
	45-2012-7	CS-RTE DES ARTIFICES ACCES IMMEUBLE ADMINISTRATIF PSUJ	DEPS	924018	250 000 000
	45-2012-8	CS-AQUARIUM DE NOUMEA	DEPS	924033	62 460 624
	45-2012-9	CPEC-RM22 REALISATION VOIES COMMUNALES	DEPS	924017	6 138 856
	45-2012-10	PROTECTION DU PATRIMOINE BATI DE L'ILE DES PINS	DC	924034	100 000 000
	45-2012-14	AMENAGEMENT DE L'ACCUEIL TOURISTIQUE EN BAIE DE KUTO	DEPS	909	50 000 000
	45-2012-15	COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC	DJS	903	19 000 000
	45-2012-16	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DJS	924010	91 176 039
	45-2012-19	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DDR	909	50 000 000
	45-2012-20	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DASS	904	25 000 000
	45-2012-21	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DASS	905	25 000 000
	45-2012-22	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DFFE	906	25 000 000
	45-2012-23	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DFFE	909	25 000 000
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>					<b>2 926 017 596</b>

PROG.	N° AP	Libellé de l'AP	DIR	CHAPITRE	Ouv. AP - BP 2012
	46-2012-1	SITES DEGRADES	DDR	924027	300 000 000
	46-2012-2	SITES MINIERES	DDR	924003	15 000 000
	46-2012-3	REHABILITATION DES RETENUES COLLINAIRES	DDR	924030	150 000 000
	46-2012-4	AMEN. PAYSAG. EMBEL. SITE TOURIST. CULTUREL	DEPS	924004	25 000 000
	46-2012-5	IMMEUBLE FLIZZ	DC	924035	100 000 000
	46-2012-6	RESTAURATION ET AMENAGEMENT SITE DE FONHWARY	DC	924036	100 000 000
	46-2012-7	ECOLE D'ARTS	DC	924023	180 000 000
	46-2012-9	CHAPELLE DE OUARA	DC	924009	20 000 000
	46-2012-10	EQUIPEMENTS SPORTIFS - TRIBUS	DJS	924028	100 000 000
	46-2012-11	RENOVATION DES FOYERS (TIERS)	DASS	924040	12 000 000
<b>PROGRAMME 46 - TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>					<b>1 002 000 000</b>
<b>TOTAL</b>					<b>9 182 217 596</b>

→ Les ajustements

PROG	N° AP	Libellé de l'AP	DIR	Montant AP	AJUST.AP - BP12	Montant AP ajustée
	01-2006-3	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	DPM	5 952 500 000	-530 000 000	5 422 500 000
	01-2006-7	INFORMATIQUE	DSI	1 981 263 201	521 378 522	2 502 641 723
	01-2007-2	ANTENNES PROVINCIALES	DPM	255 000 000	-141 444 629	113 555 371
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>				<b>8 188 763 201</b>	<b>-150 066 107</b>	<b>8 038 697 094</b>
	07-2006-1	TOUTS COLLEGES	DES	1 213 960 784	750 000 000	1 963 960 784
	07-2006-5	COLLEGE DE PALTA	DES	62 000 000	44 000 000	106 000 000
	07-2006-9	COLLEGE BAUDOUX	DES	276 500 000	118 000 000	394 500 000
	07-2006-12	COLLEGE DE BOURAIL	DES	116 932 000	48 000 000	164 932 000
	07-2006-18	COLLEGE DE KOUTIO	DES	37 000 000	38 000 000	75 000 000
	07-2006-20	COLLEGE DE LA FOA	DES	147 000 000	20 000 000	167 000 000
	07-2008-2	CABLAGE INFORMATIQUE DES COLLEGES	DES	66 000 000	60 000 000	126 000 000
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>				<b>1 919 392 784</b>	<b>1 078 000 000</b>	<b>2 997 392 784</b>
	13-2006-1	BOULANGERIE DE NOUMIIE	DC	128 337 413	63 583 634	191 921 047
	13-2006-2	KO WE KARA	DC	336 406 374	-23 629 814	312 776 560
	13-2006-3	CHATEAU HAGEN	DC	317 531 669	70 000 000	387 531 669
	13-2009-1	MUSEE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	DC	935 174 826	-800 000 000	135 174 826
<b>PROGRAMME 13 - PATRIMOINE</b>				<b>1 717 450 282</b>	<b>-690 046 180</b>	<b>1 027 404 102</b>
	15-2006-2	STADE DU PLGC	DJS	617 898 172	6 793 900	624 692 072
	15-2006-4	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	DJS	543 727 600	65 000 000	608 727 600
	15-2009-1	VILLAGE DES JEUX	DJS	180 000 000	3 600 000	183 600 000
	15-2010-1	LES BOUCLES DE NETCHA	DJS	47 000 000	1 100 000	48 100 000
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>				<b>1 388 625 772</b>	<b>76 493 900</b>	<b>1 465 119 672</b>
	18-2006-1	HABITAT SOCIAL	DI	29 592 427 190	-532 000 000	29 060 427 190
<b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>				<b>29 592 427 190</b>	<b>-532 000 000</b>	<b>29 060 427 190</b>

PROG	N° AP	Libellé de l'AP	DIR	Montant AP	AJUST.AP - BP12	Montant AP ajustée
	20-2006-6	CMS DE BOULARI	DASS	156 784 744	73 604 766	230 389 510
	20-2009-1	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	DASS	540 000 000	-170 616 394	369 383 606
	20-2011-3	EQUIPEMENTS MEDICAUX	DASS	52 000 000	148 000 000	200 000 000
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>				<b>748 784 744</b>	<b>50 988 372</b>	<b>799 773 116</b>
	21-2006-2	DESSERTS QUARTIERS DE DUCOS	DEPS	1 880 500 000	-560 000 000	1 320 500 000
	21-2006-3	AMENAGEMENT DIVERS DU RESEAU ROUTIER	DEPS	1 332 300 000	78 191 940	1 410 491 940
	21-2006-5	AMENAGEMENT DES ROUTES DU GRAND SUD	DEPS	1 844 706 505	-345 444 495	1 499 262 010
	21-2006-6	RP1 - ROUTE DU SUD	DEPS	3 334 609 617	101 000 000	3 435 609 617
	21-2006-11	VOIES EXPRESS	DEPS	409 154 637	-106 994 942	302 159 695
	21-2007-3	SAV2-LIAISON NOUVELLE PAITA - TONTOUTA	DEPS	50 000 000	-37 082 796	12 917 204
	21-2007-4	VDE3-LIAISON NOUVELLE BOULARI-LA COULIFFE	DEPS	40 000 000	-26 730 149	13 269 851
	21-2009-1	RF5	DEPS	130 000 000	90 000 000	220 000 000
	21-2010-1	AMEL CONDIT° CIRCULAT° ENTREE DE VILLE DE NEA	DEPS	4 505 000 000	700 000 000	5 205 000 000
	21-2010-2	AMENAG URBAINS ROUTES PROV. DANS L'AGGLOMERAT° GD NEA	DEPS	2 295 000 000	-1 700 000 000	595 000 000
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>				<b>15 821 270 759</b>	<b>-1 807 060 442</b>	<b>14 014 210 317</b>
	24-2006-3	OUVRAGES MARITIMES LAGON SUD	DEPS	315 000 000	146 971 412	461 971 412
<b>PROGRAMME 24 - INFRASTRUCTURE PORTUAIRE</b>				<b>315 000 000</b>	<b>146 971 412</b>	<b>461 971 412</b>
	25-2006-2	SITES DEGRADES NC	DDR	114 000 000	-76 958 439	37 041 561
	25-2006-5	AMENAGEMENT DES AIRES TERRESTRES	DENV	182 000 000	2 421 602	184 421 602
	25-2006-7	BATEAUX DE SURVEILLANCE	DENV	118 676 185	30 000 000	148 676 185
	25-2006-8	SENTIERS DE RANDONNEE	DENV	333 834 858	27 046 853	360 881 711
	25-2006-10	SITES MINIERS NC	DENV	157 000 000	-12 702 472	144 297 528
	25-2006-11	SITES DEGRADES NC	DENV	16 000 000	-4 000 018	11 999 982
	25-2007-1	SUIVI DES PROJETS INDUSTRIELS & MINIERS	DENV	213 000 000	-53 675 374	159 324 626
	25-2007-2	ILLOT DE LA ROCHE PERCEE	DENV	170 000 000	-56 285 150	113 714 850
	25-2007-4	AIRES PROTEGEES TERRESTRES - INVENTAIRES	DENV	50 600 000	-3 700 860	46 899 140
	25-2010-1	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DENV	302 000 000	-206 062 830	95 937 170
	25-2011-6	SITES MINIERS NC	DDR	35 000 000	-12 000 000	23 000 000
	25-2011-8	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DDR	236 000 000	120 000 000	356 000 000
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>				<b>1 928 111 043</b>	<b>-245 916 688</b>	<b>1 682 194 355</b>
	26-2006-1	AMENAGEMENT DU GRAND SUD	DEPS	60 500 000	-10 001 633	50 498 367
	26-2006-5	ETUDES - AMENAGEMENTS URBAINS	DEPS	80 000 000	-35 176 660	44 823 340
	26-2011-4	ASSAINISSEMENT LOTISSEMENT DU CALVAIRE	DENV	100 000 000	-94 000 000	6 000 000
<b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>				<b>240 500 000</b>	<b>-139 178 293</b>	<b>101 321 707</b>
	27-2006-1	ZI DE DUCOS	DPM	600 000 000	60 000 000	660 000 000
<b>PROGRAMME 27 - ZI ZA-ZAC</b>				<b>600 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>660 000 000</b>
	29-2006-1	HYDRAULIQUE AGRICOLE	DENV	277 000 000	-127 409 112	149 590 888
	29-2011-1	HYDRAULIQUE AGRICOLE	DDR	148 000 000	50 000 000	198 000 000
<b>PROGRAMME 29 - AMENAGEMENT RURAL</b>				<b>425 000 000</b>	<b>-77 409 112</b>	<b>347 590 888</b>
	30-2007-1	HARMONISATION DES TRANSPORTS PUBLICS	DEPS	191 500 000	-129 317 452	62 182 548
<b>PROGRAMME 30 - TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>				<b>191 500 000</b>	<b>-129 317 452</b>	<b>62 182 548</b>
	34-2006-1	INDUSTRIE TOURISTIQUE	DEFF	250 000 000	10 000 000	260 000 000
	34-2006-4	CAEI - INDUSTRIE & COMMERCE	DEFF	1 002 239 186	203 749 575	1 205 988 761
	34-2006-5	CAEI - SECTEUR MARITIME	DDR	354 690 495	91 941 002	446 631 497
	34-2006-6	CAEI - SECTEUR RURAL	DDR	2 248 589 486	231 623 822	2 480 213 308
	34-2006-7	CAEI - TOURISME	DEFF	535 768 276	150 000 000	685 768 276
<b>PROGRAMME 34 - SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>				<b>4 391 287 443</b>	<b>687 314 399</b>	<b>5 078 601 842</b>
	35-2011-1	FERME PLOTE PISCICOLE	DDR	15 000 000	-1 875 000	13 125 000
<b>PROGRAMME 35 - PECHE ET AQUACULTURE</b>				<b>15 000 000</b>	<b>-1 875 000</b>	<b>13 125 000</b>
	38-2006-1	SITES TOURISTIQUES OU CULTURELS NC	DEPS	501 000 000	-89 570 000	411 430 000
<b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>				<b>501 000 000</b>	<b>-89 570 000</b>	<b>411 430 000</b>
	40-2011-2	SMHSL - EXTENSION DE LA BIOPABRIQUE	DDR	64 000 000	6 000 000	70 000 000
<b>PROGRAMME 40 - STATIONS PROVINCIALES</b>				<b>64 000 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>70 000 000</b>
	45-2006-12	COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC	DEPS	495 000 000	-130 575 000	364 425 000
	45-2006-13	COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC	DENV	1 389 900 000	-112 446 846	1 277 453 154
	45-2006-15	COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC	D.S	589 750 000	-19 000 000	570 750 000
	45-2006-19	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DEPS	2 045 723 690	-600 561 911	1 445 161 779
	45-2006-20	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DENV	1 535 648 217	-26 457 248	1 509 190 969
	45-2006-23	INTERNET A L'ECOLE	DES	174 800 000	165 000 000	339 800 000
	45-2006-24	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DEPS	3 177 037 912	-927 193 786	2 249 844 126
	45-2006-25	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DC	230 900 000	24 500 000	255 400 000
	45-2006-28	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	D.S	467 253 622	-91 176 039	376 077 583
	45-2006-29	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DENV	2 170 500 000	-294 045 422	1 876 454 578
	45-2006-32	FORT TEREMBA	DC	130 000 000	3 440 552	133 440 552
	45-2007-4	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DI	270 000 000	-80 000 000	190 000 000
	45-2008-1	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DEI	1 500 000 000	270 000 000	1 770 000 000
	45-2008-6	CONTRAT PVS-THIO-SIN	DEPS	116 000 000	-56 005 000	59 995 000
	45-2009-2	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DES	62 000 000	-4 202 329	57 797 671
	45-2011-2	COMMUNES - OPERATIONS DU CD	DEPS	1 000 000 000	-500 000 000	500 000 000
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>15 354 513 441</b>	<b>-2 378 723 029</b>	<b>12 975 790 412</b>
<b>TOTAL</b>				<b>83 402 626 659</b>	<b>-4 135 394 220</b>	<b>79 267 232 439</b>



→ Les clôtures

PROG.	N° AP	Libellé de l'AP	DIR	Montant AP	AJUST.AP - BP12	Montant AP ajustée et clôturé
	10-2007-1	CAMPUS UNIV. ET POLE DE SCE A NOUMILLE	DEPS	360 000 000	-358 572 210	1 427 790
<b>PROGRAMME 10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>				<b>360 000 000</b>	<b>-358 572 210</b>	<b>1 427 790</b>
	141-2011-1	MAISON DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE	DC	180 000 000	-180 000 000	0
<b>PROGRAMME 141 - ACCES A LA CULTURE</b>				<b>180 000 000</b>	<b>-180 000 000</b>	<b>0</b>
	142-2011-1	ECOLE D'ARTS DE NOUVELLE-CALÉDONIE	DC	82 500 000	-82 500 000	0
<b>PROGRAMME 142 - CREAT° ARTISTIQUE &amp; CULTURELLE</b>				<b>82 500 000</b>	<b>-82 500 000</b>	<b>0</b>
	15-2006-1	EQUIPEMENTS SPORTIFS - TRIBUS	DJS	181 881 257	-100 000 000	81 881 257
	15-2008-2	MAISON DE LA GYM-POLE DES LANCEURS	DJS	15 430 011		15 430 011
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>				<b>197 311 268</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>97 311 268</b>
	18-2009-1	OPERATIONS D'AMENAGEMENT EN TERRES COUTUMIERES	DEPS	70 000 000		70 000 000
<b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>				<b>70 000 000</b>		<b>70 000 000</b>
	20-2011-1	CMS DE KOUTIO	DASS	190 000 000	-190 000 000	0
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>				<b>190 000 000</b>	<b>-190 000 000</b>	<b>0</b>
	21-2006-1	ROUTES DE NOUMILLE NC	DEPS	30 000 000	-30 000 000	0
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>				<b>30 000 000</b>	<b>-30 000 000</b>	<b>0</b>
	25-2006-1	SITES MINIERS NC	DDR	71 756 386		71 756 386
	25-2008-1	AMENAGEMENT MASSIF DE NODELA	DDR	60 000 000	-54 200 850	5 799 150
	25-2009-1	AMENAGEMENT DU LITTORAL	DPM	300 000 000	-300 000 000	0
	25-2011-7	PREVENT° ET REHAB. SITES DEGRADES PAR LE FEU	DDR	90 766 368	-90 766 368	0
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>				<b>522 522 754</b>	<b>-444 967 218</b>	<b>77 555 536</b>
	26-2011-1	EVALUATION DES RISQUES IMPACTANT L'URBANSME	DEPS	30 000 000	-30 000 000	0
<b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>				<b>30 000 000</b>	<b>-30 000 000</b>	<b>0</b>
	30-2009-1	DEPOT DE BUS NORMANDIE	DEPS	100 000 000	-100 000 000	0
<b>PROGRAMME 30 - TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>				<b>100 000 000</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>0</b>
	37-2008-1	STATION FRUITIERE DE POCQUEREUX - EXTENSION	DDR	2 365 125		2 365 125
<b>PROGRAMME 37 - AGRICULTURE</b>				<b>2 365 125</b>		<b>2 365 125</b>
	45-2006-10	COMMUNES - OPERATIONS DU CD	DJS	64 103 329	-854 305	63 249 024
	45-2009-1	SOUTIEN AUX OPERATIONS D'ASSAINISSEMENT- STATION D'EPURATION POUR LA ZI DE DUCOS	DENV	100 000 000	-100 000 000	0
	45-2011-4	SOUTIEN AUX OPERATIONS D'ASSAINISSEMENT- STATION D'EPURATION POUR LE CENTRE VILLE	DENV	100 000 000	-100 000 000	0
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>264 103 329</b>	<b>-200 854 305</b>	<b>63 249 024</b>
<b>TOTAL</b>				<b>2 028 802 476</b>	<b>-1 716 893 733</b>	<b>311 908 743</b>

(ii) **LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

→ Les ouvertures

PROG	N° AE	Libellé de l'AE	DIR	CHAPITRE	Ouv. AE - BP 2012
	01-2012-1	ADMINISTRATION GENERALE - PATRIMOINE ET MOYENS	DPM	930	258 000 000
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>258 000 000</b>
	10-2012-1	FRAIS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	DES	932	1 328 000 000
<b>PROGRAMME 10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>					<b>1 328 000 000</b>
	12-2012-1	INTERNET A L'ECOLE ODI3	DES	932	798 000 000
<b>PROGRAMME 12 - VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>					<b>798 000 000</b>
	20-2012-2	STOCK DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE	DASS	934	540 000 000
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>					<b>540 000 000</b>
	25-2012-3	CONSERVATOIRE DES ESPECES NATURELS	DENV	937	126 000 000
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>					<b>126 000 000</b>
	35-2012-1	CENTRE CALEDONIEN DE DEVELOPPEMENT ET DE TRANSFERT EN AQUACULTURE MARINE	DDR	939	74 375 000
	35-2012-2	STRUCTURATION TECHNOPOLE	DDR	939	26 250 000
	35-2012-3	STATION AQUACOLE DE SAINT-VINCENT	DDR	939	35 000 000
<b>PROGRAMME 35 - PECHE ET AQUACULTURE</b>					<b>135 625 000</b>
	37-2012-1	PLANTS FRUITIERS ET CAFEIERS	DDR	939	5 000 000
	37-2012-2	INSTITUT AGRONOMIQUE CALEDONIEN	DDR	939	375 000 000
<b>PROGRAMME 37 - AGRICULTURE</b>					<b>380 000 000</b>
	39-2012-2	POLE DE RECHERCHE, D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET D'INNOVATION CALEDONIEN	DDR	939	48 000 000
	39-2012-3	ZONECO	DDR	937	61 250 000
<b>PROGRAMME 39 - EXPANSION GENERALE</b>					<b>109 250 000</b>
	41-2012-1	PLANTS FORESTIERS	DDR	937	100 000 000
<b>PROGRAMME 41 - DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>					<b>100 000 000</b>
<b>TOTAL</b>					<b>3 774 875 000</b>

→ Les clôtures

PROG	N° AE	Libellé de l'AE	DIR	Montant AE	AJUST.AE - BP12	Montant AE ajustée
	18-2011-1	AIDE AU LOGEMENT	DL	326 700 000	-208 206	326 491 794
<b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>				<b>326 700 000</b>	<b>-208 206</b>	<b>326 491 794</b>
	38-2011-1	GIE NOUVELLE-CALEDONIE TOURISME POINT SUD	DEFE	600 000 000	0	600 000 000
<b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>				<b>600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>600 000 000</b>
<b>TOTAL</b>				<b>926 700 000</b>	<b>-208 206</b>	<b>926 491 794</b>

<b>Article CLXXXIII.</b>	<b>TITRE III – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR</b>
<b>CHAPITRE</b>	

*Conformément à l'arrêté ministériel du 22 avril 2011 portant expérimentation de la M.52 en Nouvelle-Calédonie, la gestion budgétaire et comptable de la collectivité sera organisée sous le régime de l'instruction comptable M.52 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.*

*Par délibération N° 11-2011/APS du 26 mai 2011, l'assemblée de province Sud a opté pour un vote par fonction de son budget élaboré sous le régime de l'instruction M.52.*

*Le vote par fonction, similaire au vote en instruction M.51, se rapproche sensiblement du vote par politique publique, principe renforcé par la mise en place de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).*

En application de cette modalité de vote par fonction, les chapitres et articles seront donc définis par référence aux différentes subdivisions de la nomenclature fonctionnelle et de la liste des chapitres votés par fonction tels qu'annexées à l'arrêté ministériel du 22 avril 2011 portant expérimentation de la M.52 en Nouvelle-Calédonie.

Ainsi, conformément à l'instruction comptable M52 en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, il vous est d'abord proposé une présentation de la balance générale du budget et ensuite, une présentation des mesures nouvelles par chapitre M52.

## CLXXXIII.1 - LA BALANCE GENERALE DU BUDGET

Le projet de budget primitif 2012 s'élève donc à **58,431 milliards XPF** décomposés comme suit :

- 13,144 milliards XPF en section d'investissement ;
- 45,287 milliards XPF en section de fonctionnement.

En mouvements réels, les dépenses s'élèvent à 56,968 milliards XPF dont 12,638 milliards XPF en section d'investissement et 44,330 milliards XPF en fonctionnement.

Chapitre-Libellé chapitre	RECETTE		Total RECETTE	DEPENSE		Total DEPENSE
	INV	FONC		INV	FONC	
900-ADMINISTRATION GENERALE	65 714 817		65 714 817	1 945 992 396		1 945 992 396
901-SECURITE ET ORDRE PUBLIC				20 459 173		20 459 173
902-ENSEIGNEMENT	1 371 871 869		1 371 871 869	1 780 854 560		1 780 854 560
903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 975 000		1 975 000	666 705 818		666 705 818
904-SANTE	7 450 000		7 450 000	164 900 000		164 900 000
905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	1 217 252 087		1 217 252 087	1 924 700 638		1 924 700 638
907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	94 554 258		94 554 258	1 932 643 071		1 932 643 071
908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 272 435 098		1 272 435 098	1 503 455 500		1 503 455 500
909-ECONOMIE	100 000 000		100 000 000	834 472 770		834 472 770
922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 898 758 400		1 898 758 400			
923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	5 200 000 000		5 200 000 000	1 092 000 000		1 092 000 000
924-OPERATION POLIURLE COMPTE DE TIERS (COMPLETE DU N° DE MANDAT)	285 326 051		285 326 051	772 174 170		772 174 170
925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	506 000 000		506 000 000	506 000 000		506 000 000
926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	956 959 416		956 959 416			
930-ADMINISTRATION GENERALE		232 627 583	232 627 583	4 811 847 808		4 811 847 808
932-ENSEIGNEMENT		186 500 000	186 500 000	13 692 959 000		13 692 959 000
933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		56 100 000	56 100 000	1 468 014 314		1 468 014 314
934-SANTE		182 700 000	182 700 000	3 450 210 000		3 450 210 000
935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE		1 486 639 729	1 486 639 729	10 372 273 200		10 372 273 200
936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE		162 500 000	162 500 000	1 776 955 054		1 776 955 054
937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT		199 750 000	199 750 000	1 956 265 720		1 956 265 720
938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		323 143 645	323 143 645	2 584 536 250		2 584 536 250
939-ECONOMIE		21 200 000	21 200 000	3 450 882 246		3 450 882 246
940-IMPOSITIONS DIRECTES		1 650 000 000	1 650 000 000	61 000 000		61 000 000
941-AUTRES IMPOTS ET TAXES		3 026 000 000	3 026 000 000	64 500 000		64 500 000
942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		37 589 162 051	37 589 162 051			
943-OPERATIONS FINANCIERES		171 200 000	171 200 000	641 120 000		641 120 000
946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)				956 959 416		956 959 416
954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	166 061 100		166 061 100			
<b>Total général</b>	<b>13 144 358 096</b>	<b>45 287 523 008</b>	<b>58 431 881 104</b>	<b>13 144 358 096</b>	<b>45 287 523 008</b>	<b>58 431 881 104</b>

## CLXXXIII.2 - LE DETAIL PAR CHAPITRE

Conformément à la nomenclature M52 en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, il vous est proposé une présentation des mesures nouvelles par chapitre.

Au sein de chaque chapitre, les propositions de crédits sont listées par nature, programme, opérations et référence d'AP et d'AE afin de permettre une meilleure lisibilité des actions provinciales.

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00045	BATIMENTS DEPS	01-2006-2	0	20 000 000	0	3 800 000
	06D00047	LOGEMENTS	-	0	63 000 000	0	60 000 000
	06D00067	IMMEUBLE ARTILLERIE	01-2006-3	0	881 220 000	0	1 000 000 000
			01-2006-7	0	180 000 000	0	0
	06D00101	INFORMATIQUE	01-2006-7	0	217 500 000	0	152 000 000
			-	44 000 000	0	0	0
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	-	0	50 000 000	0	50 000 000
	06D00205	HELICOPTERE	-	0	39 000 000	0	6 500 000
	06D00299	CARTOGRAPHIE	-	0	0	0	4 000 000
			01-2012-2	0	5 546 396	0	0
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	0	0	8 000 000
			01-2012-4	0	200 000 000	0	0
	06D00319	IMMEUBLES - ADMINISTRATION	-	6 302 392	0	11 554 924	0
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	0	10 000 000	0	20 000 000
	06D00473	HOTEL DE PROVINCE	-	0	50 000 000	0	50 000 000
			01-2006-3	0	15 000 000	0	20 000 000
	07D00612	IMMEUBLE DE L'HABITAT	01-2006-3	0	6 700 000	0	0
	08D01105	IMMEUBLE ARCHIVES PVS & DOCK	01-2006-3	0	0	0	20 000 000
	08D01106	BATIMENT AIDE LEGALE	01-2006-3	0	5 050 000	0	0
	09D02154	FONDS DOCUMENTAIRES	01-2012-3	0	13 500 000	0	0
	10D02514	BASE PATRIMOINE IMMOBILIER	01-2011-3	0	20 000 000	0	20 000 000
	10D02778	LES MANGUIERS	01-2010-1	0	10 000 000	0	0
	11D03603	COOPERATION REGIONALE	-	0	30 000 000	0	0
	11D03609	CESSIONS LOTS INDUSTRIELS	-	15 024 925	0	4 062 625	0
	11D03608	CESSIONS TERRAINS A CARACTERE SOCIAL	-	387 500	0	387 500	0
	12D03799	OPERATIONS NON VENTUEES	-	0	129 476 000	0	0
<b>Total 01-ADMINISTRATION</b>				<b>65 714 817</b>	<b>1 945 992 396</b>	<b>16 005 049</b>	<b>1 414 300 000</b>
<b>Total général</b>				<b>65 714 817</b>	<b>1 945 992 396</b>	<b>16 005 049</b>	<b>1 414 300 000</b>

## CHAPITRE 901-SECURITE ET ORDRE PUBLIC

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012	
				RECETTE	DEPENSE
	06D00455	CA-SIVOM- VOIET INTERCOMMUNAL	45-2012-1	19 359 173	0
	11D03171	CA-AMENAG.URBAINS-ESPACES PUBLICS 11-15	45-2012-1	1 100 000	0
<b>Total 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>20 459 173</b>	<b>0</b>
<b>Total général</b>				<b>20 459 173</b>	<b>0</b>

**CHAPITRE 902-ENSEIGNEMENT**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00018	DGF - COLLEGE		-	1 058 371 869	0	1 042 034 846	0
06D00037	DOTATION GLOBALE - COLLEGES PUBLICS		-	0	85 484 560	0	85 484 560
06D00073	TOUS COLLEGES		07-2006-1	0	232 000 000	0	250 000 000
			-	0	1 500 000	0	0
06D00086	COLLEGE BAUDOUX		07-2006-9	0	42 000 000	0	10 000 000
06D00110	COLLEGE DE BOULABRI		07-2006-11	0	0	0	200 000
06D00123	COLLEGE DE BOUBAIL		07-2006-12	0	3 000 000	0	200 000
06D00140	COLLEGE DE KAMERE		07-2006-14	0	0	0	100 000
06D00147	COLLEGE DE KOUTIO		07-2006-18	0	38 000 000	0	100 000
06D00154	COLLEGE DE LA FOA		07-2006-20	0	3 000 000	0	3 000 000
06D00171	COLLEGE DE NORMANDIE		07-2006-3	0	0	0	100 000
06D00178	COLLEGE DE PAITA		07-2006-5	0	3 000 000	0	0
06D00191	COLLEGE DE RIVIERE-SALFE		07-2006-8	0	87 000 000	0	84 800 000
06D00203	COLLEGE DE THIO		07-2006-10	0	6 000 000	0	6 000 000
06D00214	COLLEGE DES PORTES DE FER		07-2006-16	0	0	0	100 000
06D00218	COLLEGE FAYARD		07-2006-17	0	330 000 000	0	36 500 000
06D00225	COLLEGE MARIOTTI		07-2006-19	0	12 000 000	0	58 800 000
06D00243	COLLEGE PAITA NORD		07-2006-21	0	0	0	66 600 000
07D00884	COLLEGE DUMBEA SUR MER		07-2007-1	0	525 000 000	0	136 500 000
08D01426	COLLEGES-DESAMIANTAGE		07-2008-1	0	30 000 000	0	10 000 000
08D01427	COLLEGES-CABRAGE INFORMATIQUE		07-2008-2	0	18 000 000	0	10 000 000
09D02074	COLLEGE 300 YATE		07-2009-1	0	7 000 000	0	0
12D03724	COLLEGE DE DUMBEA SUR MER 2		07-2012-1	0	37 000 000	0	0
12D03804	EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT INFORMATIQUE DES COLLEGES		-	156 000 000	0	0	0
<b>Total 07- COLLEGES PUBLICS</b>				<b>1 214 371 869</b>	<b>1 459 984 560</b>	<b>1 042 034 846</b>	<b>758 484 560</b>
06D00466	MISE AUX NORMES & RENOVATION BATIMENTS		09-2006-1	0	200 000 000	0	222 511 296
			-	150 000 000	0	132 569 868	0
<b>Total 09- ENSEIGNEMENT PRIVE</b>				<b>150 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>132 569 868</b>	<b>222 511 296</b>
06D00012	INTERNAT DE LA FOA		11-2006-2	0	30 000 000	0	12 000 000
10D03203	INTERNATS D'EXCELLENCE		11-2011-2	0	10 000 000	0	37 000 000
			-	7 500 000	0	0	0
11D03150	TOUS INTERNATS		11-2011-1	0	50 000 000	0	37 000 000
<b>Total 11- INTERNATS</b>				<b>7 500 000</b>	<b>90 000 000</b>	<b>0</b>	<b>86 000 000</b>
06D00453	CA- PROGRAMMES NON IDENTIFIES A VENIR		45-2006-22	0	0	0	25 844 710
06D00454	CA- PROGRAMMES PREVISIONNELS IDENTIFIES		45-2006-22	0	0	0	33 395 000
11D03173	CA- EQUIPEMENTS SCOLAIRES 11-15		45-2006-22	0	30 870 000	0	0
<b>Total 45- EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>30 870 000</b>	<b>0</b>	<b>59 239 710</b>
<b>Total général</b>				<b>1 371 871 869</b>	<b>1 780 854 560</b>	<b>1 174 604 714</b>	<b>1 126 235 566</b>

## CHAPITRE 903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00028	PAT BATI-KO WE KABA			0	6 000 000	0	6 500 000
06D00051	PAT BATI-BOULANGERIE DE NOUMILLE	13-2006-1		0	20 000 000	0	0
06D00057	PAT BATI-CHATEAU HAGEN	13-2006-3		0	31 000 000	0	15 000 000
06D00104	PAT BATI-INVENTAIRE PATRIM BATI & KANAK			1 975 000	0	0	0
06D00144	PAT LING-TOPONYMIE KANAK	13-2008-3		0	8 276 069	0	0
06D00229	PAT ART-ORJBES D'ART			0	0	0	1 000 000
06D00335	PAT BATI-CHAPELLE DE OJARA	13-2006-6		0	0	0	19 000 000
07D00601	PAT BATI-CHS DE NOUMILLE	13-2007-2		0	5 200 000	0	1 471 629
07D00602	PAT BATI-VIEUX TEMPLE	13-2007-1		0	0	0	20 000 000
08D01310	PAT BATI-CONSERVATION & SAUVEGARDE			0	13 000 000	0	24 000 000
08D01326	PAT MUSEO-BOULANGERIE DE NOUMILLE	13-2006-1		0	19 543 750	0	0
08D01386	PAT BATI-CATHEDRALE SAINT-JOSEPH	13-2008-1		0	0	0	3 000 000
08D01506	PAT MUSEO-MUSEE SECONDE GUERRE MONDIALE	13-2009-1		0	0	0	35 000 000
11D03149	PAT BATI-ANSENDU	13-2011-1		0	30 000 000	0	20 000 000
11D03512	COLLECTIONS PROVINCIALES			0	1 000 000	0	0
<b>Total 13- PATRIMOINE</b>				<b>1 975 000</b>	<b>134 019 819</b>	<b>0</b>	<b>144 971 629</b>
11D03159	ECOLE D'ARTS	142-2011-1		0	0	0	20 625 000
<b>Total 14-CULTURE</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 625 000</b>
06D00061	STADE DU PLGC	15-2006-2		0	7 030 000	0	145 000 000
				0	1 000 000	0	0
06D00475	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	15-2006-4		0	66 036 940	0	188 000 485
				0	7 300 000	31 289 961	0
09D01866	VILLAGE DES JEUX	15-2009-1		0	3 600 000	0	0
09D02234	RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS - J.GARNIER	15-2009-4		0	0	0	9 750 000
				0	0	0	3 250 000
10D02856	LES BOUCLES DE NETCHA	15-2010-1		0	1 100 000	0	21 141 893
11D03182	LES BOUCLES DE DEVA	15-2011-1		0	34 298 550	0	0
12D03762	CENTRE EQUESTRE DE DEVA	15-2012-1		0	12 000 000	0	0
12D03763	SENTIERS DE RANDONNEES	15-2012-2		0	1 000 000	0	0
<b>Total 15-SPORTS</b>				<b>0</b>	<b>133 365 490</b>	<b>31 289 961</b>	<b>367 142 378</b>
06D00276	CENTRE D'ACCUEIL PERMANENT DE POE	16-2006-1		0	2 000 000	0	0
				0	450 000	0	0
<b>Total 16-- JEUNESSE</b>				<b>0</b>	<b>2 450 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	45-2006-25		0	8 500 000	0	15 000 000
		45-2006-28		0	87 764 642	0	0
06D00425	CA-EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	45-2006-17		0	29 875 875	0	40 410 219
		45-2006-21		0	111 312 762	0	0
06D00431	CD/CS-INVESTISSEMENT MUSEOGRAPHIQUE	45-2006-11		0	2 176 250	0	15 000 000
06D00459	CPEC-EQUIPEMENTS PUBLICS	45-2006-14		0	600 000	0	15 697 945
		45-2012-15		0	525 000	0	0
08D01676	OPTS IN-INTERVENTIONS CULTURELLES	45-2012-2		0	5 000 000	0	0
09D02755	CS-BASE NAUTIQUE DE PLUM	45-2006-28		0	0	0	64 200 000
10D03263	CS-MUSEE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	45-2006-25		0	77 000 000	0	27 325 000
11D03171	CA-AMENAG.URBAINS-ESPACES PUBLICS 11-15	45-2006-17		0	3 080 000	0	8 000 000
		45-2006-21		0	22 035 980	0	0
11D03172	CA-EQUIPEMENTS DE PROXIMITE 11-15	45-2006-17		0	49 000 000	0	10 500 000
<b>Total 15-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>396 870 509</b>	<b>0</b>	<b>196 133 164</b>
<b>Total général</b>				<b>1 975 000</b>	<b>666 705 818</b>	<b>31 289 961</b>	<b>728 872 171</b>

## CHAPITRE 904-SANTE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00022	CENTRES DE SOINS			0	19 300 000	0	49 288 140
		20-2006-3		0	0	0	711 860
06D00374	EQUIPEMENTS SANITAIRES	20-2007-1		0	0	0	25 000 000
06D00441	CMS DE BOULARI	20-2006-6		0	100 600 000	0	80 000 000
				7 450 000	0	40 000 000	0
06D00442	CMS DE YATE	20-2006-7		0	12 000 000	0	12 600 000
				0	0	9 450 000	0
11D03153	CMS DE KOUTIO	20-2011-1		0	0	0	120 000 000
				0	0	90 000 000	0
11D03185	EQUIPEMENTS MEDICAUX	20-2011-3		0	25 000 000	0	0
12D03745	CMS LA FOA	20-2012-1		0	1 000 000	0	0
12D03749	CMS THLO	20-2012-1		0	3 000 000	0	0
12D03752	CMS UNIA	20-2012-1		0	4 000 000	0	0
<b>Total 20-SANTE PUBLIQUE</b>				<b>7 450 000</b>	<b>164 900 000</b>	<b>139 450 000</b>	<b>287 600 000</b>
<b>Total général</b>				<b>7 450 000</b>	<b>164 900 000</b>	<b>139 450 000</b>	<b>287 600 000</b>

**CHAPITRE 905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00145	RHI & LOGEMENTS D'INSERTION	-	70 000 000	0	73 000 000	0
	06D00215	AIDE A L'HABITAT GROUPE	-	491 466 502	0	804 734 165	0
			18-2006-1	0	798 449 638	0	716 400 581
	06D00259	AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL	-	0	626 000 000	0	293 250 000
			18-2006-1	293 250 000	0	219 937 500	0
			18-2006-2	0	0	0	19 756 000
	11D03393	RESTRUCTURATION DE L'HABITAT SPONTANE	-	0	200 000 000	0	0
			18-2011-3	182 684 835	0	0	0
<b>Total 18-HABITAT SOCIAL</b>				<b>1 037 401 337</b>	<b>1 624 449 638</b>	<b>1 097 671 665</b>	<b>1 029 406 581</b>
	06D00152	FOYERS	-	0	10 000 000	0	10 000 000
	07D00603	REFECTION DES STRUCTURES D'ASSOCIATION	-	0	20 000 000	0	25 000 000
	11D03154	FOYER AUTISME	-	0	12 000 000	0	0
	12D03741	FOYER POUR PERSONNES AGEES	-	0	61 791 000	0	0
			19-2012-1	46 343 250	0	0	0
	12D03740	FOYER POUR JEUNES TRAVAILLEURS	-	0	11 010 000	0	0
			19-2012-1	8 257 500	0	0	0
	12D03759	FOYER DE L'ENFANCE	-	125 250 000	0	0	0
			19-2012-3	0	157 000 000	0	0
			19-2012-2	0	10 000 000	0	0
<b>Total 19-MEDICO-SOCIAL</b>				<b>179 850 750</b>	<b>281 801 000</b>	<b>0</b>	<b>35 000 000</b>
	08D01446	FOYER ENFANCE DU MONT TF	-	0	18 450 000	0	15 000 000
<b>Total 20-SANTE PUBLIQUE</b>				<b>0</b>	<b>18 450 000</b>	<b>0</b>	<b>15 000 000</b>
	08D01786	CS-HABITAT SOCIAL-COMMUNES	-	0	0	0	5 000 000
	11D03171	CA-AMENAG.URBAINS-ESPACES PUBLICS 11-15	-	0	0	0	1 300 000
	11D03177	CS-FINALISATION PUD PALTA	-	0	0	0	5 000 000
<b>Total 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 300 000</b>
<b>Total général</b>				<b>1 217 252 087</b>	<b>1 924 700 638</b>	<b>1 097 671 665</b>	<b>1 090 706 581</b>



**CHAPITRE 907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00009	AIRES MARINES ET PATRIMOINE MONDIAL		25-2007-2	0	0	0	60 000 000
			-	0	0	1 500 000	17 500 000
			25-2006-7	0	0	0	15 000 000
06D00011	AIRES TERRESTRES AMENAGEES		25-2006-5	0	0	0	7 500 000
06D00056	SENTIERS DE RANDONNEE		25-2006-8	0	67 409 639	0	80 000 000
			-	5 376 258	0	36 332 933	2 000 000
06D00068	PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE		25-2006-4	0	46 300 000	0	42 300 000
			-	28 800 000	3 700 000	3 500 000	2 200 000
06D00128	RESERVES TERRESTRES		25-2007-4	0	0	0	11 484 638
			-	0	0	5 040 870	4 400 000
06D00349	PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER		-	0	2 900 000	2 000 000	3 000 000
07D00526	GESTION DES DECHETS		25-2011-1	0	23 812 468	0	18 000 000
			25-2007-3	0	31 563 135	0	16 606 120
			-	9 000 000	0	9 000 000	0
07D00528	SUIVI PROJETS INDUSTR & MINERS GD SUD		25-2007-1	0	3 000 000	0	6 500 000
			-	1 500 000	0	4 500 000	0
08D01190	PLAN D'IMPLANTATION PZE		25-2008-2	0	142 500 000	0	104 100 000
08D01726	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA		25-2008-5	0	115 500 000	0	182 000 000
			25-2010-1	0	0	0	150 000 000
			25-2012-1	0	50 000 000	0	0
			25-2012-2	0	15 000 000	0	0
			25-2011-8	0	240 000 000	0	0
09D02029	CONSEIL DE L'EAU		-	0	4 000 000	0	5 000 000
09D02033	RESERVE CAP N'DUA		25-2009-2	0	33 492 933	0	35 000 000
			-	3 000 000	0	12 000 000	0
10D02494	PROG NC - OPERATIONS D'ASSAINISSEMENT		-	0	2 430 000	0	0
12D03719	AIRES D'INTERETS MAJEURS		-	1 400 000	10 000 000	0	0
12D03720	AIRES AMENAGEES DU GRAND SUD		25-2006-5	0	5 500 000	0	0
			-	8 700 000	11 150 000	0	0
12D03721	AIRES AMENAGEES DU GRAND NOUMEA		-	0	4 200 000	0	0
12D03722	AIRES AMENAGEES DU NORD		-	0	1 200 000	0	0
12D03717	SURVEILLANCE DES MILIEUX NATURELS		25-2006-7	0	27 000 000	0	0
			-	0	7 000 000	0	0
12D03718	CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE		-	6 500 000	7 000 000	0	0
<b>Total 25- ENVIRONNEMENT</b>				<b>64 276 258</b>	<b>854 658 175</b>	<b>73 873 803</b>	<b>762 590 758</b>
06D00017	ETUDES - AMENAGEMENTS URBAINS		26-2006-5	0	2 150 000	0	0
06D00030	ETUDES DES ZONES INONDABLES		26-2006-3	0	30 278 000	0	22 000 000
06D00066	STOCKAGE DES DECHETS INERTES URBANISME		26-2006-8	0	53 000 000	0	33 000 000
06D00390	ETUDE HYDRAULIQUE		-	30 278 000	0	23 500 000	0
12D03725	DIAGNOSTICS DE TERRITOIRE		26-2012-1	0	10 000 000	0	0
<b>Total 26- URBANISME</b>				<b>30 278 000</b>	<b>95 428 000</b>	<b>23 500 000</b>	<b>55 000 000</b>
06D00436	AMENAG. ZONE PERIMETR. IRRIGUES COLLECTIF		29-2006-2	0	1 800 000	0	0
06D00447	HYDRAULIQUE AGRICOLE		29-2006-1	0	0	0	25 000 000
			29-2011-1	0	27 800 000	0	0
<b>Total 29- AMENAGEMENT RURAL</b>				<b>0</b>	<b>29 600 000</b>	<b>0</b>	<b>25 000 000</b>
06D00079	FILLERE BOIS - DEVELOPPEMENT FORESTIER		41-2006-1	0	0	0	53 500 000
<b>Total 41- DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>53 500 000</b>
06D00416	CA-AEP-ASSAINISSEMENT		45-2006-20	0	22 500 000	0	61 020 000
			45-2006-19	0	0	0	28 977 256
06D00418	CS-AEP-ASSAINISSEMENT		45-2006-29	0	14 250 000	0	62 500 000
06D00419	CA-AMENAGEMENTS URBAINS-ESPACES PUBLICS		45-2006-19	0	0	0	1 820 000
			45-2012-4	0	2 000 000	0	0
06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE		45-2008-1	0	0	0	895 926 278
			45-2012-4	0	137 750 000	0	0
			-	0	207 179 000	0	0
			45-2006-29	0	25 125 000	0	0
06D00432	CD/CS-SM-PARC DES GRANDES FOLIGERES		45-2006-30	0	0	0	6 500 000
06D00453	CA-PROGRAMMES NON IDENTIFIES A VENIR		45-2006-19	0	0	0	30 825 178
06D00454	CA-PROGRAMMES PREVISIONNELS IDENTIFIES		45-2006-19	0	0	0	68 111 977
			45-2006-20	0	0	0	3 380 000
			45-2012-4	0	15 790 396	0	0
06D00455	CA-SIVOM - VOLET INTERCOMMUNAL		45-2006-19	0	0	0	40 466 374
06D00457	CPEC-AEP		45-2006-13	0	71 162 500	0	53 380 000
06D00458	CPEC-ASSAINISSEMENT		45-2006-13	0	14 950 000	0	59 857 542
			45-2007-2	0	0	0	3 303 760
07D00577	CS-DECHETS INERASTRUCTURES COMMUNALES		45-2006-29	0	41 600 000	0	46 300 000
07D00944	CA/CS-SIVOM HARMONIE TRANSPORTS PUBLICS		45-2006-19	0	0	0	72 893 298
08D01673	CPTS IN-EQUIPEMENTS PUBLICS		45-2008-5	0	3 000 000	0	5 280 230
08D01767	CS-GESTION DES DECHETS		45-2006-29	0	0	0	53 499 770
11D03170	CA-AEP-ASSAINISSEMENT 11-15		45-2012-4	0	8 300 000	0	0
			45-2006-20	0	8 025 000	0	0
11D03171	CA-AMENAG. URBAINS-ESPACES PUBLICS 11-15		45-2012-4	0	2 500 000	0	0
			45-2006-20	0	1 575 000	0	0
11D03174	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 11-15		45-2011-1	0	1 250 000	0	1 200 000
			45-2006-20	0	1 000 000	0	0
11D03189	CS-PARC LEKO		-	0	0	0	14 000 000
<b>Total 45- EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>577 956 896</b>	<b>0</b>	<b>1 509 241 663</b>
11D02956	ZAC PANDA		27-2010-1	0	375 000 000	0	0
<b>Total 27- ZI ZA-ZAC</b>				<b>0</b>	<b>375 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total général</b>				<b>94 554 258</b>	<b>1 932 643 071</b>	<b>97 373 803</b>	<b>2 405 332 421</b>

**CHAPITRE 908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00024	AMENAGEMENT DES ROUTES DU GRAND SUD	21-2006-5	0	0	0	5 000 000
	06D00029	BP1 - ROUTE DU SUD	21-2006-6	0	79 000 000	0	89 000 000
	06D00032	BP10 - ROUTE DE PETCHIKABA	21-2006-7	0	80 000 000	0	0
	06D00283	DESSERTTE DES QUARTIERS DE DJUCOS	21-2006-2	0	55 000 000	0	0
				58 500 000	0	0	0
	06D00286	TERRAINS - RESEAU ROUTIER	-	0	25 000 000	0	0
	06D00450	BP18 - ROUTE DE SARBAMEA	21-2006-9	0	1 000 000	0	0
	07D00522	BP17 - YATE	21-2007-2	0	12 000 000	0	11 000 000
	09D01946	BP5 - ROUTE DU COL D'AMIEU	21-2009-1	0	10 000 000	0	4 000 000
	09D02034	VOIE MEDIANE	21-2006-2	0	10 000 000	0	173 500 000
				255 707 824	0	0	0
	10D02554	AMELIORAT° CONDIT.CIRCULAT°ENTREE N'OUMEA	21-2010-1	0	0	0	81 500 000
	10D02735	REPRISE D'OUVRAGE D'ASSAINISSEMENT	21-2006-3	0	17 000 000	0	18 000 000
	10D02737	REPRISE D'OUVRAGE D'ART	21-2006-3	0	12 000 000	0	0
	10D02738	EQUIL EXPLOIT ET SEQU ROUTIERE	21-2006-3	0	30 000 000	0	40 000 000
	10D02740	RENFORCEMENT BP - RESEAU NORD	21-2006-3	0	0	0	100 000 000
	10D02741	ETUDES SUR RESEAU ROUTIER	21-2006-3	0	2 500 000	0	7 000 000
	10D03038	BP2-ROUTE DE LA CORNICHE	21-2010-2	0	12 900 000	0	0
	10D03039	BP11-ROUTE DE YAHOULE	21-2010-2	0	0	0	5 000 000
	10D03223	ENTREE DE VILLE ACCESS & SECURIS.BASSIN VIE & EMPL ACT°1	21-2010-1	0	908 000 000	0	250 392 800
				880 875 000	0	15 750 000	0
	11D03179	DESSERTTE DU SUD RP3-AMELIO ACCES SECU BASIN VIE EMPL OI ACT°2	21-2011-1	0	34 000 000	0	0
				25 187 090	0	0	0
<b>Total 21- RESEAU ROUTIER</b>				<b>1 220 269 914</b>	<b>1 288 400 000</b>	<b>15 750 000</b>	<b>784 392 800</b>
	06D00003	AEROPORT DE L'ILE DES PINS	22-2006-1	0	23 000 000	0	50 000 000
				0	4 190 000	0	12 000 000
	06D00472	AERODROME DE QUATOM	-	0	4 000 000	0	8 000 000
	07D00552	AERODROME DE POE	-	0	0	0	3 000 000
<b>Total 22- INFRASTRUCTURE AERIENNE</b>				<b>0</b>	<b>31 190 000</b>	<b>0</b>	<b>73 000 000</b>
	06D00054	OUVRAGES MARITIMES DU LAGON SUD	24-2006-3	0	0	0	8 670 000
<b>Total 24- INFRASTRUCTURE PORTUAIRE</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 670 000</b>
	06D00058	GARE ROUTIERE DE MONTRAVEI	30-2006-1	0	5 000 000	0	3 250 000
	07D00904	HARMONISATION DES TRANSPORTS PUBLICS	-	18 375 115	0	0	0
<b>Total 30- TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>				<b>18 375 115</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 250 000</b>
	06D00423	CPEC-COMMUNES OPERATION VOIRIE	45-2006-12	0	0	0	4 781 250
				0	41 437 500	0	0
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	45-2012-3	0	18 000 000	0	0
	06D00454	CA-PROGRAMMES PREVISIONNELS IDENTIFIES	45-2012-3	0	1 029 000	0	0
	07D00944	CA/CS-SIVOM HARMONI TRANSPORTS PUBLICS	45-2012-3	0	35 000 000	0	0
				33 790 069	0	0	0
	08D01673	CPTS IN-EQUIPEMENTS PUBLICS	45-2012-3	0	13 999 000	0	0
	11D03171	CA-AMENAG.URBAINS-ESPACES PUBLICS 11-15	45-2012-3	0	15 600 000	0	0
	11D03174	CA-VOI ET INTERCOMMUNAL 11-15	45-2012-3	0	2 800 000	0	0
	11D03176	CS-OUVRAGES MARITIMES LAGON SUD	45-2012-3	0	25 000 000	0	0
	11D03180	CD-ACCES A N'OUMEA CENTRE	45-2011-2	0	17 500 000	0	8 000 000
	11D03230	CS-INVESTISSEMENTS COMMUNAUX 2011-2015	45-2012-3	0	8 500 000	0	0
	11D03235	CS-ZONE TEST DE RECYCLAGE	45-2006-24	0	0	0	80 000 000
<b>Total 45- EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>33 790 069</b>	<b>178 865 500</b>	<b>0</b>	<b>92 781 250</b>
<b>Total général</b>				<b>1 272 435 098</b>	<b>1 503 455 500</b>	<b>15 750 000</b>	<b>962 094 050</b>

## CHAPITRE 909-ECONOMIE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00327	PROMOSUD	-	100 000 000	0	50 000 000	0
	10D02878	SEM TOURISME GRAND SUD	-	0	0	0	7 000 000
<b>Total 32-PARTICIPATIONS FINANCIERES</b>				<b>100 000 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000 000</b>	<b>7 000 000</b>
	06D00096	INDUSTRIE TOURISTIQUE-PLAN D'URGENCE	34-2006-1	0	0	0	20 000 000
	06D00295	PRETS D'HONNEUR	-	0	12 000 000	0	8 000 000
	06D00443	CAFI - INDUSTRIE & COMMERCE-06/10	34-2006-4	0	107 000 000	0	101 000 000
	06D00444	CAFI - SECTEUR MARITIME-06/10	34-2006-5	0	20 000 000	0	30 000 000
	06D00445	CAFI - SECTEUR RURAL-06/10	34-2006-6	0	80 000 000	0	170 000 000
	06D00446	CAFI - TOURISME-06/10	34-2006-7	0	75 000 000	0	79 000 000
	09D02836	PROVISION POUR SUBVENTIONS	-	0	0	0	200 000 000
	09D02936	PLAN SOUTIEN ENTREPRISES EN DIFFICULTE	34-2011-1	0	0	0	50 000 000
	11D03144	CAFI - SECTEUR MARITIME-11/15	34-2006-5	0	50 000 000	0	0
	11D03145	CAFI - SECTEUR RURAL-11/15	34-2006-6	0	150 000 000	0	0
	11D03147	CAFI - INDUSTRIE & COMMERCE-11/15	34-2006-4	0	11 000 000	0	10 000 000
	11D03148	CAFI - TOURISME-11/15	34-2006-7	0	7 000 000	0	10 000 000
<b>Total 34-SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>				<b>0</b>	<b>512 000 000</b>	<b>0</b>	<b>678 000 000</b>
	06D00039	AQUACULTURE MARINE - STATION ST VINCENT	35-2006-3	0	24 800 000	0	10 000 000
	06D00368	PECHE ET AQUACULTURE	-	0	2 400 000	0	0
<b>Total 35-PECHE ET AQUACULTURE</b>				<b>0</b>	<b>27 200 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000 000</b>
	06D00257	OPERATIONS NON VENTILEES-AGRICULTURE	-	0	3 000 000	0	3 800 000
	11D03452	MARCHES BROUSSARDS	37-2011-1	0	5 000 000	0	0
<b>Total 37-AGRICULTURE</b>				<b>0</b>	<b>8 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 800 000</b>
	06D00020	AMEN PAYSAG EMBEL SITE TOURIST CULTUREL	38-2006-1	0	20 000 000	0	20 000 000
	06D00236	ILLOT AMEDEF	-	0	25 000 000	0	30 000 000
	06D00477	GOLF DE TINA	-	0	19 972 770	0	20 000 000
	12D03800	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU GRAND SUD	38-2012-1	0	54 000 000	0	5 000 000
<b>Total 38-TOURISME</b>				<b>0</b>	<b>143 972 770</b>	<b>0</b>	<b>75 000 000</b>
	06D00053	CEPPA & SRMH - EXTENSION	40-2006-2	0	0	0	11 000 000
	06D00063	STATION ZOOTECNIQUE DE PORT LAGUERRE	40-2006-1	0	30 200 000	0	19 600 000
	06D00233	STATION MARAICHERE ET HORTICOLE ST LOUIS	40-2011-2	0	25 000 000	0	0
	06D00361	EQUIPEMENTS GLOBALISES - STAT° PROV	-	0	8 000 000	0	3 000 000
<b>Total 40-STATIONS PROVINCIALES</b>				<b>0</b>	<b>63 200 000</b>	<b>0</b>	<b>33 600 000</b>
	08D01673	CPTS IN-EQUIPEMENTS PUBLICS	45-2008-6	0	0	0	8 332 500
	08D01674	CPTS IN-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	45-2008-6	0	0	0	30 000 000
<b>Total 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38 332 500</b>
	06D00452	ZI DE DUCOS	27-2006-1	0	80 100 000	0	29 000 000
<b>Total 27-ZI ZA-ZAC</b>				<b>0</b>	<b>80 100 000</b>	<b>0</b>	<b>29 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>100 000 000</b>	<b>834 472 770</b>	<b>50 000 000</b>	<b>874 732 500</b>

## CHAPITRE 922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012	
				RECETTE	DEPENSE
	06D00013	DGE-NC	-	1 898 758 400	1 827 094 400
<b>Total 01-ADMINISTRATION</b>				<b>1 898 758 400</b>	<b>1 827 094 400</b>
<b>Total général</b>				<b>1 898 758 400</b>	<b>1 827 094 400</b>

## CHAPITRE 923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	09D02454	REMBOURSEMENT DOTATIONS LEGALES NC	-	0	0	0	147 054 044
<b>Total 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>147 054 044</b>
	06D00157	EMPRUNTS PROVINCIAUX	-	5 200 000 000	1 092 000 000	3 000 000 000	912 000 000
<b>Total 03-EMPRUNTS</b>				<b>5 200 000 000</b>	<b>1 092 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>912 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>5 200 000 000</b>	<b>1 092 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>1 059 054 044</b>

**CHAPITRE 924-OPERATION POUR LE COMPTE DE TIERS (COMPLETE DU N° DE MANDAT)**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALE SEF	45-2006-25	0	0	0	20 000 000	
06D00430	CI/CS-INTERNET A L'ECOLE	45-2006-23	0	45 000 000	0	42 500 000	
		-	10 000 000	0	0	0	
06D00435	CD/CS-ROUTES COMMUNALES DU GRAND SUD	45-2006-31	0	56 500 000	0	341 922 867	
		-	0	0	80 239 664	0	
06D00459	CPEC-EQUIPEMENTS PUBLICS	45-2006-15	0	287 300 000	0	260 179 231	
		-	187 326 051	0	159 582 169	0	
06D00609	CD/CS-FORT DE TERE MBA	45-2006-32	0	15 440 552	0	11 810 334	
		-	0	0	450 000	800 000	
07D00577	CS-DECHETS INFRASTRUCTURES COMMUNALES	-	0	0	29 797 473	0	
07D00944	CA/CS-SIVOM HARMONI TRANSPORTS PUBLICS	-	0	0	55 553 197	0	
10D02734	CPEC-RM22 REALISATION VOIRIES COMMUNALES	45-2006-12	0	0	0	50 000 000	
		-	0	0	28 750 000	0	
10D03036	CS-RTE DES ARTIFICES ACCES IMM ADMIN.	45-2006-24	0	0	0	2 000 000	
		45-2012-7	0	65 000 000	0	0	
12D03727	CS-PISTE D'EDUCATION ROUTIERE	-	0	8 000 000	0	0	
12D03734	CS-PAT-PATI-PROTECTION-LIE DES PINS	45-2012-10	0	10 000 000	0	0	
		-	197 326 051	487 240 552	354 372 503	729 212 432	
<b>Total 45- EQUIPEMENT COMMUNAL</b>							
11D03592	TOPONYME KANAK	-	0	116 760	0	0	
11D03596	PROG NC-ENTRETIEN COURS D'EAU NC/API CAN	-	70 000 000	82 000 000	20 000 000	20 000 000	
11D03636	ECOLE D'ARTS DE NOUVELLE CALÉDONIE	46-2012-7	0	70 000 000	0	0	
11D03597	REHABILITATION DES SITES DEGRADES	-	11 000 000	0	500 000	0	
		46-2012-1	0	34 600 000	0	0	
11D03598	REHABILITATION DES SITES MINIERES	46-2012-2	0	7 000 000	0	0	
		-	7 000 000	0	0	0	
12D03754	CHAPELLE DE OUARA	-	0	0	2 600 000	0	
		46-2012-9	0	11 075 358	0	0	
11D03594	EQUIPEMENTS SPORTIFS - TRIBUS	-	0	0	1 164 048	0	
		46-2012-10	0	16 000 000	0	0	
11D03675	SITE D'ESCALADE DE TEREKA	-	0	367 000	0	0	
11D03699	ENSEIGNEMENT PRIVE-TRAVAUX & EQUIPEMENTS	-	0	1 774 500	0	0	
12D03716	REHABILITATION DES RETENUES COLLI NAIRES	46-2012-3	0	20 000 000	0	0	
12D03736	IMMEUBLE ELIZ	46-2012-5	0	25 000 000	0	0	
12D03737	PAT-ARCHEO-BESTAUB-FOUHWARY	46-2012-6	0	15 000 000	0	0	
12D03797	RENOVATION DU FOYER NGFA	46-2012-11	0	2 000 000	0	0	
		-	88 000 000	284 933 618	24 264 048	20 000 000	
<b>Total 46- TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>							
<b>Total général</b>				285 326 051	772 174 170	378 636 551	749 212 432

**CHAPITRE 925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00360	RECLASSEMENT D'INVESTISSEMENT	-	0	0	1 485 000 000	1 485 000 000	
09D02594	HABITAT SOCIAL	-	500 000 000	500 000 000	0	0	
09D02595	TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS	-	0	0	0	458 000 000	
09D02614	SEM DE TINA (ORDRE)	-	6 000 000	6 000 000	14 000 000	14 000 000	
<b>Total 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>				506 000 000	506 000 000	1 499 000 000	1 957 000 000
<b>Total général</b>				506 000 000	506 000 000	1 499 000 000	1 957 000 000

**CHAPITRE 926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012	
				RECETTE	DEPENSE
	06D00240	STOCKS D'APPROVISIONNEMENT	-	0	120 000 000
	06D00321	AMORTISSEMENTS	-	956 959 416	3 020 000 000
<b>Total 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>				956 959 416	3 140 000 000
<b>Total général</b>				956 959 416	3 140 000 000

**CHAPITRE 930-ADMINISTRATION GENERALE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00031		DOMAINE PUBLIC.MARITIME	-	75 444 173	5 700 000	84 541 067	3 700 000
06D00033		DOMMAGES, INTERETS ET PENALITES	-	0	5 100 000	0	5 000 000
06D00047		LOGEMENTS	-	0	79 345 000	0	79 370 000
06D00102		REMISES GRACIEUSES	-	0	3 000 000	0	3 000 000
06D00109		REMPLACEMENTS DIVERS	-	0	224 000 000	0	224 000 000
06D00117		FORMATION DU PERSONNEL PROVINCIAL	-	0	180 000 000	0	173 015 000
06D00139		INTERVENTIONS NON VENTILEES-ADMINISTRAT°	-	0	5 000 000	0	5 000 000
06D00159		ADMINISTRATION GENERALE	-	0	138 460 000	0	122 875 000
06D00190		ADMISSION EN NON-VALEUR	-	0	20 000 000	0	20 000 000
06D00205		HELICOPTERE	-	0	22 250 000	0	21 000 000
06D00212		MASSE SALARIALE	-	0	2 133 380 000	0	2 548 513 798
06D00249		INDEMNITES TRESORIER	-	0	3 000 000	0	2 900 000
06D00274		TEL.FCOMM. - LIGNES SPECIALISEES	-	0	37 000 000	0	34 500 000
06D00279		TERRAINS PROVINCIAUX	-	22 032 502	7 100 000	12 044 141	4 100 000
06D00287		PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES	-	2 000 000	0	2 200 000	0
06D00294		TITRES ANNULES	-	0	20 000 000	0	20 000 000
06D00297		ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	611 167 000	0	561 314 000
06D00312		PARC AUTOMOBILE	-	2 500 000	33 570 000	0	229 650 000
			01-2012-1	0	150 000 000	0	0
06D00316		CESSIONS DE MEUBLES	-	300 000	0	20 000	0
06D00319		IMMEUBLES - ADMINISTRATION	-	113 350 908	0	101 006 848	0
06D00352		EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	0	3 750 000	0	0
06D00371		PERSONNEL PERMANENT - FRAIS COMMUNS	-	0	83 700 000	0	73 800 000
07D00613		SUBVENTIONS HCD	-	0	131 700 000	0	131 700 000
09D02154		FONDS DOCUMENTAIRES	-	0	0	0	10 000 000
09D02334		CHARGES ET PRODUITS SUR EX EN COURS	-	0	0	0	100 000
10D02743		ENTRETIEN DU PATRIMOINE-RIAT	-	0	0	0	3 000 000
10D02744		ADMINISTRATION GENERALE-RIAT	-	0	0	0	5 000 000
11D03603		COOPERATION REGIONALE	-	0	20 000 000	0	20 000 000
11D03604		ILLOT AMEDEE-FONCTIONNEMENT	-	0	4 500 000	0	3 600 000
11D03602		KO WE KABA	-	6 000 000	14 000 000	6 000 000	13 200 000
11D03607		FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SOINS	-	0	3 500 000	0	20 000 000
11D03606		FONCTIONNEMENT DES FOYERS	-	0	12 200 000	0	0
12D03799		INTERVENTIONS NON VENTILEES HCD	-	0	101 275 808	0	0
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				<b>221 627 583</b>	<b>4 052 697 808</b>	<b>205 812 056</b>	<b>4 338 337 798</b>
06D00099		RELATIONS PUBLIQUES	-	0	25 000 000	0	3 100 000
06D00162		INTERVENTIONS NON VENTILEES- INSTITUTIONS	-	0	0	0	21 500 000
06D00222		MISSIONS	-	0	29 000 000	0	30 000 000
06D00246		INDEMNITES FLUS	-	0	450 000 000	0	450 000 000
07D00567		FORMATION DES FLUS	-	0	2 000 000	0	2 000 000
07D00614		SUBVENTIONS HCD	-	0	12 000 000	0	10 000 000
11D03233		IGPP	-	0	3 000 000	0	6 000 000
12D03739		COMMUNICATION-INFORMATION	-	11 000 000	238 150 000	0	220 740 000
<b>Total 02- INSTITUTIONS</b>				<b>11 000 000</b>	<b>759 150 000</b>	<b>0</b>	<b>743 340 000</b>
<b>Total général</b>				<b>232 627 583</b>	<b>4 811 847 808</b>	<b>205 812 056</b>	<b>5 081 677 798</b>

**CHAPITRE 932-ENSEIGNEMENT**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00115	REMPLACEMENTS INSTITUTEURS	-	0	360 000 000	0	450 000 000
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	50 330 000	0	55 330 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	9 492 460 000	0	9 186 509 345
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	11 415 000	0	11 415 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	1 930 000	0	1 930 000
	06D00371	PERSONNEL PERMANENT - FRAIS COMMUNS	-	0	0	0	1 300 000
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				0	9 916 135 000	0	9 706 484 345
	06D00037	DOTATION GLOBALE - COLLEGES PUBLICS	-	0	263 000 000	0	263 000 000
<b>Total 07- COLLEGES PUBLICS</b>				0	263 000 000	0	263 000 000
	06D00125	GRATUITE - 1/2-PENSION	-	0	397 000 000	0	376 000 000
	06D00170	TRANSPORTS	-	0	105 850 000	0	109 250 000
	06D00210	MANUELS SCOLAIRES	-	0	25 000 000	0	25 000 000
	06D00302	ALL.OC.SPECIALE DE RENTREE SCOLAIRE	-	0	170 000 000	0	174 000 000
	06D00359	BOURSES - EXTERNAT	-	0	24 000 000	0	36 000 000
	10D02817	BOURSES - PENSION	-	0	80 000 000	0	83 000 000
	10D02818	GRATUITE - PENSION	-	0	43 000 000	0	44 000 000
	10D02819	BOURSES - DEMI-PENSION	-	0	530 000 000	0	543 000 000
	11D03612	BOURSES - IP DEMI-PENSION	-	0	21 000 000	0	22 000 000
	11D03611	BOURSES - IP PENSION	-	0	14 000 000	0	15 000 000
<b>Total 08- ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT</b>				0	1 409 850 000	0	1 427 250 000
	06D00048	DOTATION GLOBALE - ENSEIGNEMENT PRIVE	-	0	1 201 800 000	0	1 162 021 000
<b>Total 09- ENSEIGNEMENT PRIVE</b>				0	1 201 800 000	0	1 162 021 000
	06D00175	FRAIS DE TRANSPORTS - ENSEIGNEMENT SUP	-	0	26 000 000	0	30 000 000
	06D00239	OPERATIONS NON VENTILEES-ENSEIGN. SUP	-	0	31 100 000	0	29 500 000
	06D00270	AIDES AUX LOGEMENTS	-	0	10 000 000	0	12 600 000
	06D00305	ALLOCATION DE RENTREE	-	0	30 000 000	0	29 000 000
	06D00314	PRIX D'ENCOURAGEMENT	-	0	20 000 000	0	18 720 000
	06D00345	BONIFICATION PRETS	-	0	6 500 000	0	4 300 000
	06D00369	BOURSES HORS TERRITOIRE	-	0	234 000 000	0	268 000 000
			10-2012-1	0	76 500 000	0	0
	06D00373	BOURSES NC	-	0	10 000 000	0	10 000 000
	07D00554	AIDES FORFAITAIRES BTS	-	0	4 000 000	0	4 000 000
	07D00555	PRIX D'EXCELLENCE	-	0	6 000 000	0	6 000 000
	07D00557	FRET BAGAGES DES ETUDIANTS	-	0	2 800 000	0	4 000 000
	07D00658	AIDES EXCEPTIONNELLES	-	0	1 500 000	0	1 500 000
	07D01004	SUBVENTIONS HCD	-	0	6 820 000	0	10 000 000
<b>Total 10- ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>				0	465 220 000	0	427 620 000
	06D00188	GESTION GENERALE	-	15 000 000	45 204 000	15 000 000	45 204 000
	06D00301	ALIMENTATION	-	0	61 000 000	0	58 000 000
	07D00615	SUBVENTIONS HCD	-	0	3 000 000	0	29 560 000
	10D03203	INTERNATS D'EXCELLENCE	-	18 000 000	0	0	3 440 000
			11-2011-5	0	24 000 000	0	0
	11D03613	BOURSES - IP PENSION	-	14 000 000	0	15 000 000	0
	11D03614	BOURSES - IP DEMI-PENSION	-	21 000 000	0	22 000 000	0
<b>Total 11- INTERNATS</b>				68 000 000	133 204 000	52 000 000	136 204 000
	06D00187	ENSEIGNEMENT - FRAIS COMMUNS	-	0	21 350 000	0	30 850 000
	06D00213	SOUTIEN SCOLAIRE	-	52 500 000	0	75 000 000	103 000 000
			12-2011-3	0	70 000 000	0	0
	07D00616	SUBVENTIONS HCD	-	0	42 000 000	0	32 600 000
	08D01145	ACTIONS EDUCATIVES 1ER DEGRE	-	0	3 600 000	0	5 100 000
	08D01146	OPERATION ODI	-	66 000 000	112 000 000	60 000 000	162 000 000
			12-2012-1	0	54 000 000	0	0
	08D01147	SANTE SCOLAIRE ET HANDICAP	-	0	800 000	0	0
	09D01966	CONTRAT DE REUSSITE	-	0	0	0	3 900 000
	11D03156	CA-OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 11-15	-	0	0	0	14 100 000
<b>Total 12- VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>				118 500 000	303 750 000	135 000 000	351 550 000
<b>Total général</b>				186 500 000	13 692 959 000	187 000 000	13 474 129 345

## CHAPITRE 933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	17 295 000	0	15 267 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	566 680 000	0	438 081 681
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	24 640 000	0	28 898 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	5 450 000	0	5 547 600
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				0	614 065 000	0	487 794 281
	07D00617	SUBVENTIONS HCD	-	0	69 000 000	0	48 400 000
	08D01306	PAT PATI-VALORISATION SENSIBILISATION	-	0	5 000 000	0	0
	08D01308	PAT MUSEO-VALORISATION SENSIBILISATION	-	0	2 300 000	0	2 300 000
	08D01310	PAT PATI-CONSERVATION & SAUVEGARDE	-	0	4 000 000	0	0
	08D01506	PAT MUSEO-MUSEE SECONDE GUERRE MONDIALE	-	0	4 500 000	0	3 500 000
	11D03512	COLLECTIONS PROVINCIALES	-	0	3 702 000	0	0
<b>Total 13-PATRIMOINE</b>				0	88 502 000	0	54 200 000
	06D00153	ACTIONS SPORTS - GLOBALISEES	-	0	18 400 000	0	18 025 000
	06D00332	CESSIONS D'IMMEUBLES - SPORTS	-	600 000	0	600 000	0
	06D00351	PARTICIPATIONS DES PARTICULIERS	-	2 000 000	0	2 000 000	0
	06D00475	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	-	20 000 000	17 732 000	20 000 000	14 000 000
	07D00619	SUBVENTIONS HCD	-	0	149 500 000	0	158 607 535
	10D02856	LES BOUCLES DE NETCHA	-	0	7 000 000	0	7 000 000
	11D03160	CA-OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 11-15	-	0	17 948 000	0	0
	11D03182	LES BOUCLES DE DEVA	-	0	10 000 000	0	0
	11D03412	SITE D'ESCALADE DE TERKA	-	0	3 325 000	0	0
	12D03763	SENTIERS DE RANDONNEES	-	0	23 300 000	0	0
<b>Total 15-SPORTS</b>				22 600 000	247 205 000	22 600 000	197 632 535
	06D00150	ACTIONS JEUNESSE - GLOBALISEES	-	0	4 500 000	0	4 500 000
	06D00276	CENTRE D'ACCUEIL PERMANENT DE POE	-	20 000 000	51 550 000	20 000 000	51 550 000
	07D00523	CARREFOUR VACANCES	-	0	4 370 000	0	4 370 000
	07D00620	SUBVENTIONS HCD	-	0	165 272 314	0	128 889 670
	07D00720	CONTROLE DES CMV	-	13 500 000	0	13 500 000	0
	09D02007	POLITIQUE DE LA JEUNESSE	-	0	4 500 000	0	4 500 000
<b>Total 16--JEUNESSE</b>				33 500 000	230 192 314	33 500 000	193 809 670
	11D03631	CREATION D'EFFUSION AUDIOVISUELLE	-	0	12 450 000	0	10 000 000
	11D03621	SUBVENTIONS HCD	-	0	212 800 000	0	192 900 000
	11D03619	ANIMATIONS CULTURELLES DIVERSES	-	0	9 250 000	0	5 000 000
	11D03627	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	-	0	2 700 000	0	5 000 000
	11D03632	CREATION D'EFFUSION ARTS PLASTIQUES	-	0	3 000 000	0	3 000 000
	11D03622	PUBLIC SPECIFIQUE	-	0	4 750 000	0	15 000 000
	11D03629	CREATION D'EFFUSION MUSIQUE	-	0	13 000 000	0	13 000 000
	11D03630	CREATION D'EFFUSION LIVRE ET LECTURE	-	0	3 900 000	0	3 600 000
	11D03620	CA-OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 11-15	-	0	0	0	10 172 250
	11D03626	FORMATION ARTISTIQUE	-	0	11 300 000	0	10 000 000
	12D03735	CREATION D'EFFUSION CULTURES URBAINES	-	0	8 500 000	0	0
	12D03738	BUREAU D'ACCUEIL DE TOURNAGE	-	0	6 400 000	0	0
<b>Total 14-CULTURE</b>				0	288 050 000	0	267 672 250
<b>Total général</b>				56 100 000	1 468 014 314	56 100 000	1 201 108 736

## CHAPITRE 934-SANTE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	82 400 000	0	77 550 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	2 954 450 000	0	2 539 303 693
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	117 020 000	0	116 300 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	15 190 000	0	15 650 000
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				0	3 169 060 000	0	2 748 803 693
	06D00120	EDUCATION SANITAIRE	-	0	11 950 000	0	11 180 000
	06D00161	SANTE SCOLAIRE	-	50 700 000	0	18 700 000	0
	06D00179	SERVICES SANITAIRES - FRAIS COMMUNS	-	0	15 900 000	0	15 500 000
	06D00195	VACATIONS - SANTE PUBLIQUE	-	0	68 450 000	0	77 759 810
	06D00199	SOLINS CMS	-	33 000 000	0	30 000 000	0
	06D00315	CENTRES MEDICO-SOCIAUX	-	0	36 300 000	0	34 350 000
	06D00317	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	20-2012-2	0	100 000 000	0	0
	06D00343	CM POLYVALENT	-	0	12 850 000	0	11 000 000
	06D00400	EML CMS CCF	-	0	5 200 000	0	5 200 000
	06D00411	CAFAT CMS	-	99 000 000	0	94 600 000	0
	07D00575	RECETTES DE SANTE PUBLIQUE NON VENTILEES	-	0	0	3 000 000	0
	07D00624	SUBVENTIONS HCD	-	0	13 500 000	0	13 040 000
	09D02394	EPIDEMIOLOGIE	-	0	2 000 000	0	2 000 000
	09D02396	FOND COMPENS DEPIST PREVENT SANTE PUBLIQ	-	0	15 000 000	0	15 000 000
	11D03227	PRESE EN CHARGE ADDICTO- LUTTE C/CANNABIS	-	0	0	0	36 000 000
<b>Total 20-SANTE PUBLIQUE</b>				182 700 000	281 150 000	146 300 000	221 029 810
<b>Total général</b>				182 700 000	3 450 210 000	146 300 000	2 969 833 503

**CHAPITRE 935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	7 235 800	0	6 755 800
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	223 890 000	0	168 641 290
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	5 230 000	0	5 510 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	2 400 000	0	2 200 000
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				0	238 755 800	0	183 107 090
	06D00025	PROVINCE - DGE DES CENTRES HOSPITALIERS	-	0	2 120 000 000	0	2 008 000 000
	06D00119	CAFAT - LIQUIDATIONS DEP SANTE	-	450 000 000	3 700 000 000	450 000 000	2 990 000 000
	06D00160	PROVINCE - FRAIS DE GEST° CAFAT	-	0	120 000 000	0	120 000 000
	07D00638	CAFAT - AVANCES SOINS EXTERNES OHT	-	0	220 000 000	0	125 000 000
	07D00761	REMBOURSEMENT DEPENSES D'AIDE MEDICALE	-	15 000 000	0	22 224 334	0
	07D00964	PROVINCE - SOINS EXTERNES CHS	-	0	33 000 000	0	32 500 000
	07D01406	PROVINCE - DEPENSES DE SANTE ET DIVERS	-	0	0	0	14 208 256
<b>Total 17- AIDE MEDICALE</b>				465 000 000	6 193 000 000	472 224 334	5 289 708 256
	06D00183	GESTION DES AIDES INDIVIDUELLES	-	0	29 000 000	0	26 000 000
	07D00525	RECENSEMENT DES SQUATS	-	2 000 000	0	0	0
	07D00622	SUBVENTIONS HCD	-	0	436 415 000	8 000 000	50 320 000
	07D00865	INTERVENTIONS NON VENTILEES-HABITAT SOCI	-	0	250 000	0	2 450 000
	09D02134	AIDES AU LOGEMENT	-	0	36 000 000	0	36 000 000
	09D02314	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	-	0	650 000	0	630 000
	09D02415	ACTIONS COLLECTIVES	-	0	1 000 000	0	1 300 000
	11D03161	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 11-15 HABITAT	-	0	0	0	2 750 000
	11D03393	RESTRUCTURATION DE L'HABITAT SPONTANE	18-2011-5	15 639 729	0	0	0
<b>Total 18-HABITAT SOCIAL</b>				17 639 729	506 315 000	8 000 000	119 450 000
	06D00152	FOYERS	-	0	35 200 000	0	25 400 000
	06D00167	SECOURS IMMEDIATS TOUTES CATEGORIES	-	0	0	0	12 000 000
	06D00181	ENQUETES SOCIALES	-	1 000 000	0	5 000 000	0
	06D00211	AIDE A LA FAMILIE	-	0	175 750 000	0	168 300 000
	06D00231	AIDE AUX ENFANTS ASSISTES	-	0	550 000 000	0	493 850 000
	06D00238	AIDE AUX PERSONNES AGES	-	406 000 000	879 050 000	0	683 000 000
	06D00248	OPERATIONS NON VENTILEES-MEDICO SOCIAL	-	74 000 000	0	2 000 000	0
	06D00254	AIDE AUX PERSONNES HANDICAPES	-	0	1 172 000 000	0	447 200 000
	06D00384	PLACEMENTS SOCIAUX - MEDICO-SOCIAL	-	523 000 000	0	523 000 000	0
	07D00623	SUBVENTIONS HCD	-	0	506 350 000	0	853 444 038
	09D01886	VACATIONS - MEDICO-SOCIAL	-	0	50 552 400	0	46 765 556
	09D02395	LA CASE VERTE-CENTRE D'ACCUEIL	-	0	1 500 000	0	1 200 000
	11D03163	CA-OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 11-15	-	0	23 100 000	0	23 100 000
<b>Total 19-MEDICO-SOCIAL</b>				1 004 000 000	3 393 502 400	530 000 000	2 754 259 594
	07D00624	SUBVENTIONS HCD	-	0	11 700 000	0	9 000 000
<b>Total 20-SANTE PUBLIQUE</b>				0	11 700 000	0	9 000 000
	06D00272	OPERATIONS NON VENTILEES-COND. FEMIN	-	0	25 000 000	0	25 000 000
	07D00625	SUBVENTIONS HCD	-	0	4 000 000	0	4 000 000
<b>Total 42-MISSION CONDITION FEMININE</b>				0	29 000 000	0	29 000 000
<b>Total général</b>				1 486 639 729	10 372 273 200	1 010 224 334	8 384 524 940

**CHAPITRE 936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00265	AIDES AU TRANSPORT	-	0	6 000 000	0	6 000 000
	06D00278	PPIC	-	60 000 000	690 000 000	220 000 000	600 000 000
	06D00291	AIJ-CONTRATS EMPLOI FORMATION	-	0	62 000 000	0	80 000 000
	06D00296	AIJ-CONTRATS HANDICAPES	-	0	20 000 000	0	20 000 000
	07D00553	EVALUATION MILIEU TRAVAIL	-	0	7 000 000	0	10 000 000
	07D00568	FORMATION DES PPIC	-	0	5 000 000	0	5 000 000
	07D00760	AIDE A LA MOBILITE	-	0	8 000 000	0	8 000 000
	07D00802	AIJ-DISPOSITIF MEDIATEUR (ADULTE RELAIS)	-	0	0	24 000 000	80 000 000
	07D00924	INDEMNITES AUX STAGIAIRES	-	0	5 000 000	0	5 000 000
	08D01672	PRECO-EMPLOI	-	0	0	0	5 000 000
	11D03166	CA-OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 11-15	-	0	0	0	18 900 000
	11D03232	SERVICE CIVIQUE	-	0	10 000 000	0	0
	12D03757	PPIC-SOUTIEN SCOLAIRE	-	22 500 000	33 000 000	0	0
<b>Total 31-EMPLOI</b>				82 500 000	846 000 000	244 000 000	837 900 000
	06D00298	AIJ-STAGES ET CHANTIERS JEUNES	-	0	85 000 000	0	80 000 000
	07D00521	INSERTION-FRAIS COMMUNS	-	0	25 000 000	0	25 800 000
	07D00631	SUBVENTIONS HCD	-	0	271 200 000	0	259 500 000
	08D01769	AIJ-CHANTIERS DE JEUNES	-	80 000 000	100 000 000	30 000 000	101 200 000
	11D03167	CA-OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 11-15	33-2011-4	0	40 000 000	0	0
	11D03234	PREVENTION DELINQUANCE, MAINTIEN SECURITE & TRANQUILITE PUBLIQUES	33-2011-6	0	115 880 054	0	0
			33-2011-5	0	2 000 000	0	0
<b>Total 33-INSERTION</b>				80 000 000	639 080 054	30 000 000	489 500 000
	06D00112	FORMATION-FRAIS COMMUNS	-	0	14 300 000	0	20 200 000
	06D00227	STAGES - OP.GLOBALISSE	-	0	130 000 000	0	130 000 000
	07D00633	SUBVENTIONS HCD	-	0	144 700 000	0	66 500 000
	11D03168	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 11-15 FORMATION	-	0	0	0	3 000 000
			36-2011-3	0	2 875 000	0	0
<b>Total 36-FORMATION</b>				0	291 875 000	0	219 700 000
<b>Total général</b>				162 500 000	1 776 955 054	274 000 000	1 547 100 000



**CHAPITRE 937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	14 695 000	0	14 790 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	683 780 000	2 300 000	638 481 409
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	5 735 000	0	5 210 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	9 600 000	0	11 200 000
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				0	713 810 000	2 300 000	669 681 409
	06D00323	PROG NC-ENTRETIEN COURS D'EAU NC/APICAN	-	70 000 000	70 000 000	100 000 000	100 000 000
<b>Total 23- COURS D'EAU</b>				70 000 000	70 000 000	100 000 000	100 000 000
	06D00006	REHABILITATION DES SITES DEGRADES	-	0	2 000 000	0	0
	06D00009	AIRES MARINES ET PATRIMOINE MONDIAL	-	0	0	2 000 000	55 823 000
	06D00011	AIRES TERRESTRES AMENAGEES	-	0	0	0	26 300 000
	06D00026	REVERDISSEMENT OU REHABILITATION SITES MINERS	-	0	500 000	0	0
	06D00068	PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	-	11 000 000	38 000 000	15 000 000	40 350 000
	06D00092	INSTALLATIONS CLASSEES	-	0	11 950 000	0	11 450 000
	06D00128	RESERVES TERRESTRES	-	0	0	4 561 072	6 061 072
	06D00130	LUTTE CONTRE LES INCENDIES	-	0	0	0	28 200 000
	06D00176	ENQUETES ICFE	-	6 000 000	6 000 000	3 000 000	6 000 000
	06D00184	SITES TERRESTRES	-	0	0	0	31 520 000
	06D00308	AMENAGEMENT ET GESTION SITES TERRESTRES	-	3 000 000	0	0	0
	06D00349	PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	-	16 000 000	30 380 000	17 000 000	30 000 000
	07D00526	GESTION DES DECHETS	-	69 250 000	16 160 480	42 751 298	23 400 000
			25-2011-3	0	8 500 000	0	5 000 000
	07D00528	SUIVI PROJETS INDUSTR & MINERS GD SUD	-	15 000 000	83 430 000	9 000 000	74 000 000
	07D00627	SUBVENTIONS HCD	-	0	232 790 700	0	165 420 000
			25-2011-4	0	16 000 000	0	12 000 000
	07D00984	REGULATION SURPOPULATIONS GROS GIBIERS	-	0	0	0	400 000
	07D01084	CODE DE L'ENVIRONNEMENT	-	0	1 200 000	0	250 000
	07D01085	DEVELOPPEMENT DURABLE	-	1 000 000	0	1 000 000	5 000 000
			25-2011-3	0	2 000 000	0	2 000 000
	08D01467	OPERATIONS NON VENTILEES ENVIRONNEMENT	-	0	250 000	0	250 000
	08D01726	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	-	0	185 760 000	0	126 227 000
	09D02027	ACT° DE SENSIBILISAT° A L'ENVIRONNEMENT	-	0	1 000 000	4 100 000	5 200 000
	09D02029	CONSEIL DE L'EAU	-	0	0	0	6 738 928
	09D02030	CONSERVATION DU SITE ILLOT L'EPREDOUR	-	0	0	0	4 200 000
	09D02032	PRESERVATION DES ESPECES EMBLEMATIQUES	-	6 500 000	16 850 540	6 500 000	13 300 000
	09D02054	JARDIN BOTANIQUE	-	0	0	0	3 700 000
	11D03178	CONSERVATION DES ESPACES NATURELS	-	0	25 400 000	0	25 543 125
	11D03184	GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	-	0	600 000	0	1 930 000
	12D03719	AIRES D'INTERETS MAJEURS	-	2 000 000	9 000 000	0	0
	12D03720	AIRES AMENAGEES DU GRAND SUD	-	0	25 650 000	0	0
	12D03721	AIRES AMENAGEES DU GRAND NOUMEA	-	0	17 050 000	0	0
	12D03722	AIRES AMENAGEES DU NORD	-	0	350 000	0	0
	12D03717	SURVEILLANCE DES MILIEUX NATURELS	-	0	43 170 000	0	0
	12D03718	CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE	-	0	31 569 000	0	0
<b>Total 25- ENVIRONNEMENT</b>				129 750 000	805 560 720	104 912 370	710 263 125
	06D00017	ETUDES- AMENAGEMENTS URBAINS	-	0	10 350 000	0	7 560 000
	07D00628	SUBVENTIONS HCD	-	0	152 000 000	0	152 000 000
	10D03016	OPERATIONS NON VENTILEES URBANISME	-	0	0	0	6 000 000
	11D03175	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 11-15 URBANISME	-	0	0	0	6 250 000
			26-2011-6	0	7 125 000	0	0
			26-2011-5	0	2 125 000	0	0
	11D03191	AMELIORATION DE LA REGLEMENTATION	-	0	3 795 000	0	3 000 000
<b>Total 26- URBANISME</b>				0	175 395 000	0	174 810 000
	06D00260	SYMCULTURE	-	0	0	0	50 200 000
	06D00398	PLANTS DE REBOISEMENT - DEV FORESTIER	41-2012-1	0	5 000 000	0	0
	07D00637	SUBVENTIONS HCD	-	0	186 500 000	0	14 500 000
<b>Total 41- DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>				0	191 500 000	0	64 700 000
<b>Total général</b>				199 750 000	1 956 265 720	207 212 370	1 719 454 534

**CHAPITRE 938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	29 000 000	0	22 020 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	1 069 110 000	0	1 069 326 109
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	860 000	24 500 000	0	22 300 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	17 000 000	0	19 000 000
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				860 000	1 139 610 000	0	1 132 646 109
	06D00008	DEPREDATE° DE VOIRIE	-	15 877 766	0	28 788 897	0
	06D00290	PRESTATIONS SUR TRAVAUX ROUTIERS	-	15 000 000	0	15 000 000	0
	06D00324	ENTRETIEN DU RESEAU	-	0	400 000 000	0	200 000 000
	06D00393	DEGATS ROUTIERS	-	0	20 000 000	0	20 000 000
	06D00394	DEGATS S'EQUIP ROUTIERS	-	10 000 000	0	10 000 000	0
	08D01244	PROG NC- ENTRETIEN ROUTES TERRITORIALES	-	253 800 000	235 000 000	253 400 000	235 000 000
<b>Total 21- RESEAU ROUTIER</b>				294 677 766	655 000 000	307 188 897	455 000 000
	06D00003	AEROPORT DE L'ILE DES PINES	-	10 380 966	58 370 000	35 091 660	58 480 000
	06D00472	AERODROME DE OUAJOM	-	0	2 620 000	0	3 030 000
	07D00552	AERODROME DE POE	-	52 500	4 100 000	52 500	2 200 000
<b>Total 22- INFRASTRUCTURE AERIENNE</b>				10 433 466	65 090 000	35 144 160	63 710 000
	06D00288	ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES	-	0	10 000 000	0	10 000 000
<b>Total 24- INFRASTRUCTURE PORTUAIRE</b>				0	10 000 000	0	10 000 000
	06D00058	GARE ROUTIERE DE MONTBAVEL	-	2 558 172	8 440 000	6 438 564	8 100 000
	06D00165	TRANSPORTS PUBLICS SUBURBAINS	-	14 614 241	692 000 000	279 242 016	974 942 016
	11D03165	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 11-15 TRANSPORTS	30-2011-2	0	10 996 250	0	0
	11D03187	TRANSPORTS PUBLICS INTERURBAINS	-	0	3 400 000	0	3 400 000
<b>Total 30- TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>				17 172 413	714 836 250	285 680 580	986 442 016
<b>Total général</b>				323 143 645	2 584 536 250	628 013 637	2 647 798 125

## CHAPITRE 939-ECONOMIE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	58 790 000	30 000	56 885 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	1 476 250 000	0	1 391 142 675
	06D00289	BUREAU DE GESTION ECOEL	-	15 200 000	0	14 400 000	0
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	32 000 000	0	32 220 200
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	21 120 000	0	21 530 000
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				<b>15 200 000</b>	<b>1 588 160 000</b>	<b>14 430 000</b>	<b>1 501 777 875</b>
	06D00111	IRVM	-	0	5 500 000	0	5 500 000
<b>Total 32- PARTICIPATIONS FINANCIERES</b>				<b>0</b>	<b>5 500 000</b>	<b>0</b>	<b>5 500 000</b>
	06D00368	PECHE ET AQUACULTURE	-	0	21 550 000	0	21 235 000
	07D00632	SUBVENTIONS HCD	-	0	65 200 000	0	61 800 000
	12D03715	ADECAL TECHNOLOGIE	-	0	52 500 000	0	0
<b>Total 35- PECHE ET AQUACULTURE</b>				<b>0</b>	<b>139 250 000</b>	<b>0</b>	<b>83 035 000</b>
	06D00095	INSTITUT AGRONOMIQUE CALÉDONNIEN	-	0	75 000 000	0	75 000 000
	06D00207	AGRICULTURE - FRAIS COMMUNS	-	0	21 700 000	0	28 300 000
	06D00356	PROTECTION SOCIALE EXPLOITANTS AGRICOLES	-	0	25 000 000	0	25 000 000
	06D00399	ETUDES - AGRICULTURE	-	0	20 545 000	0	25 000 000
	07D00634	SUBVENTIONS HCD	-	0	388 720 000	0	297 070 000
	11D03452	MARCHES BROUSSARDS	-	0	5 000 000	0	0
<b>Total 37- AGRICULTURE</b>				<b>0</b>	<b>535 965 000</b>	<b>0</b>	<b>450 370 000</b>
	06D00151	TOURISME - INTERVENTIONS	-	0	104 644 000	0	96 000 000
	07D00635	SUBVENTIONS HCD	38-2011-1	0	0	0	400 000 000
			-	0	783 000 000	0	198 460 000
<b>Total 38- TOURISME</b>				<b>0</b>	<b>887 644 000</b>	<b>0</b>	<b>694 460 000</b>
	06D00262	OPERATIONS NON VENTILEES EXPANS GEN	-	0	18 063 246	0	29 563 246
	07D00630	SUBVENTIONS HCD	-	0	259 050 000	0	228 950 000
<b>Total 39- EXPANSION GENERALE</b>				<b>0</b>	<b>277 113 246</b>	<b>0</b>	<b>258 513 246</b>
	06D00063	STATION ZOOTECNIQUE DE PORT LAGUERRE	-	0	10 100 000	0	10 100 000
	06D00233	STATION MARAICHERE ET HORTICOLE ST LOUIS	-	0	3 000 000	0	3 000 000
	06D00362	PCTS DOMAN & EXPLOITAT° - STAT° PROV	-	6 000 000	0	4 500 000	0
	06D00401	PORT LAGUERRE PEPINIERE	-	0	4 150 000	0	4 150 000
<b>Total 40- STATIONS PROVINCIALES</b>				<b>6 000 000</b>	<b>17 250 000</b>	<b>4 500 000</b>	<b>17 250 000</b>
<b>Total général</b>				<b>21 200 000</b>	<b>3 450 882 246</b>	<b>18 930 000</b>	<b>3 010 906 121</b>

## CHAPITRE 940-IMPOSITIONS DIRECTES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00263	TAXES MULTIPLES	-	200 000 000	0	200 000 000	0
	06D00307	CENTIMES ADDITIONNELS	-	0	61 000 000	0	69 200 000
	06D00320	COMMUNICATION TELEPHONIQUE	-	1 450 000 000	0	1 450 000 000	0
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				<b>1 650 000 000</b>	<b>61 000 000</b>	<b>1 650 000 000</b>	<b>69 200 000</b>
<b>Total général</b>				<b>1 650 000 000</b>	<b>61 000 000</b>	<b>1 650 000 000</b>	<b>69 200 000</b>

## CHAPITRE 941-AUTRES IMPOTS ET TAXES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00059	DROIT D'ENREGISTREMENT	-	1 450 000 000	0	1 450 000 000	0
	06D00114	LICENCE DROITS DE BOISSONS	-	56 000 000	0	54 000 000	0
	06D00307	CENTIMES ADDITIONNELS	-	0	64 500 000	0	64 200 000
	06D00329	CONTRIBUTION FONCIERE	-	280 000 000	0	280 000 000	0
	06D00355	PATENTES	-	1 240 000 000	0	1 240 000 000	0
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				<b>3 026 000 000</b>	<b>64 500 000</b>	<b>3 024 000 000</b>	<b>64 200 000</b>
<b>Total général</b>				<b>3 026 000 000</b>	<b>64 500 000</b>	<b>3 024 000 000</b>	<b>64 200 000</b>

## CHAPITRE 942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012	
				RECETTE	DEPENSE
	08D01606	DGE-NC	-	31 744 867 000	30 546 734 500
	08D01607	DGE-ETAT	-	5 844 295 051	5 832 033 405
<b>Total 01- ADMINISTRATION</b>				<b>37 589 162 051</b>	<b>36 378 767 905</b>
<b>Total général</b>				<b>37 589 162 051</b>	<b>36 378 767 905</b>

### CHAPITRE 943-OPERATIONS FINANCIERES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012		BP 2011	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00116	LIGNE DE TRESORERIE	-	0	75 000 000	0	63 000 000
	06D00157	EMPRUNTS PROVINCIAUX	-	0	566 120 000	0	453 000 000
<b>Total 03-EMPRUNTS</b>				0	641 120 000	0	516 000 000
	06D00163	SAVEXPRESS	-	6 200 000	0	6 200 000	0
	06D00237	STCPI	-	130 000 000	0	130 000 000	0
	07D00885	SHN	-	35 000 000	0	35 000 000	0
<b>Total 32-PARTICIPATIONS FINANCIERES</b>				171 200 000	0	171 200 000	0
<b>Total général</b>				171 200 000	641 120 000	171 200 000	516 000 000

### CHAPITRE 946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012	
				RECETTE	DEPENSE
	06D00240	STOCKS D'APPROVISIONNEMENT	-	0	120 000 000
	06D00321	AMORTISSEMENTS	-	956 959 416	3 020 000 000
<b>Total 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>				956 959 416	3 140 000 000
<b>Total général</b>				956 959 416	3 140 000 000

### CHAPITRE 954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/ AE	BP 2012	
				RECETTE	DEPENSE
	06D00047	LOGEMENTS	-	28 067 100	0
	06D00279	TERRAINS PROVINCIAUX	-	11 000 000	0
	06D00316	CESSIONS DE MEUBLES	-	103 030 000	2 100 000
	11D03609	CESSIONS LOTS INDUSTRIELS	-	23 964 000	0
<b>Total 01-ADMINISTRATION</b>				166 061 100	2 100 000
<b>Total général</b>				166 061 100	2 100 000